

Willy Huhn

TROTSKY LE STALINE MANQUÉ



SPARTACUS

*Trotsky
le Staline
manqué*

Willy Huhn

*Trotsky
le Staline
manqué*

précédé de

*Stalinisme et
bolchevisme*

par

Paul Mattick

Postface et traduction

de

Daniel Saint-James



SPARTACUS

RENÉ LEFEUVRE

TABLE

- 5** Avertissement
- 7** *Stalinisme et bolchevisme*, par Paul Mattick
- 21** *Trotsky, le Staline manqué*, par Willy Huhn
- 103** Notes
- 115** Notice biographique sur Willy Huhn
- 119** Postface: *Ni Dieu, ni César, ni Tribun*
par Daniel Saint-James
- 143** Le catalogue des Cahiers Spartacus

Avertissement



A l'heure de l'extension du "socialisme réel", on pourrait estimer qu'il n'est guère intéressant de revenir sur de l'histoire ancienne. Qui, en dépit de l'éclat publicitaire des médias en 1979 pour le centenaire de sa naissance, connaît Trotsky aujourd'hui, voire même qui s'en réclame?

Pourtant un certain nombre de groupes trotskystes existent et ont même connu, pour un temps, un regain de vitalité avant de végéter de nouveau. Comme le Cercle Léon Trotsky se propose de rééditer ou d'éditer les œuvres du créateur de l'Armée Rouge, il n'est pas inutile de faire connaître des études critiques sur celui qui, après avoir été au faite de la puissance, a été traîné dans la boue et lâchement assassiné. Ce faisant nous avons le sentiment, non seulement de remplir un vide (une des rares critiques de l'attitude de Trotsky est celle de C. Lefort, in *Les Temps Modernes*, n° 39, déc. 1948 – jan. 1949) mais aussi de fournir une base de réflexion à la fois sur une expérience passée (la Révolution russe et le mouvement ouvrier d'avant-guerre) et sur l'expérience – plus présente – de beaucoup de militants qui sont passés par les "Ecoles de Formation Révolutionnaire".

Le texte de Paul Mattick, daté de 1947, a été écrit à l'occasion de la parution, aux Etats-Unis, du *Staline* de Trotsky. Il s'agit là d'une des meilleures analyses politiques de l'auteur de *Marx et Keynes*.

Celui de Willy Huhn est certainement une des études les plus complètes, puisqu'il couvre toute la vie de Trotsky, y compris les années mencheviques et celle d'exil.

Enfin, nous avons, dans une courte postface essayé de dégager les traits saillants et les a priori des sectes politiques qui font, qu'aujourd'hui encore, certains puissent adhérer aux idéologies bolcheviques minoritaires.

Daniel Saint- James

Paul Mattick

*Stalinisme et
bolchevisme*

TROTSKY prétend qu'en rédigeant sa biographie de Staline il poursuivait un but: montrer "comment une telle personnalité a pu se développer et comment elle a fini par usurper une situation exceptionnelle". Tel est le but avoué. Mais le but réel est tout autre. Il s'agit de montrer pourquoi Trotsky a perdu la position de force qui était la sienne à un certain moment, alors que c'est lui qui aurait du être l'héritier de Lénine, étant plus digne de cet héritage que Staline. Ainsi, avant la mort de Lénine, ne disait-on pas communément "Lénine et Trotsky"? Ne renvoyait-on pas systématiquement le nom de Staline vers la fin, voire même à la dernière place, des listes de dirigeants bolcheviques? N'a-t-on pas vu, en telle ou telle occasion, Lénine proposer de ne mettre sa signature qu'après celle de Trotsky? Bref le livre nous permet de comprendre pourquoi Trotsky pensait qu'il était l'"héritier naturel de Lénine". En fait c'est une double biographie: celle de Staline et de Trotsky.

Toute chose a, au départ, des dimensions modestes. Le bolchevisme de Lénine et Trotsky diffère tout autant du stalinisme que la peste brune hitlérienne de l'année 1933 diffère du national-socialisme de la deuxième guerre mondiale. Mais, vient-on à examiner les écrits de Lénine et Trotsky antérieurs à la naissance du stalinisme, et on découvre que tout ce qui se trouve dans l'"arsenal" stalinien a son correspondant chez les deux autres. Trotsky, par exemple, a, tout comme Staline, présenté le travail forcé comme l'application d'un "principe socialiste". Il croyait dur comme fer qu'un socialiste sérieux ne pouvait contester à l'Etat ouvrier le droit de faire sentir la puissance de sa dextre à tout ouvrier qui refuserait de mettre à sa disposition la force de travail qu'il représente. Et c'est le même Trotsky qui se dépêcha d'attribuer un "caractère socialiste" à l'inégalité, arguant que "tout travailleur qui en fait plus qu'un autre pour l'intérêt général a, en conséquence, droit à une part plus grande du produit social que le paresseux, le négligent ou le saboteur". C'est toujours Trotsky qui s'affirmait convaincu que "tout doit être fait pour encourager le développement de l'émulation dans la sphère de la production". Il va de soi que, chaque fois, ces affirmations étaient présentées comme autant de "principes socialistes" valables pour la période de transition. C'étaient, tout simplement, les difficultés objectives qui se dressaient sur la route de la socialisation complète, qui contraignaient à recourir à ces méthodes. Ce n'était pas par goût, mais par nécessité, qu'il fallait renforcer la dictature du Parti à un point tel qu'on en venait à supprimer toute liberté d'action, alors que celle-ci, sous une forme ou sous une autre, est autorisée dans les Etats bourgeois. Et Staline est tout autant fondé à évoquer la "nécessité" comme excuse.

Ne voulant pas avancer contre le stalinisme que des arguments qui, en fin de compte, apparaissent comme l'expression d'une antipathie personnelle contre un concurrent dans les luttes du Parti, Trotsky s'est trouvé obligé de décou-

vrir des différences politiques entre Staline et lui-même, mais aussi entre Staline et Lénine. Ce faisant, il pense pouvoir étayer l'affirmation qu'en Russie comme ailleurs, les choses auraient évolué tout autrement sans Staline.

Mais il ne peut guère exister de différences "théoriques" entre Lénine et Staline puisque le seul ouvrage théorique qui soit signé de ce dernier a en fait été directement inspiré par Lénine et écrit sous son contrôle direct. Si, d'autre part, on admet que la "nature" de Staline "exigeait" la machine centralisée du Parti, il ne faut pas oublier que c'est Lénine qui lui a construit un appareil si parfait. Là encore on ne voit guère de différence entre les deux. En réalité, Staline ne fut guère gênant pour Lénine, tant que celui-ci fut actif, quelque désagréable qu'il ait pu être pour le "numéro deux du bolchevisme".

Pourtant il faut bien qu'il y ait une différence entre léninisme et stalinisme si l'on veut comprendre ce que Trotsky appelle le "thermidor soviétique", à condition, bien entendu, d'admettre qu'il y a bien eu un tel thermidor. Remarquons déjà que Trotsky donne quatre estimations différentes de l'époque où ce thermidor a eu lieu. Dans sa biographie de Staline, il élude cette question. Il se borne simplement à constater que le thermidor soviétique est lié à la "croissance des privilèges de la bureaucratie". Mais voilà: cette constatation nous ramène à des périodes de la dictature bolchevique antérieures au stalinisme, celles où justement Lénine et Trotsky, l'un comme l'autre, se sont trouvés jouer un rôle dans la création de la bureaucratie d'Etat, augmentant les privilèges de celle-ci dans le but de faire croître son efficacité.

La lutte pour le pouvoir

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé en réalité, c'est-à-dire la lutte acharnée pour le pouvoir qui ne s'est manifestée au grand jour qu'après la mort de Lénine, on en vient à soupçonner tout autre chose qu'un thermidor soviétique. Car il apparaît clairement qu'à cette époque l'Etat bolchevique était déjà suffisamment fort, ou à tout le moins se trouvait dans une situation telle qu'il pouvait, jusqu'à un certain point ne pas tenir compte des exigences des masses russes ni de celles de la bourgeoisie internationale. La bureaucratie montante commençait à se sentir suffisamment maîtresse de la Russie: la lutte pour les "Rosines" de la Révolution entraînait dans sa phase la plus générale et la plus aiguë.*

Tous ceux qui participaient à cette lutte ne manquaient jamais de rappeler avec insistance qu'il fallait bien recourir à la dictature pour faire face aux contradictions non résolues

(*) Allusion à l'héroïne de la pièce de Beaumarchais, "Le Barbier de Séville", que le comte Almaviva s'efforce de conquérir par tous les moyens. (N.d.T.)

entre “ouvriers” et “paysans”, aux problèmes posés par l’arriération économique du pays, et au danger, sans cesse renouvelé, d’une attaque venue de l’extérieur. Et, pour justifier la dictature, on eut recours à toutes sortes d’arguments. La lutte pour le pouvoir qui se déroulait au sein de la classe dominante se traduisit ainsi en programmes politiques: pour ou contre les intérêts des paysans, pour ou contre l’affaiblissement des conseils d’entreprise, pour ou contre une offensive politique sur la scène internationale. On échaffauda des théories pompeuses pour se concilier la bienveillance de la paysannerie, pour traiter des rapports entre bureaucratie et révolution, de la question du Parti, etc. Le summum fut atteint lors de la controverse Trotsky-Staline sur la “révolution permanente” et sur la théorie du “socialisme dans un seul pays”.

Il est parfaitement possible que tous ces adversaires aient cru en ce qu’ils disaient; mais – en dépit de leurs belles divergences théoriques – ils se comportaient tous de la même manière dès qu’ils se trouvaient face à une même situation pratique. Bien entendu, selon les besoins de leur cause, ils présentaient les mêmes faits sous des jours tout différents. Ainsi apprenons-nous que lorsque Trotsky courait sur le front – sur tous les fronts – c’était pour défendre la patrie, et rien d’autre. Au contraire, Staline fut envoyé sur le front parce que “là, pour la première fois, il pouvait travailler avec la machinerie administrative la plus accomplie, la machinerie militaire” – machinerie dont, soit dit en passant, Trotsky s’attribue tout le mérite. De même lorsque Trotsky plaide pour la discipline, il montre sa “main de fer”, lorsque Staline fait de même, il ne montre que sa brutalité. L’écrasement dans le sang de la rébellion de Cronstadt nous est présenté comme une “tragique nécessité”, mais l’anéantissement du mouvement d’indépendance géorgien par Staline comme la “russification forcée qui s’abat sur un peuple, sans égard pour ses droits de nation”. Inversement: les partisans de Staline dénoncent les propositions de Trotsky comme erronées et contre-révolutionnaires, mais lorsque les mêmes propositions sont avancées sous le couvert de Staline, ils y voient autant de preuves de la sagesse du grand chef.

Pour comprendre le bolchevisme, et plus particulièrement le stalinisme, il ne sert à rien de suivre et de prolonger la controverse, superficielle et le plus souvent stupide, à laquelle se livrent staliniens et trotskystes. Il est fondamental de voir que la révolution russe, ce n’est pas le seul parti bolchevique. Tout d’abord, elle n’a même pas éclaté à l’initiative de groupes politiques organisés. Bien au contraire. Elle a été le résultat des réactions spontanées des masses face à l’écroulement d’un système économique déjà fortement ébranlé par la défaite militaire. L’insurrection de février commença par des révoltes de la faim qui éclatèrent sur les marchés, par des grèves de protestation dans les usines et par des proclamations de solidarité avec les émeutiers que lancè-

rent les soldats. Cependant, dans l'histoire moderne, tous les mouvements spontanés s'accompagnent de l'entrée en scène de forces organisées. Dès que le tsarisme fut menacé de mort, les organisations envahirent le théâtre des opérations avec leurs mots d'ordre, mettant en avant leurs buts politiques propres.

Avant la révolution, Lénine avait fait remarquer que l'organisation est plus forte que la spontanéité. Mais en insistant fortement sur ce fait, il ne faisait que refléter le caractère arriéré de la Russie, dont les mouvements spontanés ne pouvaient qu'avoir le même caractère. Les groupes politiques les plus avancés eux-mêmes ne proposaient que des programmes limités. Les travailleurs de l'industrie visaient la mise en place de réformes capitalistes comme celles dont jouissaient les travailleurs des pays capitalistes développés. La petite bourgeoisie et les couches supérieures de la classe capitaliste souhaitaient l'installation d'une démocratie bourgeoise à l'occidentale. Les paysans voulaient les terres, mais au sein d'une agriculture capitaliste. Sans doute ces exigences étaient-elles progressistes pour la Russie, mais elles constituent l'essence de la révolution bourgeoise.

Le nouveau gouvernement libéral, issu de la révolution de février 17, voulut continuer la guerre. Mais ce furent justement contre les conditions imposées par celle-ci que se révoltèrent les masses. Toutes les promesses de réformes à l'intérieur du cadre défini de la Russie de cette époque, et avec le maintien des relations de puissance impérialistes, devinrent autant de mots creux. Il était absolument impossible de canaliser les mouvements spontanés dans la direction souhaitée par le gouvernement. A la suite d'un nouveau soulèvement, les bolcheviks prirent le pouvoir. Il ne s'agissait pas en fait d'une "seconde révolution", mais d'un simple changement de gouvernement, effectué par la force. Cette prise de pouvoir par les bolcheviks fut d'autant plus facile que les masses en effervescence ne portaient aucun intérêt au gouvernement existant. Comme le dit Lénine, le coup d'Etat d'Octobre fut "plus facile à réaliser que de soulever une plume". La victoire définitive fut "pratiquement remportée par forfait... Pas un seul régiment ne se présenta pour défendre la démocratie russe... La lutte pour le pouvoir suprême, dans un empire couvrant un sixième de la planète, s'est déroulée entre des forces étonnamment faibles, d'un côté comme de l'autre, que ce soit en province ou dans les deux capitales."

Les bolcheviks ne cherchèrent pas à rétablir l'ancienne situation pour, ensuite, procéder à des réformes. Ils se déclarèrent en faveur de ce qu'avaient concrètement mis en place les mouvements spontanés, censés être arriérés. Ils se prononcèrent pour la fin de la guerre, le contrôle ouvrier dans l'industrie, l'expropriation de la classe dominante, le partage des terres. Grâce à cela, ils purent rester au pouvoir.

Les revendications des masses russes d'avant la révolu-

tion étaient dépassées. Et cela pour deux raisons: d'une part, les revendications de ce type étaient satisfaites depuis longtemps dans la plupart des pays capitalistes et d'autre part, elles ne pouvaient plus l'être dans les conditions qui régnaient alors dans le monde. A une époque où le processus de concentration et de centralisation avait mené presque partout à l'écroulement de la démocratie bourgeoise, il n'était guère possible d'instaurer celle-ci en Russie. Quand il ne saurait plus être question de démocratie du laissez-faire, comment pourraient se mettre en place des réformes des relations capital-travail que l'on associe ordinairement à la législation sociale et au syndicalisme? De même, l'agriculture capitaliste, au-delà de l'écroulement des anciennes bases féodales et de son entrée dans la production pour le marché capitaliste, s'est lancée dans l'industrialisation de l'agriculture avec comme conséquence son insertion dans le processus de concentration du capital.

Les bolcheviks et la spontanéité des masses

Les bolcheviks n'ont jamais prétendu qu'ils étaient, à eux tous seuls, responsables de la révolution russe. Ils prennent parfaitement en compte l'existence de mouvements spontanés. Tout naturellement ils mettent l'accent sur le fait évident que l'histoire passée de la Russie – pendant laquelle le parti bolchevique avait joué son rôle – avait permis aux masses inorganisées d'atteindre à une sorte de conscience révolutionnaire vague. Mais ils n'hésitèrent pas non plus à prétendre que, sans leur direction, la Révolution aurait suivi un autre cours pour aboutir, selon toute vraisemblance, à la contre-révolution. "Si les bolcheviks n'avaient pas pris le pouvoir, écrit Trotsky, le monde aurait connu une version russe de 'fascisme', cinq ans avant la marche sur Rome." Pourtant les tentatives contre-révolutionnaires, lancées par les forces traditionnelles, ne furent pas brisées par une quelconque direction consciente du mouvement spontané, ni par l'action de Lénine qui, "grâce à son œil exercé, se faisait une vue correcte de la situation": elles échouèrent parce qu'il était impossible de détourner le mouvement spontané de ses buts propres. Si on tient à utiliser le concept de contre-révolution, on peut dire que la seule contre-révolution possible dans la Russie de 17 n'était rien d'autre que ce qu'offrait la révolution elle-même. Autrement dit, la révolution offrit aux bolcheviks la possibilité de créer un ordre social centralisé permettant de maintenir la séparation capitaliste entre ouvriers et moyens de production et de refaire de la Russie une puissance impérialiste.

Pendant la révolution, les intérêts des masses révoltées et des bolcheviks coïncidèrent à un point vraiment remarquable. De plus, outre cette identité temporaire d'intérêts, il

y avait une profonde correspondance entre la conception bolchevique du socialisme et les conséquences du mouvement spontané. Trop "rétrograde" du point de vue du socialisme, mais trop "avancée" du point de vue du capitalisme libéral, la révolution ne pouvait qu'aboutir à cette forme logique de capitalisme dont les bolcheviks faisaient la condition préalable à l'instauration du socialisme: le capitalisme d'Etat.

En s'identifiant au mouvement spontané qu'ils ne pouvaient contrôler, les bolcheviks se trouvèrent en position de le dominer dès qu'il se fut épuisé à la poursuite de ses buts immédiats. Et il y avait beaucoup de buts, pouvant être atteints de manières diverses dans les divers domaines. Les différentes couches de la paysannerie avaient à satisfaire des besoins différents, visaient des buts différents, qu'elles atteignirent ou n'atteignirent pas. Leurs intérêts, toutefois, n'avaient aucun lien véritable avec ceux du prolétariat. La classe ouvrière elle-même se divisait en de nombreux groupes, présentait tout un éventail de besoins spécifiques et de conceptions générales. La petite bourgeoisie avait d'autres problèmes. Bref, si spontanément l'union se fit contre les conditions imposées par le tsarisme et la guerre, il n'y avait aucune unité réelle, pas plus dans les buts immédiats que dans la politique à long terme. Les bolcheviks n'eurent aucune difficulté à profiter de ces séparations sociales pour mettre en place leur propre pouvoir, le consolider et le faire devenir plus fort que toutes les forces sociales parce qu'ils n'eurent jamais à faire face à la société dans son ensemble.

De même que tous les autres groupes qui jouèrent un rôle dans la révolution, les bolcheviks allèrent de l'avant, poursuivant leur but propre: tenir le gouvernement. C'était un but à plus longue portée que ceux que visaient les autres groupes. Il sous-entendait une lutte incessante; la conquête, la perte, la reconquête de positions de force. Les couches paysannes se calmèrent après le partage des terres. Les ouvriers réintégrèrent les usines en tant que salariés. Les soldats retournèrent à la vie civile, reprenant leur ancienne condition de paysans ou d'ouvriers: il ne leur était plus possible de continuer à errer à travers le pays. Pour les bolcheviks, commença alors réellement le combat, avec la victoire de la Révolution. Comme tout gouvernement, celui des bolcheviks impliquait soumission à son autorité de toutes les couches sociales. Concentrant lentement dans leurs mains tout le pouvoir, centralisant tous les organes de contrôle, les bolcheviks finirent bientôt par être capables de déterminer la politique.

Derechef la Russie se trouvait complètement organisée conformément aux intérêts d'une classe bien déterminée: la classe privilégiée du système capitalisme d'Etat naissant.

La machinerie du parti

Tout cela n'a rien à voir, ni avec le stalinisme ni avec un quelconque "thermidor". Il n'est question que de la politique menée par Lénine et Trotsky depuis le moment où ils prirent le pouvoir. Dans un rapport au VI^e congrès des soviets (1918), on put entendre Trotsky se plaindre: "tous les ouvriers soviétiques n'ont pas compris que notre gouvernement est un gouvernement centralisé et que toutes les décisions prises doivent être sans appel... Nous serons sans pitié contre les ouvriers soviétiques qui n'auraient pas encore compris; nous les mettrons à pied, nous les éliminerons de nos rangs et nous leur ferons sentir le poids de la répression". Trotsky nous explique aujourd'hui que ces mots visaient Staline, car celui-ci ne menait pas à bien la coordination de ses activités dans la poursuite de la guerre. Nous voulons bien le croire; mais comme ces mots pouvaient encore mieux s'appliquer à tous ceux qui n'avaient jamais appartenu à la "deuxième élite", ou qui plus généralement n'avaient aucun rang dans la hiérarchie soviétique! Comme le remarque Trotsky, il y avait déjà "une séparation profonde entre les classes en mouvement et les intérêts de l'appareil du Parti. Même les cadres du parti bolchevique qui se réjouissaient d'avoir à remplir en toute priorité une tâche révolutionnaire exceptionnelle, étaient finalement assez enclins à mépriser les masses et à identifier leurs intérêts particuliers à ceux de l'Appareil, et cela dès le jour du renversement de la monarchie."

Trotsky se dépêche d'ajouter que les dangers qu'aurait pu entraîner cette situation, étaient contrebalancés par la vigilance de Lénine et par les conditions objectives qui faisaient que "les masses étaient plus révolutionnaires que le Parti et le Parti plus révolutionnaire que l'Appareil". Et pourtant l'Appareil était dirigé par Lénine! Avant la Révolution déjà, le Comité Central du Parti, et Trotsky nous l'explique dans les moindres détails, fonctionnait de manière quasi réglée et était entièrement entre les mains de Lénine. Après la Révolution, cet état de fait ne fit que se renforcer. Au printemps de 1918, "l'idéal du centralisme démocratique subit de nouvelles révisions, en ce sens que, dans les faits, le pouvoir dans le gouvernement et dans le Parti se trouva concentré entre les mains de Lénine et de ses collaborateurs directs. Ces derniers soutenaient rarement un avis opposé à celui du leader bolchevique et exécutaient en fait tous ses désirs." Comme la bureaucratie a fait des progrès par la suite, l'Appareil stalinien doit être le fruit d'une défaillance remontant au temps de Lénine.

Pour pouvoir faire une différence entre le maître de l'Appareil et cet Appareil, comme il en fait une entre l'Appareil et les masses, Trotsky doit sous-entendre que seules les masses et leur leader le plus avancé étaient réellement révolu-

tionnaires, et que Lénine et les masses révolutionnaires furent trahis par l'appareil stalinien qui, pour ainsi dire, s'est fait lui-même. Trotsky a sans doute besoin de faire cette différence pour justifier ses propres choix politiques, mais elle n'en a pas pour autant un fondement réel. Car à l'exception de quelques remarques faites ci et là sur le danger de la bureaucratisation – équivalent, chez les bolcheviks, de ces croisades que lancent de temps à autre les politiciens bourgeois en faveur d'un budget équilibré – Lénine, jusqu'à sa mort, n'a jamais véritablement critiqué l'appareil du Parti et sa direction, autrement dit, il ne s'est jamais critiqué lui-même. Quelle qu'ait été la politique menée, elle a toujours reçu la bénédiction de Lénine, aussi longtemps que celui-ci resta à la tête de l'Appareil, et il est bon de se souvenir qu'il mourut, toujours à la tête du Parti.

Les aspirations "démocratiques" de Lénine ne sont que légende. Sans doute le capitalisme d'Etat sous Lénine diffère-t-il du capitalisme d'Etat sous Staline, mais c'est tout simplement parce que le pouvoir dictatorial du Géorgien était plus important, ce renforcement découlant en droite ligne des efforts de Lénine pour mettre sur pied sa propre dictature. Que Lénine ait été moins "terroriste" que Staline, voilà qui est douteux. Comme Staline, il rangeait toutes ses victimes sous l'étiquette de "contre-révolutionnaires". Sans vouloir comparer des statistiques sur le nombre de torturés, d'assassinés sous les deux régimes, il suffit de faire remarquer que, sous Lénine et Trotsky, le régime bolchevique n'était pas encore assez fort pour entreprendre des opérations à la stalinienne, comme la collectivisation forcée et les camps de travail, base de la direction étatique de l'économie et de la politique. Ce ne sont ni leurs conceptions ni les buts qu'ils se fixaient, mais bien leur faiblesse qui contraignirent Lénine et Trotsky à instituer une prétendue nouvelle politique économique (N.E.P.), c'est-à-dire à faire des concessions réelles à la propriété privée, tout en faisant des concessions verbales à la démocratie. La "tolérance" dont firent preuve les bolcheviks vis-à-vis d'organisations non bolcheviques, comme les social-révolutionnaires (S.R.), dans les premières années du règne de Lénine, ne provient pas comme le prétend Trotsky du goût de Lénine pour la démocratie, mais tout simplement de ce que les bolcheviks se trouvaient alors dans l'incapacité d'anéantir immédiatement toutes les organisations non bolcheviques. Les traits totalitaires du bolchevisme de Lénine ne firent que s'accroître au fur et à mesure que croissaient son contrôle de l'Etat et son pouvoir politique. Trotsky affirme que ces traits totalitaires ont été imposés par l'activité "contre-révolutionnaire" de toutes les organisations ouvrières nonbolcheviques, mais c'est bien difficile d'invoquer cette activité pour expliquer le maintien et l'aggravation de ces traits après l'anéantissement de toutes les organisations non-conformistes. De plus, comment retenir cette cause pour expliquer les succès remportés par Lénine

lorsqu'il renforça encore les principes totalitaires au sein des organisations extérieures à la Russie, comme l'Internationale Communiste?

Trotsky apologiste du stalinisme

Ne pouvant mettre entièrement sur le dos des organisations non bolcheviques la responsabilité de la dictature exercée par Lénine, Trotsky fait appel à un autre argument. "Les théoriciens qui cherchent à prouver que le système totalitaire, existant présentement en Russie, découle en fait de l'horrible nature du bolchevisme", oublient les années de guerre civile qui "ont marqué le gouvernement soviétique de manière indélébile. Beaucoup d'administrateurs, une couche considérable d'entre eux en tout cas, ont pris l'habitude de commander et d'exiger une obéissance sans condition à leurs ordres". Staline aussi, nous dit-il, "a été marqué par les conditions de cette guerre civile, et avec lui tout ce groupe qui, plus tard, allait l'aider à imposer sa dictature personnelle". Comme de plus la guerre civile était menée par la bourgeoisie internationale, il en résulte que le côté désagréable du bolchevisme, sous Lénine comme sous Staline d'ailleurs, a comme raison principale et fondamentale l'hostilité du capitalisme. Le bolchevisme n'a pu devenir une monstruosité que parce qu'il devait se défendre: voilà pourquoi il a dû recourir au meurtre et à la torture.

Il s'ensuit que le bolchevisme de Trotsky, tout en étalant sa haine de Staline, ne conduit qu'à une laborieuse défense du stalinisme, seule possibilité qu'il a de se défendre lui-même. Voilà ce qui explique le caractère superficiel des différences idéologiques entre stalinisme et trotskisme. L'impossibilité où il se trouve d'attaquer Staline sans s'en prendre du même coup à Lénine nous fait comprendre dans quelles énormes difficultés se débat Trotsky en tant qu'oppositionnel. Son propre passé, ses propres théories lui interdisent de faire naître un mouvement qui soit à gauche du stalinisme. Le "trotskisme" se trouve ainsi condamné à ne rester qu'une simple agence de rassemblement de bolcheviks malheureux. Sans doute pouvait-il jouer ce rôle, à l'extérieur de la Russie, vu le combat incessant pour le pouvoir et l'accès aux leviers de commande dans le prétendu mouvement "communiste" international. Mais en fait il ne pouvait avoir aucune importance véritable, n'ayant rien d'autre à offrir que le remplacement d'une élite politique par une autre. La défense de la Russie par les trotskistes, pendant la deuxième guerre mondiale, n'est visiblement que la prolongation de toute la politique menée antérieurement par ces adversaires, jurés sans doute, mais en même temps les plus loyaux, de Staline.

La défense du stalinisme à laquelle se livre Trotsky ne se limite pas à montrer comment la guerre civile a transformé

les bolcheviks de serviteurs en maîtres de la classe ouvrière. Il préfère nous renvoyer surtout à un fait des plus importants selon lui: "c'est une question de vie ou de mort pour la bureaucratie de conserver la nationalisation des moyens de production et de la terre", ce qui, toujours selon lui, revient à dire qu'" en dépit de la déformation bureaucratique, aussi horrible soit-elle, la base de classe de l'U.R.S.S. reste prolétarienne". Nous pouvons pourtant noter qu'à un certain moment Staline a quelque peu inquiété Trotsky. En 1921, Lénine se tourmentait: est-ce que la N.E.P. est seulement un pas "tactique" ou une "évolution" véritable? Et Trotsky, sachant que la N.E.P. avait renforcé les tendances au capitalisme privé, n'a d'abord voulu voir dans le développement de la bureaucratie stalinienne "rien d'autre qu'un premier pas vers une restauration bourgeoise". Mais c'étaient là des craintes sans fondement. "La lutte contre l'égalité, les tentatives de mise en place de profondes différences sociales n'ont pu, jusqu'à ce jour, éliminer la conscience socialiste des masses, ni faire disparaître la nationalisation des moyens de production et de la terre, ces conquêtes sociales fondamentales de la révolution." Staline n'a évidemment rien à voir avec tout cela, car le thermidor russe aurait, sans aucun doute, ouvert la voie à une nouvelle ère de domination à la bourgeoisie, si cette domination ne s'était pas déjà montrée dépassée dans le monde entier.

Le résultat: le capitalisme d'Etat

Avec cette dernière remarque de Trotsky nous touchons enfin au fondement même de ce que nous discutons ici. Nous avons déjà dit plus haut que le résultat concret de la révolution de 1917 n'avait été ni socialiste ni bourgeois, mais capitaliste d'Etat. Selon Trotsky, Staline aurait voulu détruire la nature capitaliste d'Etat de la société russe pour y substituer une économie bourgeoise. Telle serait la signification du thermidor russe. Le déclin de l'ordre économique bourgeois dans le monde entier, seul, empêcha et empêche Staline de réaliser cet objectif. Tout ce qu'il put faire, ce fut d'imposer la dictature haïssable de sa personne à la société construite par Lénine et Trotsky. En ce sens, c'est le trotskisme qui a vaincu le stalinisme, même si Staline règne toujours au Kremlin!!

Toute cette argumentation s'appuie sur l'identification entre capitalisme d'Etat et socialisme. Si certains de ses disciples ont récemment découvert qu'il est impossible de continuer à défendre cette identification, Trotsky, lui, n'en a jamais démordu. Car c'est là, en fait, l'alpha et l'oméga du léninisme et, plus généralement, l'alpha et l'oméga de tout le mouvement social-démocrate mondial, dont le léninisme n'est que la partie la plus réaliste; réaliste s'agissant de la

Russie. Ce mouvement entendait et entend encore par "Etat ouvrier" le règne du Parti, et, par socialisme, la nationalisation des moyens de production. Or, au fur et à mesure que le contrôle politique du gouvernement venait s'ajouter au contrôle de l'économie, on vit se dessiner clairement la domination totalitaire sur la société dans son ensemble. Le gouvernement assurait sa domination totalitaire par l'intermédiaire du Parti, qui restaurait la hiérarchie sociale, étant lui-même une institution hiérarchique.

Cette conception du "socialisme" commence maintenant à être déconsidérée, mais seulement en prenant comme point de départ l'expérience russe et – à un moindre degré – celle d'autres pays. Avant 1914, on entendait par prise du pouvoir – pacifique ou par la force – la prise en main de la machine gouvernementale. On remplaçait un groupe d'administrateurs et de législateurs par un autre. Si on se place du point de vue économique, il s'agissait de supprimer l'"anarchie" du marché capitaliste en lui substituant une production planifiée sous le contrôle de l'Etat. Et, comme, par définition, l'Etat socialiste était un état "juste", contrôlé par les masses au cours d'un processus démocratique, il allait de soi qu'il ne pourrait y avoir aucune circonstance où les décisions de cet Etat puissent être en contradiction avec l'idéal socialiste. Telle fut la théorie qui suffit pour organiser des fractions de la classe ouvrière en partis plus ou moins puissants.

La théorie du socialisme que nous venons d'exposer naissait de l'exigence d'une planification économique centralisée dans l'intérêt de tous ceux qui se trouvent en bas de l'échelle. Le processus de centralisation qui se développait avec l'accumulation du capital était par conséquent considéré comme une tendance socialiste. L'influence croissante du "travail" (labor) dans l'appareil d'Etat était saluée comme un pas en direction du socialisme. Mais en réalité, le processus de centralisation se montrait tout autre chose qu'une auto-transformation en propriété sociale. Il n'était que le processus de dissolution de l'économie du laissez-faire et correspondait à la fin des cycles économiques traditionnels, régulateurs de l'économie. Avec le début du XXe siècle le capitalisme change de caractère. Il entre dans des conditions de crise permanente qui ne peuvent plus trouver leur solution dans l'automatisme des relations de marché. Réglementations monopolistiques, intervention de l'Etat, politique économique internationale ont transféré le fardeau de la crise sur les épaules des pays les moins privilégiés du point de vue capitaliste, au sein de l'économie mondiale. Toutes les politiques économiques sont devenues des politiques impérialistes. Par deux fois elles ont atteint leurs sommets en déclenchant des conflits mondiaux.

Dans une telle situation internationale, reconstruire un système économique et politique écroulé, c'est essentiellement l'adapter aux conditions nouvelles. La théorie bolchevique de la socialisation répondait à cette nécessité de

manière remarquable. Pour rétablir la puissance de la nation russe, il fallait faire de manière radicale ce qui, dans les nations avancées, avait été le résultat d'un processus évolutif. Il fallait combler le fossé entre l'économie russe et celle des puissances occidentales. L'idéologie socialiste ne servait que de paravent. L'origine socialiste du bolchevisme rendait celui-ci tout à fait adapté à l'instauration du capitalisme d'Etat en Russie: ce sont les mêmes principes organisationnels qui avaient fait du Parti une organisation bien huilée, qui ont été utilisés avec succès pour faire régner l'ordre dans le pays.

Il va de soi que les bolcheviks étaient convaincus d'édifier en Russie, sinon le socialisme, du moins ce qui s'en rapprochait le plus puisqu'ils menaient à son terme un processus qui, dans les nations occidentales, n'était qu'une tendance principale du développement. N'avaient-ils pas aboli l'économie de marché, dépossédé la bourgeoisie, mis la main sur le gouvernement? Pour les ouvriers russes, toutefois, rien n'était changé: ils ne voyaient qu'un nouveau groupe de patrons, de politiciens, d'idéologues qui régnaient sur eux. Leur situation se mit à ressembler à celle des travailleurs des pays capitalistes en temps de guerre. Le capitalisme d'Etat est une économie de guerre et, d'ailleurs, tous les systèmes économiques hors de Russie se transformèrent aussi en économies de guerre, en autant de capitalismes d'Etat adaptés aux nécessités impérialistes du capitalisme moderne. Les autres nations n'imitèrent pas toutes les innovations du capitalisme d'Etat russe, elles ne retinrent que celles qui correspondaient le mieux à leurs propres besoins. La deuxième guerre mondiale eut comme résultat un développement nouveau du capitalisme d'Etat à l'échelle planétaire. Les particularités des diverses nations, leurs situations spécifiques sur l'échiquier mondial sont à l'origine de la grande variété de processus de développement du capitalisme d'Etat.

En s'appuyant sur ce fait bien réel que le capitalisme d'Etat et le fascisme ne se sont développés et ne se développent nulle part de la même manière, Trotsky affirme que les différences entre bolchevisme, fascisme et capitalisme sont faciles à voir. Mais il ne s'agit là que d'accentuations arbitraires de différences superficielles dans le développement social, avancées pour les besoins de la cause. Dans tous les aspects fondamentaux, les trois systèmes sont identiques et ne représentent que des étapes différentes d'un même développement: chercher à renforcer par la manipulation de la masse de la population, grâce à un gouvernement dictatorial plus ou moins autoritaire, le règne des couches privilégiées que ce gouvernement protège, et rendre ce dernier capable de jouer sa partie dans le concert de l'économie internationale, par la préparation de la guerre, par la conduite de celle-ci, par l'utilisation des profits qui en résultent.

Trotsky ne pouvait pas se permettre de voir dans le bolchevisme un simple avatar de la tendance mondiale vers une économie fascisante. En 1940, il défendait toujours l'opinion que le bolchevisme avait, en 1917, évité la venue du fascisme en Russie. Il devrait pourtant, de nos jours, être tout à fait clair – et en fait cela aurait dû l'être depuis longtemps – que tout ce que Lénine et Trotsky ont réussi à empêcher, c'est d'utiliser une idéologie non marxiste pour masquer une reconstruction fasciste de la Russie. En ne servant que les buts du capitalisme d'Etat, l'idéologie marxiste du bolchevisme s'est tout autant discréditée. Pour tout point de vue qui veut dépasser le système capitaliste d'exploitation, trotskisme et stalinisme ne sont que des reliques du passé.



Willy Huhn

Trotsky
le Staline
manqué

1. Trotsky et la révolution prolétarienne 23
2. Sur la théorie de l'“Etat ouvrier” en Russie 63
3. Le bonapartisme de Trotsky (1918-1923) 85

Trotsky et la révolution prolétarienne

I

LE socialisme prémarxiste, en Russie, a atteint son apogée avec le mouvement narodnik (la *Narodnaïa Volia*: Volonté populaire). Cette dénomination même montre que ce mouvement était l'expression de la révolution *agraire*, historiquement nécessaire. Il va de soi que la *Narodnaïa Volia* s'appuyait sur les *paysans*. On sait qu'elle s'attaqua au tsarisme en recourant au terrorisme, se tournant ainsi vers les théories de Dühring, si violemment critiquées par Engels, selon lesquelles les "éléments politico-juridiques sont essentiels". Dans les années 80, les narodniks perdirent confiance dans la classe paysanne, abandonnant leurs espoirs de la voir mener une révolution. Ils devaient alors se mettre à la recherche d'une autre classe sociale dont ils pourraient mettre sur pied le soulèvement, afin d'"usurper le pouvoir" et, avec son aide, de réaliser le "bouleversement économique". Ils se tournèrent vers un groupe social auquel ils n'avaient guère prêté attention: les ouvriers des villes. A eux de prendre la place des paysans, hier encore courtisés.

Cet intérêt des révolutionnaires russes envers les ouvriers n'avait rien de marxiste. On était bien loin d'avoir conscience du rôle historique du prolétariat qui doit porter un coup mortel à la société bourgeoise et capitaliste. A cette époque la majorité des narodniks n'était guère convaincue qu'il existait en Russie un capitalisme et un prolétariat modernes. Le *parti* de la *Narodnaïa Volia* devait être l'avant-garde de l'armée de libération nationale, le fossoyeur de l'ancien ordre social tsariste, féodal et absolutiste; il devait regrouper des éléments divers, avant tout des intellectuels, situés assez haut au-dessus du peuple, et aussi des ouvriers. Puisque maintenant le mouvement révolutionnaire et paysan faisait faux bond, le parti devait se mettre au travail et déclencher des insurrections. Tout cela dépendait donc entièrement du comportement de l'*armée*... et des ouvriers des villes. Il fallait considérer ces derniers "du point de vue de la technique insurrectionnelle", les voir comme des pièces sur l'échiquier de l'"art de l'insurrection armée".

En 1880, le comité exécutif de la *Narodnaïa Volia* fit parvenir aux divers groupes du mouvement un document dont une partie porte le titre: "*Le travail de préparation du parti*". On y lit entre autres: "*L'attention du parti doit sérieusement se porter sur la population ouvrière des villes. Celle-ci, tant par sa position que par sa croissance relative,*

est d'une importance particulière pour la révolution. Le succès des premières offensives dépend entièrement des rapports entre les ouvriers et l'armée". Les conceptions des narodniks sur l'organisation et la conduite du soulèvement politique sont en partie militaires, en partie conspiratives. Leurs modèles historiques sont les jacobins français.⁽¹⁾

C'est un ancien membre du mouvement narodnique qui ne participait plus aux activités de la *Narodnaia Vólia*, parce qu'il avait été profondément impressionné par le mouvement autonome des ouvriers de Pétersbourg en 1878, ce qui l'avait incité à étudier Marx, Georges Plekhanov qui, dès 1879, commença à insister de plus en plus sur le fait que la révolution russe devait "*s'appuyer sur la classe qui représente l'avenir de la Russie*", c'est-à-dire sur les ouvriers. Plekhanov est donc le père spirituel du jeune Lénine qui, quinze ans plus tard, écrivait: *Précisément aujourd'hui, le révolutionnaire, guidé par une théorie vraiment révolutionnaire, prenant appui sur une classe vraiment révolutionnaire qui s'éveille spontanément à l'action, peut enfin – enfin! – se redresser de toute sa taille et déployer toutes ses forces de géant.*"⁽²⁾ On voit que ce n'est pas la classe ouvrière qui "*s'éveille spontanément à l'action*", qui "*enfin se redresse de toute sa taille et déploie toutes ses forces de géant*", mais le révolutionnaire russe, qui, maintenant prend appui non plus sur les paysans, mais sur les ouvriers. Mais qu'est donc ce révolutionnaire russe? Encore et toujours, il s'agit d'un intellectuel, d'un de ceux qui étaient membres de l'*Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* fondée à Pétersbourg en 1895-96, et dont un des rares ouvriers qui y participait, disait: "*On peut dire que dans les années 90, il n'y avait qu'un ouvrier pour dix intellectuels.*"⁽³⁾

Cependant déjà, une décennie avant cette fondation, s'étaient constitués spontanément, indépendamment des narodniks, quelques cercles marxistes "*portés par le mouvement ouvrier*". Par exemple, à Pétersbourg, dix ans avant la fondation de l'Union, s'activait le groupe *le Travailleur* qui était entré en contact avec Plekhanov. Il s'agissait d'un groupe d'ouvriers, créé spontanément et qui avait été conduit aux idées de Marx, "*poussé par la réalité capitaliste qui parle plus fort que toute propagande*". Vingt ans plus tard, apparurent les organisations "social-démocrates", c'est-à-dire les organisations politiques des ouvriers socialistes. L'Union de lutte ne pouvait en aucune manière leur servir de modèle, car, comme toutes les autres unions qui se créèrent plus tard dans d'autres villes pour libérer la classe ouvrière, elle était, "*de par sa composition*", essentiellement "*une organisation d'intellectuels*" mais qui, "*cependant, était liée étroitement aux masses ouvrières*".⁽⁴⁾ En quoi consistait cette liaison? Déjà, en 1897, les ouvriers, dans leur éveil spontané, se révoltèrent contre le fait que la direction de l'Union ait été entre les mains de deux dou-

zaines d'intellectuels. Ils réclamèrent le droit de participer à la direction de l'organisation et une extension de la démocratie interne. Ces deux revendications furent repoussées par Lénine, celui-ci affirmant, entre autres, qu'on n'avait pas à mener une politique particulière à la classe ouvrière. Un des participants à ce débat nous en a laissé le compte rendu suivant: "*Lénine était contre toute organisation ouvrière autonome en tant que telle; il était contre le fait qu'on concédât un droit de contrôle particulier quel qu'il soit aux ouvriers.*"⁽⁵⁾

Ainsi se retrouvent, chez le jeune Lénine, ouvertement exposés, les principes organisationnels de la *Narodnaïa Volia*. En 1898, il n'excluait aucunement le recours au "soulèvement", vu sous l'angle technique d'une insurrection militaire, comme moyen de "*porter un coup décisif à l'absolutisme*"⁽⁶⁾. Quant à son point de vue selon lequel il ne fallait concéder aucun droit particulier aux membres ouvriers de l'Union de lutte, il est facilement compréhensible si l'on se réfère à sa définition de membre du parti. Ainsi écrit-il en 1902: "*Pour se préparer entièrement à sa tâche, l'ouvrier révolutionnaire doit devenir aussi un révolutionnaire professionnel.*"⁽⁷⁾ "*Tout agitateur ouvrier, tant soit peu doué et donnant des espérances, ne doit pas travailler onze heures à l'usine...*"⁽⁸⁾ Au contraire, il doit être pris en charge par l'intelligentsia révolutionnaire, afin de l'aider à devenir "*agitateur, organisateur, propagandiste, colporteur professionnel, etc., etc.*"⁽⁹⁾. C'est pourquoi l'ouvrier qui entre dans le parti bolchevique doit se soumettre complètement à cette "*organisation militaire d'agents.*"⁽¹⁰⁾

II

Rosa Luxemburg critiqua les conceptions de Lénine en 1903-4. Trotsky les prit aussi à partie, attaquant avec passion les principes d'organisation, combattant avec énergie le "*centralisme détestable*" et reprochant à Lénine de remplacer la lutte des idées par des "*mesures administratives*". Il y voyait dans sa "*méfiance, malveillante et moralement pénible..., une plate caricature... de l'intolérance tragique du jacobinisme*"⁽¹¹⁾.

"*Hier encore l'intelligentsia était porteuse de la conscience socialiste, aujourd'hui on veut la faire passer par les verges de la discipline de fabrique. Et cela c'est du marxisme et de la pensée social-démocrate!... Leur méthode [aux jacobins] était de guillotiner les moindres déviations [d'idées]; la nôtre est de dépasser théoriquement et politiquement les divergences... Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique... que [par la] lutte des divers cou-*

rants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme: courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera, par dizaines, par centaines, de nouveaux problèmes insolubles à l'avance... Il ne fait aucun doute que tout le mouvement international dans son ensemble serait accusé par le tribunal révolutionnaire [c'est-à-dire par les bolcheviks (N.d.A.)] de modérantisme, et la tête léonine de Marx serait la première à tomber sous le couteau de la guillotine.”⁽¹²⁾ “Or, un régime qui pour subsister commence par chasser les meilleurs militants dans les domaines théorique et pratique, un tel régime promet trop d'exécutions et trop peu de pain.”⁽¹³⁾

Cette critique des idées de Lénine, à la fois dure et passionnée, atteint son point culminant lorsque Trotsky accuse Lénine de vouloir finalement instituer une “dictature sur le prolétariat”.⁽¹⁴⁾ Plekhanov, lui aussi, aux alentours de 1904, avait déclaré que l'attitude de Lénine conduisait à installer un bonapartisme contre le prolétariat.

Ne faut-il pas admettre qu'un homme qui a attaqué de telle manière le léninisme, lorsqu'il apparut au grand jour, à Londres, en 1903, lors du congrès du Parti qui devait déboucher sur la scission de la social-démocratie russe, séparée en mencheviks et bolcheviks, ne faut-il pas admettre qu'il défendait la conception *marxiste* du rôle de la classe ouvrière? Et ce même homme qui connut la célébrité politique lorsque, pendant la première révolution russe, celle de 1905, il prit la place de Kroustaleff-Nossar, un anarchiste si l'on en croit Voline*, le premier président du “Conseil des délégués ouvriers” de Pétersbourg, après son arrestation, devenant ainsi le porte-parole de la révolution russe avec lequel Witte, le ministre du tsar, discutait d'égal à égal, ne faut-il pas admettre que cet homme était bien le représentant des couches d'ouvriers s'organisant elles-mêmes au sein de ce conseil? Et lorsque, plus tard, après le manifeste d'octobre de Nicolas II (1905) qui créait le premier parlement russe, la Douma, Trotsky abandonne son ancien point de vue menchevique pour se rallier à la tactique des bolcheviks, invitant à boycotter cette création impériale, ne faut-il pas admettre qu'il représentait la démocratie ouvrière par opposition à la démocratie bourgeoise?⁽¹⁵⁾

Avant d'aller plus loin, il faut détruire une *légende qui veut que le bolchevisme soit identique au système des conseils*. Lorsque les conseils ouvriers apparurent, pendant la révolution russe de 1905-1906, personne ne comprit la signification profonde de cet événement et, en particulier, pas la social-démocratie russe, ni, encore moins, sa fraction bolchevique. D'ailleurs les bolcheviks, fidèles à leur opposition à tout mouvement autonome du prolétariat, opposition à laquelle nous avons déjà fait allusion, exigèrent for-

*En fait, Voline le présente comme un “révolutionnaire sans parti, sympathisant avec le mouvement ouvrier”. (N.d.T.).

mellement la subordination des conseils au Parti: *“Une partie des bolcheviks a commis la faute d’exiger que le Soviet adopte officiellement le programme social-démocrate.”*⁽¹⁶⁾

Ce n’est pas seulement cet aveu de Zinoviev qui est intéressant, mais aussi la manière typiquement bolchevique qu’il a d’“expliquer” l’apparition de cette nouvelle forme d’action de la classe prolétarienne. Car si Zinoviev avait raison, il faudrait voir dans la formation du soviét des travailleurs le résultat d’une intrigue menchevique contre les bolcheviks. *“Vous savez que les conseils des délégués ouvriers, les soviets, qui apparurent pour la première fois en 1905 à Pétersbourg, ne marchaient pas initialement sous notre bannière. Au début, les conseils des députés ouvriers de Pétersbourg furent créés par un groupe de mencheviks, qui voulaient, dans leur combat contre le ‘cercle étroit des révolutionnaires professionnels’, s’appuyer sur les masses sans parti. Ils lancèrent le mot d’ordre ‘conseil’ et ce mot d’ordre fut adopté.”*⁽¹⁷⁾

Voilà comment un bolchevik présente les choses! Un parti politique examine les environs pour y trouver quelque masse sans parti sur laquelle s’appuyer et lui donner un “mot d’ordre” qui l’enflamme. Ainsi la bonne parole germe dans les masses et l’histoire est faite. Les relations entre les bolcheviks et les conseils lors de leur première apparition sont parfaitement caractérisées par A. Rosenberg lorsqu’il écrit: *“Etant donné la situation révolutionnaire en 1905, les bolcheviks devaient s’accommoder de ce premier soviét, mais ils n’auraient jamais créé eux-mêmes une pareille organisation.”*⁽¹⁸⁾

Les soupçons que nourrit Zinoviev, selon lesquels les mencheviks auraient animé les conseils ouvriers, ne correspondent tout simplement pas à la réalité historique. Dans *La Révolution inconnue*, Voline émet l’avis que la formation des conseils a été un phénomène de masse spontané que les mencheviks, eux aussi, accueillirent avec des sentiments mélangés. En réalité ils les ont considérés comme un mal inévitable dans cette situation où la Russie ne possédait pas encore de parti social-démocrate de masse, ainsi que le montre l’attitude de deux adversaires de Lénine et Trotsky: Martov et Martinov⁽¹⁹⁾. Les mencheviks, en effet, refusaient, tout comme les “bolcheviks” allemands (les “majoritaires” du parti social-démocrate), que tout le pouvoir passe aux soviets. Ils voulaient le voir revenir à la Constituante et au parlement. D’autre part, il est plus qu’in vraisemblable que le mot d’ordre de création des soviets soit sorti des mencheviks.

Et Lénine? Comment se comportait-il par rapport aux conseils, cette forme d’organisation pratique de l’action prolétarienne autonome? Nous savons qu’en 1905-6, il n’a pris aucune part active à leur travail. Zinoviev, dans sa compilation intitulée *Lénine*, compare ce dernier à Marat et nous apprend au passage que: *“A cette époque (1905), le*

camarade Lénine restait le plus souvent dans les galeries de la Société économique libre, où se tenaient les sessions du Conseil des délégués ouvriers. Il n'a jamais pris la parole devant ce conseil. Il a passé l'essentiel de son temps à écouter." Lorsque le Conseil ouvrier décida d'exclure les anarchistes, il en tira la conclusion significative que le soviet n'est pas un parlement ouvrier: "*Certes, s'il fallait considérer le soviet des députés ouvriers comme un parlement ouvrier ou comme un organe d'auto-administration du prolétariat, le refus d'y admettre les anarchistes serait une erreur... Le soviet des députés ouvriers n'est ni un parlement ni un organe d'auto-administration prolétarien, de manière générale ce n'est pas un organe d'auto-administration, c'est une organisation de combat poursuivant des fins déterminées.*"⁽²⁰⁾

Ces "fins déterminées", Lénine les voit comme étant d'ordre politique et démocratique, et par conséquent les anarchistes n'ont pas de place dans les conseils. Ces buts politiques et démocratiques correspondent parfaitement à une révolution bourgeoise, fut-elle radicale (jacobine). Lénine voulait encore marcher "*aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine*" pour, avec elle, déblayer "*véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie...* [Toutes ces thèses du marxisme] *montrent que l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme est réactionnaire. Dans les pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance de son développement. La classe ouvrière est donc absolument intéressée au développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme.*"⁽²¹⁾

Toutefois, Lénine n'était manifestement pas aussi convaincu que cela de cet intérêt absolu, comme nous le montre la conception qu'il se fait de l'existence et du rôle des conseils ouvriers. Et de même, il est clair que Lénine ne pensait guère à la démocratie des soviets lorsqu'il révisait de manière remarquable la célèbre phrase du Manifeste communiste en écrivant: "*[Le prolétariat] n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner avec la démocratie.*"⁽²²⁾ Lénine expliquait que la révolution paysanne qui avait éclaté en Russie était, pour le moment (novembre-décembre 1905), une révolution "bourgeoise" qui ne pouvait sortir du cadre de l'ordre socio-économique capitaliste. C'est pourquoi "*au fond, les revendications prolétariennes se réduisent, pour la plupart, à des réformes parfaitement réalisables dans les limites du capitalisme. Le prolétariat exige à cette heure, immédiatement, non pas ce qui porte atteinte au capitalisme, mais ce qui l'épure, le fortifie, en hâte le développement.*"

Avec de telles prémisses, Lénine ne peut que conclure que les revendications purement socialistes sont encore

inexistantes: *“A l'ordre du jour, se trouvent les revendications démocratiques des ouvriers sur le plan politique, et, sur le plan économique, leurs revendications économiques dans le cadre du capitalisme.”*⁽²³⁾ Mais, si les conseils, une fois constitués, ne peuvent représenter un organe de classe prolétarien pour mener la révolution ouvrière socialiste, à quoi peuvent-ils bien servir selon la conception bolchevique? En 1906, Lénine voyait dans les conseils un *“organisme de grève, d'insurrection”*, et il les réduisait à être des organes purement techniques de l'insurrection. Jamais il ne les a considérés comme pouvant suffire: selon lui, des groupes de partisans militarisés, subordonnés au Parti, devront prendre leur place. En 1907, une résolution des bolcheviks préconisa la formation d'une milice du Parti (dans le style du futur *Schutzbund* autrichien), et elle lui attribuait plus d'importance qu'aux conseils ouvriers. Ces derniers ne devaient servir que comme organes d'insurrection, destinés à imposer aux masses les commandements du Parti: *“Ils sont nécessaires pour souder les masses... pour leur transmettre des solutions... élaborées par le Parti...”*⁽²⁴⁾

Lénine ne pouvait concevoir les Soviets que comme des conseils aux ordres. *Les bolcheviks n'ont jamais eu l'intention de mettre sur pied un “pouvoir soviétique” authentique; il n'est en fait question pour le léninisme que d'assurer le “pouvoir du Parti”*. La participation des membres du Parti aux conseils n'est *“admissible qu'en cas de nécessité”*, ce qui signifie, *“à condition que les intérêts du Parti soient protégés au mieux, et que le parti social-démocrate russe en sorte renforcé et consolidé”*.

Mais dès que ce renforcement du Parti est atteint, les conseils deviennent superflus⁽²⁵⁾. Telle était l'opinion professée dès mars 1907. Ainsi, le principe des conseils ne fait pas partie du patrimoine du bolchevisme. Et pour en finir avec le sujet *“Lénine et les conseils ouvriers”*, donnons la parole à Karl Radek qui, sous une forme quelque peu adoucie, dit, à propos des conseils de 1905: *“Que les conseils n'aient pas seulement représenté une organisation de lutte contre le gouvernement bourgeois, mais bien le germe de l'organisation du pouvoir prolétarien, voilà une chose dont les marxistes russes ne se sont pas rendu compte à l'époque, et à plus forte raison les marxistes européens.”*⁽²⁶⁾ Nous supposons que Radek entend par marxistes russes, les mencheviks comme les bolcheviks.

Reste à examiner la position de Trotsky, le célèbre président du spectaculaire conseil ouvrier de Pétersbourg. Dans un article rédigé en 1909, il s'en prend énergiquement à la conception selon laquelle le prolétariat se limiterait de lui-même à un état de démocratie bourgeoise*. Il reproche à Lénine de ne s'appuyer sur les paysans que parce qu'il en a besoin pour servir de contre-poids aux ouvriers et les empêcher de pousser la révolution russe jusqu'à la réalisation du socialisme. Aucune force au monde ne pourra

*Idée défendue par Lénine (N.d.T.).

détourner les travailleurs de se battre pour leur but: ils aspirent à la dictature du prolétariat. Comme ils ne pourront installer celle-ci solidement en Russie si une révolution européenne ne leur vient pas en aide, il faut que la révolution russe devienne permanente et soit exportée immédiatement au-delà des frontières de l'Empire, dans l'Europe entière ⁽²⁷⁾. En adoptant cette perspective, Trotsky se sépare donc de manière fondamentale de Lénine, même s'il se prononce comme lui pour une participation au gouvernement révolutionnaire bourgeois: "*En refusant d'y participer, les sociaux-démocrates rendraient un gouvernement révolutionnaire tout à fait impossible: aussi bien, une telle attitude de leur part équivaldrait à une trahison.*"⁽²⁸⁾

Tandis que Trotsky, dans son *Histoire de la Révolution russe* de 1905, partage encore le point de vue menchevique sur la question des conseils, en 1907, il évolue fortement (probablement sous l'influence de Rosa Luxemburg) et, dans un article de la *Neue Zeit*, il comprend que les conseils représentent davantage qu'une force dans le combat pour la révolution démocratique. "*Le conseil est l'expression de la force organisée des masses, s'exerçant sur ses propres parties constitutives. C'est la véritable démocratie, sans chambre de réflexion, sans bureaucratie professionnelle, munie du droit de révoquer les délégués à tout instant*". Et il prédit que, dans la révolution à venir, des conseils se constitueront de nouveau, et qu'ils se doteront d'une centralisation, le "Conseil ouvrier général de Russie". Pourtant, sur ce point décisif, il revint plus tard en fait à la conception menchevique et bolchevique: lui aussi ne vit plus dans les conseils qu'un moyen d'établir un gouvernement *provisoire* qui, dès que possible, aurait à abandonner ses pouvoirs à une assemblée constituante. C'est pourquoi nous allons examiner comment Trotsky s'est comporté vis-à-vis des conseils en 1917 et jusqu'à quel point il s'est trouvé en accord avec Lénine sur cette question. ⁽²⁹⁾

III

Nous devons tout d'abord constater que la révolution de 1917 a davantage suivi les prévisions de Trotsky, en 1905, que celles de Lénine. En 1923, Martinov remarquait que le tableau dressé en 1905 par Trotsky pour dépeindre la marche de la deuxième révolution russe correspondait très précisément à la phase qui va de 1917 à 1920, c'est-à-dire y compris la période connue sous le nom de "communisme de guerre" ⁽³⁰⁾. Ceci est vrai pour l'essentiel. Mais il y a toutefois un point très important, sur lequel, dans l'intervalle,

Trotsky avait complètement changé d'opinion: la question des rapports entre le Parti et les conseils. En 1905-6, il voyait les relations entre le Parti et le mouvement des masses d'une manière assez voisine de celle de Rosa Luxemburg. Il écrit ainsi: *"La tâche du Parti socialiste a consisté et consiste à révolutionner la conscience de la classe ouvrière, tout comme le développement du capitalisme a révolutionné les relations sociales. Pourtant le travail d'agitation et d'organisation entraîne, dans les rangs du prolétariat, un certain conservatisme, relatif mais profond. Dans les partis socialistes européens, et au premier rang dans le plus puissant d'entre eux, le parti allemand, s'est établie une sorte de conservatisme qui se renforce à mesure que des masses plus larges sont gagnées au socialisme et que leur organisation et leur discipline s'accroissent. Ceci peut avoir comme conséquence que la social-démocratie qui, en tant qu'organisation, incarne l'expérience du prolétariat, se transforme à un certain moment en obstacle sur le chemin qui mène à l'affrontement direct entre les ouvriers et la réaction bourgeoise. En d'autres termes, le conservatisme de la propagande socialiste du Parti prolétarien peut, le cas échéant, freiner la lutte directe du prolétariat pour le pouvoir."*⁽³¹⁾

Il nous semble que cette description s'applique avant tout aux relations entre partis socialistes et conseils durant la révolution de 1905. Mais nous allons maintenant montrer que, fondamentalement, la position des partis socialistes, après l'éclatement de la révolution de 17, ne diffère pas de celle qu'ils avaient adoptée douze ans auparavant, si ce n'est sur le plan tactique. Et ceci est vrai tout autant des bolcheviks.

Trotsky a correctement caractérisé l'éclatement de la révolution de février 1917 comme un processus de décomposition qui a démarré au sein de l'armée. Le soulèvement des soldats et des travailleurs s'est fait tout d'abord contre la guerre, et les soldats ont été les premiers à lancer et propager le mouvement. La révolution a ainsi de plus en plus miné les fondements mêmes de l'armée: l'autorité du commandement et l'obéissance aveugle de la troupe. Trotsky s'en est bien rendu compte et il le dit assez clairement: *"L'insurrection des régiments de Pétersbourg en février 17 n'est pas le résultat d'une conjuration, mais les conséquences du climat houleux qui régnait dans l'armée entière et les masses populaires."*

De même, il présente correctement la révolution, *"examinée du point de vue de la psychologie des masses"*, comme une remise en cause rationnelle des structures et des idéologies traditionnelles. C'est évidemment la guerre qui a énormément fait pour cette révision chez les paysans. Ainsi Trotsky fait cette excellente remarque: *"La guerre a créé [pour la révolution] la forme qu'il fallait, celle d'une organisation populaire générale: l'armée. La grande masse de la population, de la paysannerie, se trouva organisée de*

force au moment de l'éclatement de la révolution.”

Les paysans, hier dispersés dans ce vaste empire, isolés, sans liaison les uns avec les autres, murés dans leur analphabétisme, sans journaux, se trouvèrent concentrés par la guerre dans l'armée où, non seulement ils purent échanger leurs expériences et leurs observations, mais plus encore se transformer en organisation armée. Il leur suffit de chasser les officiers tsaristes, de cesser de leur obéir, de créer leurs propres organes de direction pour que le soulèvement des troupes se transforme en révolution paysanne. Ces organes furent les *conseils de soldats*. Et comme la révolution éclata dans les villes qui étaient en même temps des ports et des cités industrielles, la création des conseils de soldats et celle des conseils d'ouvriers et de marins se firent simultanément. Ces conseils de soldats, marins et ouvriers, ont fait la révolution aussi bien dans la Russie de 1917 que dans l'Allemagne de 1918. Derrière le système des soviets se fait sentir, au premier chef, *“tout le poids de la démocratie des soldats”*, c'est-à-dire celui de la paysannerie. Bientôt celle-ci, dans son ensemble, suivit l'exemple des troupes et installa des soviets dans les villages. La constitution, à la suite de la révolution de février, d'un gouvernement bourgeois, soutenu par les mencheviks, et qui voulait poursuivre la guerre contre l'Allemagne pour ne pas faillir aux accords passés entre le tsarisme et l'Entente cordiale, c'était déjà un acte purement et simplement contre-révolutionnaire. Vouloir poursuivre une guerre qui avait eu comme conséquence de déclencher une révolution qui, avec les conseils de soldats, avait établi sa puissance, une guerre qu'il eût fallu continuer sous les ordres de l'ancien état-major tsariste, ceci signifiait évidemment s'engager dans une guerre civile latente, et avant tout dans une lutte entre les officiers et les conseils de soldats. Et l'on entendit rapidement s'élever des plaintes à propos du “double pouvoir”, plaintes qui provenaient surtout de l'état-major. On retrouve une situation semblable dans l'Allemagne de novembre 1918: les généraux impériaux réclamèrent d'Ebert la suppression des conseils de soldats et la réinstallation, à sa place, du commandement militaire comme prix de leur soutien aux social-démocrates majoritaires.

Trotsky remarque que, dans la conscience populaire, les soviets étaient les détenteurs du pouvoir. D'ailleurs, les membres du gouvernement provisoire (Kerensky, Tseretelli, Skobelev) n'étaient-ils pas venus eux-mêmes des soviets? (Il en va de même, notons-le, pour Ebert, Scheidemann et Landsberg dans l'Allemagne de 1918, qui étaient membres de conseils d'ouvriers et de soldats berlinois). En Russie (comme plus tard en Allemagne), les ministres “socialistes” étaient, en principe, des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats, responsables devant ceux-ci. Mais lorsque ces délégués se mirent à collaborer avec la caste des officiers et les ennemis de classe de la veille, pas plus en

Russie qu'en Allemagne les soviets ne se montrèrent capables d'exercer eux-mêmes le pouvoir, c'est-à-dire qu'ils l'avaient laissé confisquer par de vieux politiciens professionnels, lesquels avaient acquis toute leur expérience au sein du Parti, où ils avaient contracté ce conservatisme craintif et routinier qui, selon Trotsky, est toujours un obstacle à la révolution sociale. Quoi qu'il en soit, toujours selon Trotsky, et il n'y a aucune raison d'en douter, les soviets de la Russie de 1917 représentaient *"la majorité de la population intéressée par la politique"*.⁽³²⁾

Jetons maintenant un coup d'œil sur les conseils ouvriers. Les ouvriers, eux aussi, étaient contre la guerre avant toute chose, parce qu'elle ruinait l'économie russe beaucoup trop faible pour mener un conflit utilisant du matériel moderne. La cause première de l'intérêt porté par les ouvriers au soulèvement des soldats contre la guerre, et par suite, de leur participation à la révolution, est donc liée à cette défense de l'économie. Comment, partant de cette défense, les ouvriers passèrent-ils à la prise en main de la production, spontanément, sans se référer à une quelconque "solution" préconisée par le parti, marquant du même coup la révolution d'un caractère socialiste, voilà ce que nous aide à comprendre un des meilleurs récits concernant cette période, celui de Voronkof, un des délégués qui prit part à la première conférence des conseils d'entreprise, tenu le 30 mai 1917. *"En février et mars, les travailleurs abandonnèrent les usines et se répandirent dans les rues, pour écraser une fois pour toutes la tête du serpent tsariste. Les usines et les entreprises s'arrêtèrent. Une ou deux semaines plus tard, les masses ouvrières retournèrent dans les entreprises. Ils constatèrent alors que nombre d'entre elles avaient été abandonnées à leur propre sort par leur direction. Il fallait donc se mettre au travail sans direction. Mais comment? Les entreprises élurent aussitôt des conseils d'entreprise. Grâce à leur aide, la vie normale reprit dans les usines et les entreprises. Puis la révolution prit un cours plus calme. Les fuyards* virent que les ouvriers n'étaient pas si assoiffés de sang et ils revinrent peu à peu. Une partie d'entre eux – une toute petite partie particulièrement réactionnaire – ne fut pas réacceptée par les ouvriers. Les autres furent autorisés à réintégrer l'entreprise, mais on leur adjoignit des membres du conseil d'entreprise. Ainsi fut mis sur pied, dans les faits, un contrôle sur tout ce qui se faisait dans l'entreprise."*

En mai 1917 s'était déjà installé depuis longtemps un contrôle ouvrier de la production, né spontanément de la révolution, bien avant que Lénine ait lancé ses mots d'ordre. D'ailleurs, ainsi que le rapporte Pokrowsky, les ouvriers se battirent, ici, contre l'arrêt de la production, et là, contre les tentatives répétées des entrepreneurs et des directeurs d'usine de faire baisser celle-ci, voire de la stop-

*C'est-à-dire, les entrepreneurs, les directeurs, etc. (N.d.T.)

per complètement. Cette lutte se poursuivit pendant tout l'été 1917. Les patrons voulaient tout simplement attendre des jours plus favorables. Ainsi s'installait ce "double pouvoir" (d'un côté le gouvernement provisoire, de l'autre sa base de masse révolutionnaire dont il était issu: les soviets); en Russie comme plus tard en Allemagne, double pouvoir, qui, vu d'une manière superficielle, représentait deux régimes politiques. En réalité, derrière, il y avait deux classes différentes: la bourgeoisie luttant pour imposer sa domination exclusive, liée à la social-démocratie de droite et aux paysans aisés, c'est-à-dire aux conservateurs, d'une part, et le prolétariat allié aux soldats et aux paysans pauvres révolutionnaires, d'autre part. C'étaient ces paysans pauvres qui poussaient au partage des grandes propriétés foncières.

IV

Le 26 août 1917, c'est-à-dire quelques semaines avant que Lénine expose dans sa brochure: *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (rédigée en septembre 1917), son programme d'installation du "monopole capitaliste d'Etat" et de contrôle ouvrier sur la production, Trotsky constatait déjà que les soviets "*avaient, dans chaque entreprise, jeté à bas l'autorité des capitalistes et introduit le régime républicain.*" Mais il ajoutait que cet état de fait éliminait l'"*anarchie capitaliste*", (que, manifestement, il conçoit comme une "*absence d'Etat capitaliste*"), et, poursuivait-il, "*cela entraînera plus rapidement le contrôle de la production par l'Etat*". Ainsi, l'élimination de l'autorité capitaliste et l'introduction du "régime républicain" dans les entreprises devaient être complétées par le contrôle étatique de la production et ceci bien que le contrôle ait déjà été entre les mains des travailleurs eux-mêmes.

Mais une question se pose: quel pouvait bien être cet Etat qui, en août 1917, devait prendre le contrôle de la production? (Du reste: aux côtés, au-dessus, ou contre le contrôle ouvrier?) Le gouvernement provisoire, issu des soviets, avait peu à peu domestiqué les conseils, ou plus exactement leurs délégués les plus en vue, qui étaient en majorité soit mencheviks soit social-révolutionnaires. Trotsky soutient que les conseils, hissés par la pression des masses à une hauteur prodigieuse, avaient perdu toute signification politique sous la conduite de ces deux partis

(menchevique et social-révolutionnaire). Il décrit excellemment la contradiction interne qui en résultait pour la démocratie petite-bourgeoise. D'un côté elle mettait à la disposition de la bourgeoisie le pouvoir politique et "neutralisait" celui-ci par sa coalition avec les partis bourgeois; de l'autre, elle devait, pour avoir du poids dans cette coalition, défendre les soviets en tant que ses organes propres, mais, ce faisant, elle empêchait le gouvernement provisoire de reconstruire un appareil administratif à l'ancienne mode, ou encore de substituer une nouvelle autorité à l'ancien appareil. Ainsi se développait dans la Russie de 1917, à travers le "double pouvoir", une situation semblable à celle que devait connaître l'Allemagne de 1918, qui pose l'alternative: "*Ou bien les soviets prennent le pouvoir, ou bien le gouvernement capitaliste doit anéantir les soviets.*"

Quel Etat devait donc prendre le contrôle de la production si le "pouvoir soviétique" ne le pouvait pas? Le contrôle étatique de la production ne pouvait alors que prendre la forme d'une concentration, d'une synthèse politique de tous les contrôles de la production déjà pratiqués par les conseils d'entreprise. Sinon quoi? En tout cas une chose était déjà certaine: les prolétaires russes avaient compris tout seuls la nécessité de la concentration politique. Trotsky lui-même atteste que l'initiative de la convocation d'un congrès panrusse des délégués ouvriers est venue des comités d'usine et il ramène le rôle du Parti dans cette affaire à un simple soutien d'une telle initiative (30 août 1917-17 août vieux style). Simultanément, Trotsky oppose au Comité exécutif central des Soviets, qui a perdu toute signification à cause de sa direction menchevique et social-révolutionnaire, *le soviet de Pétersbourg* qui s'appuyait sur *l'avant-garde de la classe ouvrière* et les soldats qui s'y rattachaient. Il y voit le "centre de la nouvelle mobilisation révolutionnaire des masses, ouvrières, paysannes et de soldats dans la lutte pour le pouvoir". Autrement dit, il semble bien que pour Trotsky ce ne soit pas le parti bolchevique (étant donné que ce ne peut être que lui qui soit l'avant-garde de la classe ouvrière) qui doive s'appuyer sur les conseils, mais les conseils qui doivent s'appuyer sur le Parti. Mais Trotsky ajoute aussitôt que le congrès panrusse des délégués ouvriers devra opposer vigoureusement et sans compromis sa propre tactique à celle du Comité exécutif central qui "*plane dans les hautes sphères de la révolution bureaucratique*". "*Ceci ne peut toutefois se produire que si le prolétariat en tant que classe construit lui-même sa propre organisation centralisée à l'échelle de l'empire.*" (33)

Ainsi, le congrès panrusse des délégués ouvriers ne représente pas la concentration politique de la classe ouvrière: il a lui-même besoin d'une organisation politique centralisée pour le conduire de manière correcte. C'est pourquoi

le Parti doit se tenir au-dessus du congrès. Et Trotsky fait la comparaison historique avec la révolution française de 1848 au cours de laquelle le prolétariat s'était essayé héroïquement à l'action autonome: "*Mais il n'avait ni théorie révolutionnaire claire, ni organisation de classe détenant l'autorité.*" (33) Cela veut clairement dire que le congrès panrusse des délégués ouvriers ne représente aucune "*organisation de classe détenant l'autorité*": seul le parti bolchevique centralisé détient celle-ci.

Le rôle de ce parti est donc conçu par Trotsky tout à fait dans la ligne *jacobine*. En Russie aussi il s'agissait d'accomplir une révolution bourgeoise, sans et même contre la bourgeoisie. "*Seule la dictature des jacobins a conféré à la première révolution française sa signification principale, l'a marqué du sceau des grandes révolutions. Et pourtant, cette dictature, non seulement pouvait s'établir sans la bourgeoisie, mais encore ne le pouvait que contre elle... Il est clair que les jacobins ont fait la révolution bourgeoise sans la bourgeoisie.*" (33)

Trotsky admet volontiers que les jacobins sont à rattacher à la démocratie petite-bourgeoise, mais qu'ils se distinguent des mencheviks et des social-révolutionnaires en ce qu'ils ne s'appuyaient pas sur la petite bourgeoisie mais sur le pré-prolétariat, ou le prolétariat naissant. "*Les jacobins s'appuyaient sur les classes pauvres et sans propriété, dans lesquelles le prolétariat de ce temps-là, non encore cristallisé en classe, se trouvait contenu.*" (33) Mais en Russie, non seulement le prolétariat était cristallisé en classe, mais il s'était même déjà organisé en conseils, si bien qu'on ne voit guère qu'il ait eu besoin de jacobins. S'il est vrai que le pré-prolétariat et le prolétariat naissant de Paris, les sans-culottes, aient pu avoir encore besoin des jacobins, il semble encore plus certain que, dans la Russie de 17, ce sont les jacobins modernes qui ont eu besoin du prolétariat de Pétersbourg pour, somme toute, accéder au pouvoir. Ici, nous nous trouvons devant le fait que Trotsky s'est finalement, lui aussi, prononcé pour le pouvoir au Parti (jacobin) et contre le pouvoir aux conseils (socialistes). Et cette prise de position date d'avant la prise du pouvoir par le parti bolchevique. (34)

Et le même Trotsky qui, encore en 1924, devait concéder que, *dans la conscience du peuple, les soviets de 1917 étaient les détenteurs du pouvoir*, admettait ouvertement et comme allant de soi, six mois après le "coup d'Etat bolchevique", que le parti bolchevique "*apparaît actuellement (le 21 avril 1918) comme le parti dominant dans les soviets, les organes du pouvoir.*"

En fait il n'existait plus de *pouvoir soviétique* à proprement parler mais il y avait toujours des "*organes du pouvoir*" (du Parti), qui étaient justement les soviets. (35) Inutile de préciser qui, dans les faits, possédait le pouvoir et qui l'exerçait par l'intermédiaire de ces organes. Il ne fallut pas

attendre très longtemps, jusqu'au 7 décembre 1919 seulement, pour entendre Trotsky expliquer lors d'un congrès des conseils (le VIIe) que le parti bolchevique était comme un nouvel ordre de samouraïs: *"Nous nous sommes intéressés autrefois à la caste japonaise des samouraïs qui, au nom de la collectivité, de l'ensemble de la nation, ne se sont jamais laissé arrêter par une quelconque barrière. Je dois dire que nous, dans la personne de nos commissaires, de nos communistes marchant à la pointe du combat, nous sommes devenus un nouvel ordre de samouraïs communistes qui, sans privilèges de caste, sont prêts à mourir pour la cause de la classe ouvrière."* (36)

Mais ce nouvel ordre de samouraïs bolcheviques avait aussi d'autres tâches à remplir, comme le montre un ordre du tribunal révolutionnaire de guerre, daté du 8 août 1918, rédigé dans le train spécial de Trotsky, et qui porte la signature de celui-ci, en tant que commissaire du peuple à l'armée et à la marine et président du haut-soviet militaire, dans l'exercice de ses fonctions. On y lit entre autres: *"Le camarade Kamenchikov, que j'ai nommé commandant de la garde chargée de protéger la ligne de chemin de fer Moscou-Kazan, a donné l'ordre de créer des camps de concentration à Murom, Arsamas et Swiachsk. Dans ces camps ont été internés tous les agitateurs troubles, les officiers contre-révolutionnaires, les saboteurs, les spéculateurs, les parasites, à l'exception de ceux qui ont été fusillés séance tenante sur les lieux de leur crime, ou qui ont été condamnés à d'autres peines par le tribunal révolutionnaire."* (37) Trotsky est donc le bolchevik qui doit être tenu pour responsable de la première installation de camps de concentration dans la "Russie des Soviets". Nous montrerons ailleurs comment Trotsky détruisit les conseils de soldats, ouvrant ainsi la première brèche dans le système des conseils et amenant de ce pas la première pierre aux fondations du bonapartisme bolchevique.

V

Selon la constitution révolutionnaire, la Russie était définie comme une république des conseils. Dans le *Recueil des lois et ordonnances du gouvernement ouvrier et paysan*, n° 1, article 9, on lit: *"Tout le pouvoir [d'Etat] appartient désormais aux conseils. Les commissaires du gouvernement provisoire sont destitués. Les présidents des conseils sont en contact direct avec le gouvernement révolutionnaire."* (Publié par le *Journal du gouvernement provisoire ouvrier et paysan*, n° 1, Moscou, 28 oct. 1917.)

Dans le n° 2 de ce même recueil, on trouve un appel à la population (article 22), où l'on peut lire ces phrases: *"Camarades! Travailleurs! Pensez-y! Maintenant c'est vous-*

mêmes qui gouvernez l'Etat. Personne ne vous aidera à vous unir vous-mêmes et à prendre en mains les affaires de l'Etat. Vos conseils sont désormais les organes du pouvoir d'Etat, les organes de décision souverains. Unissez-vous au sein de vos conseils. Renforcez-les. Prenez les choses en main à partir de la base sans attendre que ce soit... Etablissez le plus strict contrôle de la production et de la distribution des produits... En tous lieux, remettez tout le pouvoir dans les mains de vos conseils." (Id., n° 6, 8 nov. 1917).

Signalons encore que le n° 5 du Recueil ordonnait l'élection des membres du commandement de l'armée et supprimait les différences de grade, "seul [devant] être conservé le rang qui correspond à une charge réellement remplie" (id., n° 2, 2 déc. 1917).

Citons pour terminer le premier paragraphe du premier article de la constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie adopté à la session du 10 juillet 1918 du congrès panrusse des soviets: "*La Russie est déclarée République des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et tout le pouvoir local sont transférés à ces soviets.*" (38)

L'article 5 des "dispositions générales" de cette constitution indique explicitement que le devoir principal de la constitution de la R.S.F.S.R., établie pour la période de transition actuelle, est "*d'installer la dictature du prolétariat*", ce qui veut dire "*étendre à l'ensemble de la Russie, le pouvoir complet des conseils*". (39)

Nous rappelons ces faits historiques de la République des conseils russes de 1917-18 et nous citons ces extraits de documents importants parce que ce n'est qu'à leur lumière que l'exposé qui suit prend tout son sens. En effet, lorsque Alexandra Kollontaï, au IIIe Congrès international du Komintern (juillet 1921), prophétisa que la bureaucratie finirait par éliminer physiquement non seulement les conseils mais aussi l'avant-garde prolétarienne (c'est-à-dire le parti bolchevique), sa déclaration fut accueillie par les rires de ... Léon D. Trotsky qui était au faite de sa puissance bonapartiste et qui venait d'écraser Cronstadt! Il vaut la peine d'écouter ce que Kollontaï avait à dire, pour pouvoir ensuite déterminer qui d'elle ou de Trotsky avait vu ce danger en tout clarté.

A cette époque, Alexandra Kollontaï appartenait à l'Opposition ouvrière. Un des leaders de cette Opposition ouvrière, Chliapnikov, avait exigé un changement fondamental de "*tout le système de contrôle de l'économie*" et, dans son rapport au VIIIe Congrès panrusse des soviets, du 30 décembre 1920, il pose clairement et nettement la question fondamentale de la "dictature du prolétariat": "*La base de la controverse tourne autour de la question: par quels moyens le Parti peut-il réaliser sa politique économique dans cette période de transformation? Par l'intermédiaire des ouvriers organisés dans leurs syndicats, ou par*

dessus leurs têtes, par des moyens bureaucratiques, par des fonctionnaires canonisés de l'Etat?"

Alexandra Kollontaï était alors en parfait accord avec cette façon de poser le problème. Elle voyait dans cette question le fond du différend. La tâche de la révolution prolétarienne consiste justement à *"chercher, découvrir et créer des formes nouvelles et plus parfaites d'économie; trouver de nouveaux stimulants à la productivité du travail"*. Selon la conception que Kollontaï devait défendre publiquement après le VIII^e congrès des conseils, la construction de l'économie communiste ne peut être le fait que de cette classe qui est liée organiquement aux formes de production nouvelles, naissant dans les affres de l'enfantement d'un système économique plus productif et plus achevé. Les agents de la socialisation doivent être les *"communautés de production des travailleurs"*. C'est pourquoi Kollontaï faisait siennes les revendications de l'Opposition ouvrière. *"L'organisation du contrôle de l'économie sociale est la prérogative du congrès pan-russe des producteurs unis dans leurs syndicats et élisant le corps central dirigeant toute la vie économique de la République."*⁽⁴⁰⁾

Pratiquement, cette thèse de l'Opposition revenait à exiger que la conduite de l'économie communiste soit réellement entre les mains des syndicats. Mais, fondamentalement, il s'agissait d'une "anti-thèse" aux exigences formulées le 30 décembre 1920 par Trotsky de *"faire fusionner dans leur croissance"* le Conseil supérieur de l'économie (une autorité centrale bureaucratifiée depuis belle lurette!) et les syndicats, ces derniers devant finalement être "absorbés" par le premier. Selon Trotsky ce ne sont pas les travailleurs qui sont *"les véritables organisateurs de la production, groupés dans leurs syndicats, mais les communistes à l'intérieur de ceux-ci"*⁽⁴¹⁾ (autrement dit: le parti bolchevique). Les thèses de l'Opposition ouvrière – dont les dirigeants (outre Chliapnikov, il convient de nommer Loutovinov) étaient deux anciens ouvriers métallurgistes depuis longtemps membres du parti – revenaient à rien moins que réclamer l'effacement du Parti et son remplacement par l'auto-gouvernement des travailleurs organisés dans leurs syndicats. Rosenberg est même d'avis que l'Opposition ouvrière voulait *"en somme le retour à la stricte démocratie soviétique de 1917"*. Quoi qu'il en soit, Lénine qualifia la doctrine de l'Opposition d'*"hérésie anarcho-syndicaliste"*⁽⁴²⁾. Alexandra Kollontaï répond à cet anathème: *"Est-ce que cela est du syndicalisme? N'est-ce pas au contraire ce qui est écrit dans le programme de notre Parti? Et les principes proposés par les autres camarades ne dévient-ils pas de ce programme?"*⁽⁴³⁾

Les autres camarades dont il est question sont Lénine et Zinoviev d'un côté, Trotsky et Boukharine de l'autre.⁽⁴⁴⁾ En dépit de leurs divergences – on sait que Lénine et Trotsky s'opposèrent violemment sur la question de l'"éta-

tisation des syndicats” dont Lénine ne voulait pas – ils étaient au moins d'accord sur un point, selon Kollontaï: *“Ils sont tous d'accord sur le fait que, pour l'instant, la direction de la production doit se faire par-dessus la tête des ouvriers, par le moyen d'un système bureaucratique hérité du passé. Là-dessus l'accord est complet entre les leaders... Tous – Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine – pensent que la production est une affaire 'si délicate' qu'elle est impossible sans l'assistance des 'directeurs'. Il faut d'abord éduquer les ouvriers, leur 'apprendre'...”* (45) Tout en reconnaissant la “franchise” de Trotsky, elle remarque qu’*“il ne croit pas les ouvriers prêts à créer le communisme, capables, à travers les peines et les souffrances, de chercher, de se tromper et pourtant de créer les nouvelles formes de production”*. (46)

Les peines, les souffrances, les erreurs, voilà bien ce qu'une bureaucratie ne saurait connaître! Finalement Alexandra Kollontaï couronne son argumentation en posant la question de fond: *“Bureaucratie ou activité autonome des masses?”* *“Durant la période de création de la base économique pour le communisme, quel système d'administration dans une république ouvrière offre le plus de liberté à la puissance créatrice de la classe: un système de bureaucratie d'Etat ou un système reposant sur une large activité autonome pratique des masses ouvrières?”* (47) Et elle reproche aux dirigeants du parti, qu'elle vient de nommer, de *“prendre soudain le rôle de défenseurs et de chevaliers de la bureaucratie”*, et remarque: *“Combien de camarades, suivant l'exemple de Trotsky, répètent que 'si nous souffrons ce n'est pas pour avoir adopté le mauvais côté de la bureaucratie, mais pour ne pas en avoir encore appris les bons côtés' (Trotsky: Pour un plan commun).”* (48) Alexandra Kollontaï caractérise la bureaucratie correctement, comme une *“négation directe de l'activité autonome des masses... [dont on] ne peut chercher les bons et les mauvais côtés,... mais [dont on] doit résolument et ouvertement condamner [le] système, inutilisable pour une économie socialiste”*. Et, bien avant que Trotsky ait remarqué ce danger, elle affirme: *“La bureaucratie est une peste qui pénètre jusqu'à la moëlle de notre Parti et des institutions soviétiques.”* (49) Avec le système bureaucratique se combinent *“la peur de la critique et de la liberté de pensée”*. Le mal que fait la bureaucratie réside surtout *“dans la manière dont on résoud les problèmes: non par un échange ouvert d'opinions, ou par les efforts de tous ceux qui sont concernés, mais par des décisions formelles prises dans les institutions centrales, par une seule personne ou un très petit nombre de personnes, et transmises toutes faites vers le bas, tandis que les personnes directement intéressées sont souvent complètement exclues.”* (50)

Mais *“pour chasser la bureaucratie qui s'abrite dans les institutions soviétiques, il faut d'abord se débarrasser de la*

bureaucratie dans le Parti lui-même". Pour cela il faut procéder à "l'expulsion du Parti de tous les éléments nonprolétariens". "Le parti doit devenir un parti ouvrier." "Les intérêts de l'Etat commencent à peser plus lourd que les intérêts des ouvriers". Elle exige le retour au "principe de l'éligibilité des responsables", "à l'état de choses où toutes les questions importantes concernant l'activité du Parti et la politique soviétique sont soumises aux militants de base et ne sont supervisées par les leaders que par la suite". (51) Alexandra Kollontaï s'élève aussi contre un autre phénomène apparu dans le Parti, qu'elle qualifie de "fonctionnarisme pompeux", et qui est responsable des relations formelles, officielles qui s'imposent partout. "S'il y a encore de la camaraderie dans le Parti, elle n'existe qu'à la base", ajoute-t-elle. La camaraderie et la fraternité ont disparu à cause de l'abandon du système de l'élection dans le Parti: "Les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception; récemment elles ont commencé à devenir la règle. La nomination des responsables est une caractéristique de la bureaucratie; cependant, actuellement, cette pratique est générale, légale, quotidienne, reconnue... Le principe de la nomination diminue le sens du devoir et la responsabilité devant les masses. Ceux qui sont nommés ne sont pas responsables devant les masses, ce qui aggrave la division entre les dirigeants et les militants de base." (52) Comme pas décisif sur la voie de l'élimination de la bureaucratie, Alexandra Kollontaï demande "la large circulation de l'information, la pulvérité des débats, la liberté d'opinion et de discussion, le droit de critique à l'intérieur du Parti et parmi les membres des syndicats... et l'expulsion du Parti de tous ceux qui ont peur de la diffusion de l'information, de la responsabilité absolue devant la base, de la liberté de critique".

Ces quelques extraits de Kollontaï montrent que la critique de l'Opposition ouvrière allait beaucoup plus au fond des choses que tout ce que Trotsky a pu écrire par la suite sur la bureaucratie, c'est-à-dire seulement après qu'il fut lui-même tombé victime de ce système bureaucratique. Et d'ailleurs le meilleur de ce qu'il put en dire à ce moment n'arriva pas à dépasser cette critique de l'Opposition, et même la présuppose. Bien plus: Alexandra Kollontaï, en procédant à une analyse marxiste des phénomènes qu'elle critique, avait pu déterminer quelle couche sociale en était responsable. Et c'est justement ce point précis que Trotsky ne put jamais atteindre de toute sa vie, même dans sa discussion avec James Burnham.

En revanche, dès 1920, Alexandra Kollontaï affirmait avec force: dans le domaine de la gestion de l'économie, de l'industrie, dans celui du rétablissement du commerce avec l'Occident capitaliste, les "représentants de la bourgeoisie riche" ont pris les postes de responsabilité et de direction des organes soviétiques. Pourtant ce ne sont pas ces restes de la ci-devant bourgeoisie qui ont le plus contribué à la

crise du système soviétique dans ces années 1920-21, avant l'introduction de la N.E.P., mais plutôt l'interférence de tendances de *trois* groupes sociaux différents: d'abord la classe ouvrière, ensuite la paysannerie et les classes moyennes, enfin la ci-devant bourgeoisie déjà nommée. Il est intéressant de noter qu'Alexandra Kollontaï range dans cette dernière les *"spécialistes, techniciens, ingénieurs, les anciens directeurs d'entreprises industrielles et financières"*. Tandis que la classe moyenne s'infiltrait dans les organes de direction soviétiques et l'intendance de l'Armée rouge, les *"spécialistes"* peuplaient les organes fondamentaux de l'économie. Par conséquent ce sont des *"représentants du ci-devant monde capitaliste"* qui, en proportion croissante, dirigent l'économie russe. Le Parti met sa confiance dans ces éléments complètement étrangers à la classe ouvrière. Mais ni l'Opposition ouvrière, ni Alexandra Kollontaï ne croyaient possible de *"construire une économie communiste en utilisant les moyens et les capacités créatrices des rejets de l'autre classe, tout imprégnés de la routine du passé. Si nous pensons en marxistes, en hommes de science, nous répondrons catégoriquement et explicitement: Non! La racine de la controverse et la cause de la crise se trouvent dans la croyance que les 'réalistes', techniciens, spécialistes et organisateurs de la production capitaliste peuvent d'un seul coup se libérer de leurs conceptions traditionnelles sur la façon de gérer le travail, conceptions qui se sont profondément imprimées dans leur chair pendant les années qu'ils ont passées au service du capital, et qu'ils peuvent devenir capables de créer de nouvelles formes de production, d'organisation du travail et de motivation des travailleurs."* (53)

C'est pourquoi Alexandra Kollontaï reconnaît ce mérite à l'Opposition ouvrière d'avoir posé la question: qui doit construire les nouvelles formes économiques, les techniciens, les hommes d'affaires venus de l'époque tsariste avec leur psychologie complètement liée au passé, assistés ici ou là de quelques communistes honnêtes, fonctionnaires de soviets, ou *"la collectivité de la classe ouvrière"* qui, dans la lutte présente, s'incarne dans les syndicats? Et elle décrit déjà avec assez de précision la classe qui alors luttait pour le pouvoir et qui depuis l'a atteint et l'exerce par une dictature sans équivalent: ce sont ces *"réalistes"*, les ci-devant maîtres bourgeois du système capitaliste. *"Ce ne sont pas les magnats du capital... dont la République soviétique s'est débarrassée pendant la première phase de la révolution, mais ce sont les serviteurs les plus talentueux du système capitaliste, le 'cerveau et le génie' du capitalisme, ses véritables créateurs et promoteurs. Approuvant chaleureusement les tendances centralistes du gouvernement soviétique dans le domaine économique, comprenant bien les bénéfices d'une 'trustification' et d'une régulation de l'économie (ce qui, soit dit en passant, est en train d'être fait par le capital dans tous les pays industriels avancés), ils s'efforcent d'obtenir une*

seule chose: que cette régulation soit faite non pas par les organisations ouvrières (les syndicats d'usine) mais par eux-mêmes sous le couvert des institutions économiques soviétiques, des comités industriels centraux, des organes industriels du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale où ils sont déjà fortement enracinés. L'influence de ces messieurs sur la politique 'sobre' de nos dirigeants est grande, bien plus grande qu'il n'est souhaitable..." (54)

En 1929, Trotsky pensait encore que "les forces techniques et intellectuelles nombreuses du pays" constituaient une protection efficace du système des soviets, non pas qu'elles aient été gagnées "par l'idée socialiste" mais parce qu'elles adhéraient à un "patriotisme qui s'était incorporé les enseignements élémentaires de l'histoire", voyaient dans le système soviétique un système de protection, de défense de l'indépendance de l'économie et du pays, face à l'exploitation impérialiste et coloniale. (55) Mais contre l'Opposition ouvrière, il se présenta en 1920 avec un plan qui ne signifiait rien de moins qu'une aggravation de la "militarisation du travail", l'étendant aux syndicats qu'il voulait intégrer à l'appareil d'Etat. (Nous traiterons de ce bonapartisme d'économie de guerre à la Trotsky dans un autre chapitre.) Et Lénine vint expliquer à l'Opposition ouvrière comment il concevait la dictature du prolétariat:

"La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie. Pourquoi? Nous pouvons lire à ce propos les thèses du IIe congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du parti politique en général. Je ne m'arrêterai pas sur ce point. Les choses se passent ainsi: le Parti absorbe, en quelque sorte, l'avant-garde du prolétariat et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat." (56)

Entre temps Alexandra Kollontaï avait déjà caractérisé ce Parti: "La politique claire du Parti de s'identifier avec les institutions de l'Etat soviétique se transforme peu à peu en une politique de classe supérieure, ce qui n'est rien d'autre, dans son essence, qu'une adaptation de nos centres dirigeants aux intérêts divergents et inconciliables de cette population hétérogène." (57) Elle s'en prend avec fougue à la croissance de l'inégalité entre le prolétariat, ce "fer de lance de la dictature", et les groupes "privilegiés" de la population de la Russie soviétique. Le travailleur des grandes masses voit très bien comment vivent les "réalistes" et les fonctionnaires soviétiques, et comment il vit, lui, sur qui repose la dictature du prolétariat. Et Alexandra Kollontaï de demander finalement: "Sommes-nous vraiment le fer de lance de la dictature de classe [question que posait en fait le prolétariat russe par la bouche de l'Opposition ouvrière (N.d.A.)], ou

bien simplement un troupeau obéissant qui sert de soutien à ceux qui, ayant coupé tout lien avec les masses mènent leur propre politique et construisent l'industrie sans se soucier de nos opinions et de nos capacités créatrices, sous le couvert du nom du Parti?" ⁽⁵⁸⁾

Ainsi, tandis que s'exprimait cette critique fondamentale du prolétariat russe à l'égard de la dictature du parti bolchevique, Trotsky ne se trouvait pas du tout aux côtés des critiques, mais aux côtés des critiqués. Et il était déjà prêt à répondre à l'aide d'une Armée rouge, quelque peu défraîchie par ses aventures polonaises, à la critique pratique des ouvriers, soldats et paysans de Cronstadt, en mars 1921.

VI

Les bolcheviks ont cherché à diffamer l'insurrection de Cronstadt en la présentant comme un soulèvement contre-révolutionnaire perpétré par les gardes blancs. Antonov-Ovseenko parle de "mutins" et de "partisans anarchistes". Et même Clara Zetkin est non seulement convaincue qu'il y a une relation entre le soulèvement de Cronstadt et les révoltes paysannes du sud de la Russie, mais elle estime que la rébellion du grand port *doit être examinée à la lumière du procès contre les social-révolutionnaires (été 1922)*, procès dans lequel elle représentait le Komintern devant le Tribunal révolutionnaire supérieur et dont elle étudiait les actes d'accusation. Mais elle doit reconnaître que, comparés aux mots d'ordre des mouvements paysans (liberté d'entreprise et de commerce, autorisation du capital privé et étranger, liberté démocratique, assemblée constituante), ceux de Cronstadt présentent "*une différence frappante*": "*On crie en effet à Cronstadt: Vive l'assemblée constituante et les soviets libres sans les communistes!*"

Mais elle ne voit dans cette exigence qu'une concession formelle de la contre-révolution à la révolution prolétarienne. ⁽⁵⁹⁾ *Les conseils sans les communistes!!!* Oskar Anweiler prétend que ce mot d'ordre n'a pas été mis en avant par ceux de Cronstadt mais par Milioukov, alors émigré. ⁽⁶⁰⁾ Pourtant c'est bien dans cette revendication que se trouve le "secret" de cette "Commune de Paris" dans la Russie bolchevique. Déjà l'Opposition ouvrière, par la bouche d'Alexandra Kollontaï, avait demandé que soit "*limité le nombre de ceux qui occupent des positions de responsables à la fois dans le Parti et dans les institutions soviétiques.*" Ruth Fischer cite d'après Emma Goldman le cin-

quième point du programme des insurgés de Cronstadt ⁽⁶¹⁾: *“Suppression de la pratique de déléguer dans chaque institution soviétique des membres du parti: aucun parti ne doit bénéficier, pour propager ses idées, de passe-droits et de protections de l’Etat.”* Finalement citons le radiogramme du 6 mars 1921, dans lequel il est dit, entre autres: *“Nous combattons pour le pouvoir aux conseils et non aux partis politiques. Nous sommes en faveur de l’élection libre des délégués de la classe ouvrière. Les conseils dirigés par les communistes [c’est-à-dire les bolcheviks (N.d.A.)] sont toujours restés muets face à nos besoins et à nos demandes; ils ne répondent qu’avec des balles...”* Le jour suivant devait commencer le bombardement de Cronstadt par l’artillerie, sur ordre de Lénine et Trotsky. Cette fois les bolcheviks répondaient avec des obus!

Nous n’avons pas l’intention de donner ici un compte-rendu de l’insurrection de Cronstadt, fût-ce une simple esquisse. Un an après le soulèvement, Alexandre Berkman en donnait une description s’appuyant sur une connaissance directe, racontant qu’il était intervenu auprès de Zinoviev en faveur des travailleurs et des marins de Cronstadt ⁽⁶²⁾. Il nous suffit de rapporter ici quelques détails en rapport direct avec notre sujet.

A la fin de février 1921 se déclencha un mouvement de grève parmi les travailleurs de Pétersbourg. Les bolcheviks envoyèrent les *koursanty* (les élèves de l’établissement des cadets) pour la réprimer, allant finalement jusqu’à lock-outer les ouvriers d’une usine, les privant du même coup de leurs rations de nourriture. Lorsque les marins de Cronstadt apprirent ce fait ils créèrent un comité qu’ils envoyèrent enquêter à Pétersbourg et évaluer la situation. Ce comité appela à un meeting le 1er mars 1921 à Cronstadt (officiellement convoqué par la 1ère et la 2ème brigades de la flotte de la Baltique) auquel assistèrent quelque 16000 personnes, marins de la Flotte rouge, soldats de l’Armée rouge, et ouvriers. L’assemblée indignée adopta la célèbre résolution de Cronstadt dont nous avons déjà cité une partie et que nous donnons ici en entier. Elle y décide:

- 1- *Etant donné que les soviets actuels n’expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans d’organiser immédiatement des réélections aux soviets au vote secret en ayant soin d’organiser une libre propagande électorale;*
- 2- *D’exiger la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche;*
- 3- *D’exiger la liberté de réunion et la liberté des organisations syndicales et des organisations paysannes;*
- 4- *D’organiser au plus tard pour le 10 mars 1921 une conférence des ouvriers sans parti, soldats et matelots de Petrograd, de Cronstadt et du département de Petrograd;*
- 5- *De libérer tous les prisonniers politiques des partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et*

marins emprisonnés des différents mouvements ouvriers et paysans;

6- *D'élire une commission pour la révision des dossiers des détenus des prisons et des camps de concentration;*

7- *De supprimer tous les Politotdiel (Sections politiques) car aucun parti ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'Etat des ressources dans ce but. A leur place doivent être créés des cercles culturels élus aux ressources provenant de l'Etat;*

8- *De supprimer immédiatement tous les détachements de barrage;*

9- *D'égaliser la ration pour tous les travailleurs excepté dans les corps de métier insalubres et dangereux;*

10- *De supprimer les détachements de combat communistes dans les unités militaires et faire disparaître le service de garde communiste dans les usines et fabriques. En cas de besoin de ces services de garde, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire en tenant compte de l'avis des ouvriers;*

11- *De donner aux paysans la liberté d'action complète sur leur terre ainsi que le droit d'avoir du bétail qu'ils devront soigner eux-mêmes et sans utiliser le travail des salariés;*

12- *De demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades koursantys de s'associer à notre résolution;*

13- *Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions;*

14- *Désigner un bureau de contrôle mobile;*

15- *Autoriser la production artisanale libre n'utilisant pas de travail salarié.* ⁽⁶³⁾

Seuls le président du comité exécutif du soviet de Cronstadt, Vassiliev, le président en exercice de la RSFSR, Kalinine et Kouzmine, commissaire politique de la flotte baltique*, s'opposèrent à la résolution. L'assemblée décida d'envoyer une délégation aux ouvriers en grève de Petrograd pour déterminer avec eux une conduite commune. Cette délégation composée de trente membres fut immédiatement arrêtée par les bolcheviks à son entrée dans la ville, et on n'en entendit plus jamais parler. Immédiatement après le meeting, le matin du 2 mars, un communiqué signé par Lénine et Trotsky présentait les événements de Cronstadt comme *une insurrection armée* contre le régime des conseils! Pendant ce temps, à Cronstadt, aucun bolchevik à l'exception de Kouzmine et de Vassiliev n'était arrêté, et à plus forte raison exécuté, ce qui n'empêcha pas Trotsky de promettre, le 6 mars, aux rebelles de Cronstadt, après une fielleuse campagne de presse pleine de calomnies: "*Je vous canarderai comme des faisans!*" ⁽⁶⁴⁾ La tentative de médiation d'Alexandre Berkman auprès de Zinoviev échoua. Le 4 mars, Zinoviev lui-même tint à la session du soviet de Petrograd un discours hystérique contre Cronstadt, tandis que son collaborateur le plus proche, Jevdomikov, présentait la résolution finale, accusant Cronstadt de

* Tous trois bolcheviks (N.d.t.)

soulèvement contre-révolutionnaire et ordonnant sa soumission immédiate. Trotsky n'était pas présent à cette session; il arriva à Petrograd dans la nuit du 5 mars. *Lui et Staline* prirent alors les mesures nécessaires pour liquider Cronstadt. Toukhatchevsky se chargea du travail d'état-major, Trotsky de celui du héros militaire officiel, Staline de la liquidation pure et simple du soulèvement. Lorsqu'après dix jours de combat Cronstadt fut tombée, Trotsky se précipita à Pétersbourg pour liquider de la même manière le mouvement ouvrier. Le bilan de la victoire de Trotsky, Staline et Toukhatchevsky à Cronstadt se monte à quelques 14000 cadavres. Apparemment on s'était donné toute cette peine pour anéantir tout entière l'assemblée populaire qui s'était réunie le 1er mars!

Du point de vue des principes, cet écrasement du soulèvement anti-bolchevique de Cronstadt montre de manière indiscutable que Lénine et Trotsky s'étaient prononcés dans leur pratique politique pour le pouvoir du Parti et *contre le pouvoir des conseils*. On ne peut pas plus douter de ce fait que de la décision de pratique politique, incontestable et sans équivoque, d'Ebert et de Noske choisissant le pouvoir du Parti contre celui des conseils allemands au soir du 9 novembre 1918. Alexander Berkman compare Cronstadt à la Commune de Paris, Lénine à Thiers et Trotsky à Gallifet; mais il y a une autre comparaison à faire en ce qui concerne Trotsky et c'est Noske lui-même qui nous la fournit. Parlant un jour de sa conception de la réorganisation de l'armée allemande sous la houlette social-démocrate, il se félicita d'avoir pu être *le Trotsky allemand!* (65)

Depuis Cronstadt, le "trotskysme" tout entier n'est qu'une vaste entreprise d'apologie des décisions et actes de Trotsky pour la période de 1917 à 1921, et du même coup il se livre à une apothéose du bolchevisme de la même période. C'est pourquoi, dès le début de l'année 1921, sous la contrainte de cette apologétique, la méthode dialectique de Trotsky tombe au niveau de la "dialectique éristique" de Schopenhauer, qui était déjà la méthode favorite de discussion du jeune Lev Davidovitch (66). De même, ses écrits historiques portent les mêmes stigmates de cette nécessité apologétique en bien des points décisifs. Prenons, par exemple, sa perspective de "révolution permanente" qui était diamétralement opposée à la conception que Lénine se faisait de la révolution russe. Nous avons déjà cité l'opinion de Martinov selon laquelle la première période de la Révolution d'octobre (allant de 1917 à 1920) avait correspondu, non pas aux idées de Lénine, mais à celles de Trotsky de 1905. Cette conception, Trotsky l'avait développée et élargie dans le chapitre final de son livre sur la révolution de 1905-1906. D'ailleurs Lounatcharsky, faisant allusion à ce chapitre "Perspectives de la révolution russe", avait une fois qualifié Trotsky de "*plus orthodoxe que Lénine*". N'avait-il pas en effet, plus de dix ans avant la

Révolution russe, prédit son caractère – au moins dans sa première phase: révolution paysanne et donc révolution bourgeoise, non pas sous la conduite de la bourgeoisie des villes, mais sous celle du prolétariat urbain des usines, révolution qu'il aurait à maintenir permanente? Ceci revient à dire que la conception initiale de Lénine ne fut tout simplement jamais à l'ordre du jour de l'Histoire. Et c'est Trotsky lui-même qui cite la dernière lettre d'Adolphe Joffe que celui-ci lui adressa avant son suicide, et dans laquelle on lit notamment ceci: *“Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905 et Lénine lui aussi l'a reconnu. Je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même: en 1905 c'était vous et non lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas. Je vous le redis aujourd'hui.”*

Dans le même livre allemand où cette lettre est citée en appendice, on peut lire un chapitre intitulé: *“Divergences réelles et divergences prétendues”*, dont nous extrayons ce passage du paragraphe 18: *“Face à toute l'Internationale Communiste (voir la déclaration du 13 déc. 1926 citée plus haut) nous avons déclaré, sous les signatures de Zinoviev, Kamenev et Trotsky: Il est faux que nous défendions le trotskysme. Trotsky a déclaré devant toute l'Internationale Communiste que, sur toutes les questions de principe, quelles qu'elles fussent, où il a controversé avec Lénine, c'est Lénine qui a eu raison et, en particulier, sur la question de la révolution permanente et de la paysannerie. Cette déclaration, faite devant toute l'Internationale communiste, le groupe de Staline ne l'a pas publiée et il continue à nous accuser de “trotskysme”. Cette déclaration a trait seulement, cela va de soi, aux divergences passées avec Lénine et non à ces divergences que, de mauvaise foi, inventent Staline et Boukharine.”* (67)

Mais, lorsque Trotsky, dans les loisirs forcés que lui réservait son exil à Alma Ata en 1928, entreprit de revoir ses vieux écrits sur la révolution permanente *“un crayon à la main”*, il arriva de nouveau au résultat que *“sur la base de sa conception, c'est-à-dire la théorie de la révolution permanente”*, il avait prévu *“l'inévitabilité de la Révolution d'octobre, treize ans à l'avance.”*

Aussi fit-il une tentative pour restituer la théorie de la révolution permanente telle qu'il l'avait formulée pour la première fois en 1905. Toutefois, il fait une remarque supplémentaire: *“Je montre en quoi ma façon de poser la question différait de celle de Lénine et comment et pourquoi, aux moments décisifs, elle coïncida avec la sienne.”* (68)

La méthode apologétique utilisée par Trotsky revient à émousser en maints endroits les pointes, pour ne pas dire les montagnes qui séparaient les positions initiales de Lénine des siennes et, pour l'essentiel, elle s'efforce de démontrer les affirmations que représentent les titres et sous titres de ses articles: *“Avec Lénine dans l'Internationale”*, *“Avec Lénine dans la question paysanne”*, *“Lénine*

[me] donne carte blanche” (en 1919), “Mon accord avec Lénine sur l’édification de l’industrie”, “Avec Lénine contre Staline”, “Avec Lénine contre Staline, Rykov, Kalinine et Boukharine”.

Pour caractériser l’accuité du différend entre Lénine et Trotsky avant 1917 – et du même coup prouver que dès 1909 Trotsky avait prévu la “dégénérescence” de la dictature bolchevique, dont il ne constata *pourtant* lui-même l’apparition qu’au début de 1923, *au plus tôt*, lorsque la liquidation du “communisme de guerre” et les premières années de la NEP entraînèrent inéluctablement le déclin de sa puissance – nous citerons quelques phrases d’un article de Trotsky paru dans le journal polonais *Przegląd Socjaldemokratyczny*, “vraisemblablement en 1909”. Trotsky, dont la “révolution permanente” réclamait la dictature du *seul* prolétariat, s’élève ici contre les thèses de Lénine sur la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat *et de la paysannerie* et il reproche à celui-ci non seulement d’attendre du prolétariat vainqueur qu’il se restreigne à une révolution paysanno-bourgeoise, mais d’aller même jusqu’à “compléter cette restriction par une véritable garantie antisocialiste, en imposant au prolétariat un collaborateur: le moujik.”

Trotsky voit, dans le cas où la conception de Lénine se réaliserait, se déclencher rapidement un conflit “entre le prolétariat et le gouvernement révolutionnaire” et ne conçoit, pour résoudre un tel conflit, que cette alternative: “*Ce conflit peut se terminer, soit par une répression anti-ouvrière venant du parti paysan, soit par l’élimination de ce parti du gouvernement.*”

Tout le malheur est là: les bolcheviks ne conduisent la lutte de classe du prolétariat que jusqu’à l’instant de la victoire de la révolution, puis ils doivent détourner le prolétariat d’accomplir ses devoirs de classe, puisque les paysans ne veulent pas de socialisme. Trotsky caractérise alors les différences de perspective révolutionnaire entre les bolcheviks et les mencheviks: “*Tandis que les aspects anti-révolutionnaires des mencheviks se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu’il y a d’anti-révolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace – mais la menace n’en est pas moins sérieuse – que dans le cas d’une victoire révolutionnaire.*” Dans son livre sur la révolution de 1905, où il cite cet article de 1909, il ajoute, au début de 1922, une note en bas de page que ses adversaires utiliseront quelques années plus tard, comme pièces à conviction contre le trotskysme: “*Il n’en fut pas ainsi fort heureusement; sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps 1917, c’est-à-dire avant la conquête du pouvoir.*”

Les staliniens utilisèrent cette phrase pour prouver que Trotsky pensait que ce n’était pas lui qui s’était rallié au

bolchevisme, mais le bolchevisme qui était venu à ses idées. (69). Pour établir une fois pour toutes le principe de l'apologétique de Trotsky utilisons cet exemple:

1922 *Trotsky se trouve encore dans une position de force inébranlée.*

Il affirme sans ambage que Lénine au début de l'année 1917 s'est rallié à la position sur la "révolution permanente" et qu'il a réorienté son parti, en venant à bout de l'opposition sérieuse des vieux bolcheviks (Kamenev, Zinoviev, Staline, etc.), vers une position trotskyste.

1923 *La position de force de Trotsky est menacée et ébranlée.*

Le ci-devant menchevik Martinov affirme que la Révolution d'octobre, en suivant la voie tracée par Trotsky, est arrivée à un cul-de-sac "où le prolétariat et la paysannerie se sont trouvés séparés de force", tandis que le parti bolchevique a été contraint de faire un considérable pas en arrière (NEP). A la suite de cela il adhère au parti bolchevique.

1925 *Trotsky a perdu complètement sa position de force.*

1927 Trotsky déclare devant l'ensemble du Komintern que Lénine avait raison sur la question de la "révolution permanente".

1928 *Trotsky est bani à Alma Ata.*

Trotsky prétend de nouveau que le cours de la révolution a suivi ses prédictions de 1905, c'est-à-dire les perspectives tracées par la "révolution permanente".

1930 *Trotsky a trouvé asile à Prinkipo en Turquie.*

Trotsky s'efforce de minimiser ces différends avec Lénine avant 1917 et de prouver que, dans toutes les questions fondamentales et décisives, il a été d'accord avec Lénine. Et c'est cette dernière position qu'il a gardé ensuite jusqu'au bout!

Dans l'ouvrage de 1929 où il traite de la falsification stalinienne de la Révolution d'octobre, il déclare déjà: "Mes divergences d'opinion avec Lénine avaient un caractère tout à fait secondaire et moi, en tant que révolutionnaire résolu, je me suis de plus en plus transformé en bolchevik, et pas seulement en paroles, aussi en actes" (70).

Cette déclaration se rapporte à ses actes pendant la première guerre mondiale. Mais lorsque Trotsky démissionne, le 15 janvier 1925, de son poste de président du Conseil révolutionnaire de la Guerre, il va jusqu'à déclarer que sa propre doctrine est liquidée depuis longtemps: "Je pensais au cours des huit années qui viennent de s'écouler, ne plus jamais avoir à revenir sur le problème du point de vue d'un prétendu "trotskysme". Le trotskysme a été et est pour moi depuis longtemps liquidé." Et Trotsky prétend faire remonter sa première déclaration de ce type à une discussion sur son livre: *1917, les leçons d'Octobre.* (71). Mais

nous avons bien vu que Trotsky, au moins en 1922, n'avait pas encore pu "liquider" sa théorie.

Sur le plan politique comme sur celui des principes, l'attitude de Trotsky après 1925 ne peut donc être comprise qu'en relation avec son opposition et sa lutte contre les vieux léninistes. Encore et toujours il tenta, en pure perte, de fournir la preuve que c'est lui et non la vieille garde des bolcheviks – dont il ne restait plus guère que Staline – qui représentait et défendait la véritable pensée et le vrai point de vue de Lénine contre ses épigones staliniens. A la fin de l'hiver 1920-21, Trotsky avait dû se rendre compte que le parti bolchevique n'était pas devenu trotskyste.

Et lorsque, en 1921, Lénine lui-même, sous la pression du mouvement paysan et de ses vieux camarades de parti, eut abandonné la ligne trotskyste, et fait retour forcé à ses anciennes conceptions, la chute de Trotsky n'était plus qu'une question de temps. Lénine n'aurait pas pu défendre Trotsky davantage contre la majorité du Parti dans cette circonstance, et Trotsky le savait: il ne fit aucune opposition à l'introduction de la NEP qui sonnait le glas de ses conceptions. ⁽⁷²⁾ Et même si Lénine avait été encore vivant en 1925, il n'aurait pas pu sauver Trotsky. Trotsky était l'homme du communisme de guerre: il s'est élevé avec lui et est tombé avec lui.

VII

Nous avons vu que Trotsky, bien avant le "coup d'Etat" des bolcheviks, avait imposé le pouvoir du *Parti* à celui des conseils. Mais, de ce point de vue, Trotsky était tout autant menchevik que bolchevik, car la prédominance du Parti, des partis en général sur les conseils, n'est pas seulement une idée "bolchevique" mais "social-démocrate" en général.

Est-ce que Trotsky, au moins après sa chute (1925), n'aurait pas dû voir le danger d'une dictature du parti *sur* le prolétariat – en dépit du fait qu'il ait lui-même écrasé le soulèvement de Cronstadt? Ne rapporte-t-il pas son dernier entretien avec Lénine (à la fin de 1923), au cours duquel ils avaient formé une alliance pour "*combattre le bureaucratisme du bureau directeur du Parti*"* dont Staline était président en tant que secrétaire général? ⁽⁷³⁾ Et est-ce que Trotsky n'a pas dit en face à Staline, lors d'une session du Politburo en 1926, qu'il était candidat au poste de fossoyeur du Parti? ⁽⁷⁴⁾ D'autre part, lors du XIIe Congrès du Parti (Lénine gravement malade ne put y assister), à la requête des vieux bolcheviks, une résolution fut adoptée qui déclarait tout à fait clairement ceci (23 avril 1923): "*Toutes les tentatives de rendre l'Etat indépendant du Parti sont contre-révolutionnaires. Le Parti doit conserver le pouvoir de fait,*

* Le Rabkrin (N.d.T.).

et la direction des organes soviétiques et de l'économie d'Etat." (75) Cette résolution fut prise avant la rupture ouverte entre Trotsky et la *Troïka*, Kamenev-Zinoviev-Staline, à la suite de laquelle cette dernière cessa d'inviter le premier à ses discussions, l'éliminant ainsi petit à petit (fin 1923).

Toutes ces expériences n'ont pas réussi à faire abandonner par Trotsky la conception bolchevique du rôle du Parti. Sur ce point il était devenu *bolchevik* et il le resta, comme nous le verrons bientôt.

Le livre que nous avons déjà mentionné, *1917: les leçons d'Octobre* (76), fut, on le sait, l'occasion toute trouvée pour faire éclater le conflit avec les vieux bolcheviks et marqua, du même coup, le début de la chute de Trotsky (1924). Mais ce qui irritait la "Vieille Garde" dans cet ouvrage, c'était l'exposé de sa propre attitude, en partie opposée, en partie dilatoire, dans la question de la prise du pouvoir en octobre 1917; ce n'était sûrement pas les conceptions que Trotsky développe sur le sens et le rôle du Parti. Pas plus que les léninistes, Trotsky ne peut concevoir une révolution prolétarienne sans Parti: pas de parti, pas de révolution. Voilà comment il caractérise la différence entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne: "*La révolution prolétarienne se différencie justement en ce que le prolétariat non seulement en est la force agissante, mais aussi la force dirigeante, par l'intermédiaire de son avant-garde. Le rôle qui, dans la révolution bourgeoise, a été rempli par la puissance économique de la bourgeoisie, par sa culture, son administration urbaine, ses universités, seul le parti du prolétariat peut le tenir dans la révolution prolétarienne.*"

Déjà ici, nous trouvons le point de vue fondamental du bolchevisme: la classe ouvrière ne doit pas seulement être une classe agissante, mais une classe qui se *conduit elle-même*, mais cette auto-direction ne peut être le fait de toute la classe: seulement de son avant-garde. Et dans la mesure où on désigne par là le parti bolchevique, il s'agit d'une avant-garde qui ne sort pas historiquement des ouvriers, mais du mouvement des intellectuels qui ne fait quitter l'usine définitivement aux prolétaires doués qu'afin de se les amalgamer. Trotsky voit donc aussi dans le *bolchevisme* une *éducation*, déterminée pour aboutir à un type déterminé d'organisation politique: "*une organisation de l'avant-garde prolétarienne qui lui permette de prendre le pouvoir par les armes.*" La tâche de cette organisation de l'avant-garde prolétarienne, et même du Parti, est entièrement conçue dans la perspective d'une insurrection armée. "*Pourtant tout ce travail de préparation a une vertu dans la mesure où il rend le Parti, et, en premier lieu, ses organes dirigeants, capables de déterminer le moment de l'insurrection et de diriger celle-ci. Car la tâche du parti communiste, c'est la prise du pouvoir, avec comme but la transformation de la société.*"

Ainsi voit-on ressortir dans le léninisme et chez Trotsky la vieille idée de la *Narodnaïa Volia*: Tout pour le peuple par une *partie* du peuple! (mot d'ordre des *Narodovoltsi* par opposition au mot d'ordre des anciens narodniks: Tout pour le peuple et par le peuple!), agrémentée de la vieille conception selon laquelle l'organisation révolutionnaire doit "usurper le pouvoir" et réaliser, grâce à cet acte, "un renversement économique". Pour Marx et Engels, au contraire, la puissance de l'Etat ne doit être conquise que pour détruire un bastion du capitalisme et pour libérer la puissance de la *société* de ses dernières entraves.

Si on conçoit le Parti comme devant, avant tout, être organisé pour le soulèvement armé, on comprend que Trotsky puisse écrire: "*Le moyen essentiel de la révolution prolétarienne, c'est le Parti.*" Mais qu'en était-il en octobre 1917? Ici s'opposaient deux points de vue. Selon le premier, "*la préparation du soulèvement et la conduite de celui-ci seront réalisées par le Parti et au nom de celui-ci et c'est seulement la victoire qui sera entérinée par le congrès des soviets.*" D'après ce qui précède nous pourrions penser qu'il s'agit là de l'opinion de Trotsky. On en est loin! Il s'agit du point de vue de Lénine sur "l'art de l'insurrection armée". Le Comité central, à la requête de Trotsky, n'adopta pas cette motion, mais sa propre position, ce qui donne: "*le soulèvement a été conduit dans le sillage des soviets et, sur le plan de l'agitation, lié au IIe congrès des soviets.*"

Trotsky se dépêche d'ajouter que "*cette discordance*" entre Lénine et lui "*n'était pas une question de principe, mais une pure question tactique.*" Nous lui en donnons volontiers acte et nous examinerons alors sa conception plus particulièrement en relation avec le rôle que, selon lui, les conseils doivent jouer à côté du Parti. Nous avons déjà l'impression que la conduite du soulèvement dans le sillage des soviets et sa liaison avec le deuxième congrès des soviets ne sert qu'à "masquer" la prise du pouvoir par le Parti. D'ailleurs Trotsky n'en fait pas mystère. Il écrit plus loin que "*les préparatifs du soulèvement avaient été masqués sous les préparatifs du IIe congrès des soviets, en utilisant le prétexte qu'il fallait protéger celui-ci.*" Trotsky réussit, grâce à ce prétexte, un joli coup tactique: faire rapporter, à la suite d'une protestation du soviet de Pétersbourg, une décision de Kerensky envoyant au front les deux tiers de la garnison pétersbourgeoise, et, le 16 octobre, créer le Comité révolutionnaire pour la Guerre qui ordonna le maintien de troupes à Pétersbourg. Après quoi le soulèvement, comme le prétend à juste titre Trotsky, était déjà pratiquement victorieux, et il faut aussi remarquer que Lénine n'avait pas tout à fait saisi ce que signifiait cette situation puisqu'il se trouvait, lui-même, hors de Pétersbourg.

"*En réalité nous avons eu affaire à un soulèvement armé, bien que non sanglant, des régiments de Pétersbourg,*

contre le gouvernement provisoire, qui se fit sous la conduite du Comité révolutionnaire pour la Guerre, et sous couvert d'avoir à protéger le IIe congrès des soviets, qui devait décider du sort du gouvernement."

Ce soulèvement "tranquille", presque "légal", du 16 octobre seul a permis, selon Trotsky, de faire coïncider la date de la prise du pouvoir avec celle de la réunion du IIe congrès des soviets (25 octobre). Et ceci ne fut possible que grâce au double pouvoir, c'est-à-dire grâce au droit que possédaient les conseils de contrôler les décisions du gouvernement provisoire et de les modifier. *"Ainsi avons-nous pu, grâce aux traditions et aux habitudes légalisées du double gouvernement, masquer le soulèvement effectif de la garnison de Pétrograd."* Autrement dit, Trotsky a utilisé les conseils pour masquer le soulèvement armé du parti bolchevique, et utilisé *"le cadre de la légalité soviétique pour y couler le soulèvement bolchevique"*. *"Sous le couvert du mot d'ordre du combat pour le IIe congrès nous nous sommes emparés des armes de l'armée révolutionnaire."* Nous apprenons, du même coup, ce que les bolcheviks entendent par "mot d'ordre". Trotsky revient encore une fois sur sa "divergence tactique" avec Lénine et ceci de manière tout à fait remarquable: *"L'organisation du soulèvement armé avec comme consigne: la prise du pouvoir par le Parti, est une chose; la préparation et ultérieurement la menée à bien de l'insurrection avec comme mot d'ordre: défense des droits du congrès des soviets, est tout à fait autre chose."*

Ainsi on voit à quel point peuvent différer une consigne et un mot d'ordre: autant que la vérité et le mensonge. Trotsky pourtant nous annonce que le IIe congrès des conseils non seulement devait fixer le sort du gouvernement provisoire, mais aussi résoudre la question du pouvoir. Est-ce que ceci signifie une reconnaissance du système des conseils, avec l'intention de le renforcer et de lui remettre la responsabilité politique? Trotsky donne à cette question une réponse aussi claire que cynique: *"La coïncidence dans le temps entre le soulèvement et le IIe congrès des soviets ne signifie en aucune manière que nous nourrissions l'espoir naïf (! [N.d.A.]) que ce congrès résolve de lui-même la question du pouvoir. Un tel fétichisme de la forme soviét nous était parfaitement étranger."*

Mais peut-être que les travailleurs, marins et soldats de Pétersbourg et Cronstadt nourrissaient ce genre d'"espoir naïf"? Et peut-être que le "mot d'ordre" a renforcé ces espoirs naïfs? Peut-être ont-ils cru, eux aussi, aux prétextes mis en avant par les bolcheviks? Quant au gouvernement provisoire, il est douteux qu'il y ait cru, ce que Trotsky laisse entendre: *"ces gens croyaient en fait qu'il s'agissait pour nous de parlementarisme soviétique (! [N.d.A.]), d'obtenir du nouveau congrès une résolution sur la question du pouvoir, sur le modèle des résolutions prises par les soviets de Moscou et Pétrograd."* Trotsky, en 1905 comme

en 1917, pensait que les conseils constituent la *“forme organisationnelle naturelle”* du mouvement des ouvriers et des soldats, mais il partage l'idée de Lénine qu'il ne s'agit que d'organes de lutte pour le pouvoir... du Parti. Dès qu'ils se créent spontanément, ils doivent servir de marche-pied au Parti dans la prise de pouvoir. *“On ne doit pas oublier que les soviets s'étaient créés dans la période ‘démocratique’ de la révolution russe, qu'ils furent alors légalisés, puis qu'ils passèrent de notre côté et que c'est nous qui en avons fait quelque chose d'utilisable.”*

Cependant les bolcheviks savaient parfaitement que *“dans la conscience populaire les soviets étaient les détenteurs du pouvoir”*. Et si les conseils n'avaient pas voulu se laisser utiliser? Et bien, qu'ils aillent au diable! Il aurait fallu alors, comme le fit Lénine en juillet 1917, ouvrir les *“hostilités”* contre eux, mener une lutte *“contre le fétichisme de la forme organisationnelle soviétique”*. Par ailleurs, Trotsky, parlant du nouveau mouvement révolutionnaire des années 1914-15 qui selon toute vraisemblance, n'a pu se développer complètement à cause de la déclaration de guerre, s'exprime en ces termes: *“Il est très probable que si la révolution victorieuse avait pris le chemin que lui avaient ouvert les événements de juillet 1914 (que l'on s'imagine un appel simultané de la social-démocratie et des syndicats allemands à la grève de masse contre la guerre! [N.d.A.]), après l'élimination du tsarisme, tout le pouvoir serait revenu aux soviets révolutionnaires des travailleurs, qui auraient attiré à eux les masses paysannes par l'intermédiaire des ‘narodniks’ de gauche (c'est-à-dire dès le premier moment! [N.d.A.]).”*

Il ne fait strictement aucun doute que Trotsky est convaincu que tout mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière prend la forme organisationnelle des conseils, qui se trouvent alors devant le dilemme décisif: *“soit disparaître, soit prendre réellement le pouvoir”*. Mais le côté bolchevique de Trotsky ressort aussitôt: *“les conseils ne peuvent pas prendre le pouvoir en tant que coalition démocratique des travailleurs et des paysans, constituée par la réunion de nombreux partis, mais seulement par la dictature prolétarienne qui ne peut être exercée que par un seul parti...”*

Et si les conseils n'avaient pas voulu se laisser conduire par un seul parti? Alors, nous dit Trotsky, *“si la révolution était passée par dessus notre parti, nous aurions fait l'expérience d'un soulèvement des masses ouvrières et paysannes sans la direction d'un parti.”* Et si un ouvrier était tenté de dire: *“Et alors?”*, Trotsky lui répond par avance: *“en d'autres termes, nous aurions connu une catastrophe.”* Peut-être que notre ouvrier aurait répondu: *“Pour le Parti!”*. Mais voici ce que Trotsky prétend: *“Sans le Parti, si celui-ci démissionne, ou s'il n'y a qu'un semblant de parti, la révolution prolétarienne ne peut vaincre. Telle est la leçon fondamentale des dix dernières années.”*

Avec le recul de quelques décennies, nous sommes arrivés à la conviction que ce sont toujours les partis qui ont arraché la victoire des mains du prolétariat. Et à l'époque où Trotsky écrivait la phrase ci-dessus, il y avait déjà trois ans que Cronstadt avait fourni la démonstration russe de ce que nous avançons. En Russie c'est justement le parti bolchevique qui a liquidé la révolution ouvrière. L'enseignement de l'histoire nous montre que la révolution ouvrière socialiste a, jusqu'à présent, exprimé ses principes d'organisation sous la forme de conseils. Et c'est Trotsky qui, au contraire, prétend "*former au but voulu*" les soviets, c'est-à-dire en faire "*une forme de combat vivante et souple*" adaptée à la prise du pouvoir par le Parti, mais "*pas un principe d'organisation qui s'insinuerait dans le parti et viendrait gêner son développement naturel*". On pourrait penser simplement que Trotsky finirait par en avoir assez d'une forme d'organisation qui, bien que se refusant au principe des conseils, est condamnée à une "dégénérescence" inévitable. Mais on voit sans arrêt Trotsky ne rien trouver à reprocher aux principes bolcheviques d'organisation et domination des masses, "en dernière analyse", si ce n'est qu'il n'est pas à leur tête!

Pour en terminer avec notre analyse de la brochure écrite par Trotsky contre la troïka Kamenev-Zinoviev-Staline, il nous reste à examiner un point qui nous intéresse particulièrement. Trotsky formule les conditions préalables de l'"art de l'insurrection armée" qui permettent à un parti bolchevique de prendre le pouvoir; les principes de Lénine n'y jouent pas un rôle spécial car ils ne sont valables que dans les conditions russes: "*Notre analyse fondamentale et notre examen incontestable nous conduisent à penser que le processus de prise du pouvoir en Amérique et en Europe rencontrera une résistance beaucoup plus opiniâtre et décidée que chez nous de la part de la classe dominante. Ceci nous contraint à traiter l'insurrection armée et la guerre civile, dans les faits, comme un art.*"

Voilà pourquoi Trotsky prétend que la conception bolchevique du mouvement ouvrier qui, selon ses propres mots, n'est pas au premier chef orientée vers la "*politique au sens large*", mais vers la "*guerre au sens restreint*", a une valeur et une signification pour les pays beaucoup plus développés socialement et industriellement de l'Europe et de l'Amérique. Notre examen de ce livre de Trotsky qui ouvrit le combat contre le stalinisme, montre que son auteur n'a pas abandonné le moindre des principes fondamentaux du bolchevisme, mais qu'au contraire il s'y livre à une certaine reformulation *doctrinaire*, à un raidissement *dogmatique*. (76)

En 1924, Trotsky composa donc son ouvrage polémique: 1917. Il se trouvait déjà entraîné dans un débat difficile avec le partibolchevique. Selon lui ce dernier s'était écarté du "léninisme", mais Trotsky n'en continuait pas

moins de prétendre que si Lénine était mort, le léninisme était bien vivant: *“Il vit dans le Parti qu’il a fondé, il vit dans le premier Etat ouvrier, à la tête duquel il se trouvait et qu’il dirigeait.”* (Tiflis, 22/1/1924). On voit déjà là poindre cette “mythification” du dirigeant, dont le Parti doit être l’incarnation. De même que l’Eglise chrétienne est le corps du Christ, de même le Parti bolchevique donne un corps à l’esprit, au génie de Lénine: *“Lénine était un génie, et un génie il n’y en a qu’un par siècle. L’histoire mondiale ne connaît que deux génies qui aient conduit la classe ouvrière: Marx et Lénine. Certes, disposer du parti le plus puissant et le plus discipliné ne crée pas un génie, mais le Parti peut s’efforcer, dans la mesure du possible, de remplacer un génie, aussi longtemps que celui-ci fait défaut, par un redoublement des efforts collectifs.”*

Voilà ce que déclarait Trotsky pendant la grave maladie de Lénine, le 5 avril 1923, dans son rapport à la VIIe Conférence panrusse du Parti, c’est-à-dire à un moment où Lénine n’était pas encore mort. Cette thèse veut tout simplement dire que pendant le long laps de temps que représente un siècle, le parti bolchevique devra se comporter en substitut d’un génie! Il doit pour ainsi dire vivre “dans l’esprit” de son fondateur, cela vaut bien entendu du parti de Lénine que celui-ci a façonné en “aristocratie du prolétariat”, comme dit Trotsky. (Mais qu’avait donc Lénine contre l’“aristocratie ouvrière” anglaise?). Il y a comme on sait une idéologie du génie, et le marxiste autrichien Edgar Zilsel va jusqu’à parler de *religion du génie*. Le mouvement ouvrier ne devrait guère en connaître les méfaits si on en croit les vers de sa chanson, l’*Internationale*:

“Il n’est pas de sauveur suprême

Ni dieu, ni César, ni tribun

Producteurs sauvons-nous nous-mêmes...

Mais là-dessus Trotsky a son avis, lui le créateur du mythe de Lénine: *“Nous chantons: Il n’est pas de sauveur suprême... ni tribun... Cela est parfaitement exact, mais seulement au sens ultime de l’Histoire; ce qui veut dire que même sans l’existence de Marx et d’Oulianov Lénine, la classe ouvrière finirait par triompher. La classe ouvrière aurait forgé elle-même les idées et les méthodes dont elle aurait eu besoin, mais plus lentement.”* (77) Trotsky nous a pourtant dit que la révolution ouvrière ne peut vaincre sans le parti bolchevique que Lénine a fondé. Cependant la classe ouvrière a créé ses “méthodes”, les conseils, et ceci sans Lénine et avant lui, et pas plus lentement mais plus vite.

Il ne s’agit pas seulement pour les bolcheviks de raccourcir le chemin que doit parcourir le mouvement ouvrier pour s’affranchir de la domination du capital; il ne s’agit même pas du Parti tel que pouvait le concevoir Rosa Luxemburg, mais bien d’une caste nouvelle qui réclame le pouvoir, et qui s’est constituée dans le feu d’une révolution

paysanno-bourgeoise à partir des porteurs "du génie du capitalisme", pour parler comme Alexandra Kollontaï. Cette caste se dote avec le parti bolchevique d'une organisation militaire qui puisse fonctionner comme "état-major général de la révolution mondiale" et lui permettre d'évincer la classe dominante, et de prendre sa place. D'ailleurs Lénine, en septembre 1917, parlait de mettre le parti bolchevique à la place de la caste des Junkers. Mais on peut quand même se faire une conception différente d'un parti et de son rôle, comme par exemple celle que se faisait le *Spartakusbund*, le mouvement communiste allemand pré-bolchevique. *"La Ligue Spartacus n'est pas un parti qui voudrait arriver par dessus les masses ouvrières ou par ces masses elles-mêmes, à établir sa domination; la Ligue Spartacus veut seulement être en toute occasion la partie du prolétariat la plus consciente du but commun: celle qui à chaque pas du chemin parcouru par toute la large masse ouvrière, rappelle celle-ci à la conscience de ses tâches historiques; celle qui représente dans chaque stade particulier de la révolution son aboutissement final et, dans chaque question locale ou nationale, les intérêts de la révolution mondiale des prolétaires... Si Spartacus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable de la grande majorité des masses prolétariennes dans toute l'Allemagne et pas autrement que comme la force de leur consciente adhésion aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagées par la Ligue Spartacus... La victoire de Spartacus ne se place pas au commencement mais à la fin de la révolution; elle est identique à la victoire définitive des masses aux millions de têtes qui ne font que s'engager aujourd'hui sur le chemin du socialisme."* (78) Nous pensons qu'entre cette conception "luxemburgiste" du rôle du parti et celle des bolcheviques, développés par Lénine et Trotsky, il y a un énorme fossé, tout un monde.

Même après qu'il ait été chassé du pouvoir, banni puis exilé, Trotsky n'abandonna jamais le point de vue fondamental de Lénine sur la "déviation" anarchiste et syndicaliste tel qu'il l'exprima devant le Xe congrès du Parti en mars 1921: *"Le marxisme enseigne... que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste, est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule capable... de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat et, par son intermédiaire, guider toutes les masses laborieuses. Autrement la dictature du prolétariat est impossible."* (79)

Trotsky s'exprime de manière quelque peu lapidaire en disant que *"pour tout bolchevik, l'axiome inviolable du léninisme"* c'est que *"la dictature du prolétariat ne peut et ne doit être réalisée que par la dictature du Parti."* On remarquera les mots *peut* et *doit*. (80) Ceci veut évidemment dire que Trotsky ne combat pas dans la Russie stalinienne la dic-

tature du Parti, mais qu'il aurait voulu "renouveler le Parti en détruisant la dictature de l'appareil bureaucratique".⁽⁸¹⁾ Par conséquent, il ne s'agit que de mettre les trotskystes à la place des staliniens. Déjà, à Alma Ata, Trotsky avait demandé dans sa déclaration au VI^e congrès international du Komintern, le 12 juillet 1928, la "réintégration dans le Parti des bolcheviks-léninistes (Opposition)". Et dans la "lettre ouverte" de 1932, les trotskystes demandaient le "rappel des camarades Trotsky, Rakovsky et les autres combattants d'Octobre, à la tête du Parti communiste mondial."⁽⁸²⁾

C'était en 1932. Je ne militais moi-même que depuis trois ans au sein des jeunesses socialistes et syndicalistes libres. J'avais toutefois commencé à étudier Marx et j'avais lu quelques écrits de Rosa Luxemburg. Je commençais à remettre en question l'enseignement de Lénine, et au sein du S.A.P.* et du S.J.V.** , je défendais le "luxembourgeoisisme" contre la minorité oppositonnelle du K.P.D. (Parti communiste d'Allemagne). Je connaissais déjà un peu l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Un jour quelqu'un nous passa une brochure dont nous ne pûmes lire certains passages qu'en hochant la tête. C'était un texte de Trotsky intitulé: *Le destin du prolétariat allemand*, où celui-ci s'efforçait de montrer clairement à la classe ouvrière ce qu'elle avait à faire.

Tout d'abord il apprenait aux ouvriers allemands, qui avaient eu comme dirigeante et comme "enseignante" une Rosa Luxemburg, qu'ils étaient purement et simplement, "en soi", du "matériel bon pour l'exploitation" et que ce n'était que "par l'intermédiaire du Parti" qu'ils pourraient devenir une classe "pour soi". "Le parti est l'organe historique par l'intermédiaire duquel la classe atteint à la conscience de soi." Il qualifiait notre thèse, selon laquelle la classe est au-dessus du Parti, de théorie petite-bourgeoise fautive et réactionnaire. Nous baissâmes la tête tout penauds devant cet argument si puissant. Mais nous aurions bien voulu savoir comment les ouvriers, à l'aide du Parti, pourraient atteindre à la conscience. Nous lûmes alors ce paragraphe: "La marche de la classe vers la conscience de soi, c'est-à-dire la formation par écrémage du parti révolutionnaire, qui entraîne le prolétariat derrière lui, est un processus compliqué et contradictoire."

Perplexes, nous hochâmes de nouveau la tête, car en effet la chose était compliquée et contradictoire:

1) ce n'est que par l'intermédiaire du Parti que le prolétariat peut accéder à la conscience de classe.

2) le Parti s'"écrème" pendant que la classe marche – apparemment spontanément vers la conscience de classe.

Alors nous nous mîmes à phosphorer, à presser nos méninges, à torturer notre entendement dialectique, pour

*Sozialistische Arbeiter Partei, Parti socialiste ouvrier (N.d.T.).

**Sozialistischer Jugend Verein, Union des jeunesses socialistes (N.d.T.)

réussir à comprendre comment une classe déjà en marche vers la conscience de classe pourrait tout d'abord "écrèmer" le Parti, sans lequel elle ne pourra jamais accéder à la conscience de classe.

A cette époque nous étions en pleine discussion sur le problème du *front uni* et nous nous disputions sur la question de savoir si, en Russie, les conseils détenaient véritablement le pouvoir ou non. Trotsky nous apprit alors que les conseils étaient "*uniquement la représentation de classe du prolétariat*", mais qu'ils ne possédaient "*en soi et pour soi*" "*aucune force miraculeuse*". (Celle-ci était apparemment réservée au Parti et à son génie.) Là-dessus Trotsky expliquait que "la grande fonction historique" des soviets en Allemagne c'est de devenir l'organe du front uni prolétarien. Mais en examinant les choses de plus près, nous en vîmes à découvrir que s'il fallait construire des conseils allemands à la sauce du parti bolchevique ce n'était que pour conduire les masses ouvrières de la social-démocratie et des syndicats libres sur une autre voie, et les amener sous la direction du Parti. Là, c'en était trop: "*Si le parti communiste avait la chance dans la période préliminaire d'éliminer tous les autres partis politiques des rangs des travailleurs et de réunir sous sa bannière, politiquement et organiquement, l'énorme majorité des travailleurs, il n'y aurait plus en aucune façon besoin de soviets.*" (83)

Autrement dit, le besoin de soviets ne se fait sentir que tant que le parti bolchevique n'a pas encore pu regrouper le prolétariat derrière lui. Nous rejetâmes alors le trotskysme, qui de plus, à cette époque, bénéficiait d'un appui particulier de la part de l'appareil du parti social-démocrate. (A Dresde, la brochure de Trotsky: *Le fascisme va-t-il réellement gagner?* fut distribuée gratuitement à tous les fonctionnaires du S.P.D.!) Nous fîmes nôtre la question posée en octobre 1932 par le groupe social-démocrate de gauche Roter Kämpfer: *Le trotskysme peut-il réellement gagner?*, pour y répondre par un *Non* énergique. Nous étions d'accord avec ce groupe pour estimer que: "*Trotsky, avec sa conception, montre à quel point il est proche de son ennemi Staline sur la question des conseils.*" (84) Nous cessâmes d'entendre parler de Trotsky (et du trotskysme) jusqu'à son assassinat le 20 août 1940, et de toucher à sa littérature.

En 1945 nous fûmes heureux d'avoir pu sauver cet écrit et d'autres plus anciens et d'en avoir retrouvés aussi entre les mains de camarades. Il était en revanche difficile pour ne pas dire impossible de trouver des écrits de Trotsky de la période 1933-1940. Je finis par en trouver quelques uns, soit ronéotés soit tapés à la machine, traduits en allemand de l'américain. Je me mis à les lire et je fus saisi de constater que cet homme supérieur n'avait plus été capable d'apprendre quoi que ce soit après 1933. Ainsi, après la liquidation de toute la "vieille garde" bolchevique en 1937, il n'en déclara pas moins que le bolchevisme est la "*seule* forme du

marxisme” pour notre époque et que le parti bolchevique a “*établi pour la première fois, les rapports entre l’avant-garde et la classe*”. Quant aux conseils, voilà maintenant que, selon lui, ils n’étaient “*que*” la “*forme la plus organisée de la liaison entre l’avant-garde et la classe*”. Et toujours, le refrain: le prolétariat ne peut “*prendre le pouvoir que dans la personne de son avant-garde*”, et: aussi bien la révolution que la dictature du prolétariat ne peuvent être menées à bon port, en tant qu’objectifs de la classe, que sous la “*conduite de l’avant-garde*”. “*Sans confiance de la classe dans son avant-garde, sans soutien de l’avant-garde par la classe, il ne peut être question de prendre le pouvoir.*”

Le prolétariat ne peut pas prendre le pouvoir “*sans la direction politique d’un parti qui sait ce qu’il veut*”. (85) En 1937, Trotsky ne pouvait évidemment pas contester que “*le règne du parti unique ait servi de point de départ juridique au système totalitaire stalinien*”, mais cela ne l’empêchait pas d’écrire, encore en janvier 1940: “*Il est exact que pour asseoir en droit sa dictature la bureaucratie soviétique se soit appuyée sur le centralisme démocratique, mais avec son développement elle a changé ce principe en exactement son contraire. Mais cela ne jette évidemment pas le moindre discrédit sur la méthode du bolchevisme.*”

Jusqu’à peu de temps avant sa mort, le bolchevisme est resté à ses yeux “*le phénomène... de la prééminence du parti révolutionnaire*” et il confirmait une fois de plus: “*En entrant dans le parti bolchevique, Trotsky a reconnu complètement et de tout cœur le bien fondé de la méthode de Lénine, celle de la construction du Parti.*”

Ce parti prééminent est et reste une organisation militaire. C’est un cadre militaire, chaque membre du Parti devant se considérer comme un “*officier de l’armée prolétarienne*”. (86) Trotsky écrit ce genre de phrase, et bien d’autres à consonance presque toujours militaire ou mécaniste, compare le mouvement ouvrier avec une armée en campagne, conçoit le parti des ouvriers comme un état-major... et se déchaîne contre *thermidor* et le *bonapartisme*!? En 1929, il prévoit comme “*variante actuelle du bonapartisme*” l’installation “*d’une dictature militaire pure et simple*” (87), en 1937 il admet que “*la réaction thermidorienne de Staline s’accompagne de la reconstruction de la société soviétique au profit d’une minorité privilégiée*”. Mais jamais il n’a la capacité de se poser la question, et à plus forte raison d’y répondre par une étude scientifique (historico-critique), de savoir dans quelle mesure, justement, les principes du bolchevisme n’ont pas correspondu à cette évolution thermidorienne en bonapartisme, ou ne l’ont pas facilitée. Et cela vient tout simplement de ce que Trotsky lui-même ne peut poser cette question car elle revient à se demander si ce n’est pas lui qui, en tant que détenteur du pouvoir à l’époque du communisme de guerre, en tant que créateur et organisateur de l’Armée Rouge, en tant que

défenseur d'un programme dont les principes d'organisation revenaient à procéder à une "*militarisation du travail*" dans l'industrie et de toute la classe ouvrière russe, lui donc qui, loin de jeter comme il s'en est vanté si souvent de manière emphatique, les "*fondements du socialisme*", avait plutôt créé les bases du bonapartisme. Comme il ne se pose pas ce genre de question et que les trotskystes, lorsqu'on en parle, baissent pudiquement les yeux, c'est nous qui le ferons pour déterminer de quoi sont faits ces fondements de l'"État ouvrier" installé en Russie avec l'aide de Trotsky.

Berlin Wannsee, 21-27 janvier 1952



Sur la théorie de l'«Etat ouvrier» en Russie

NATALIA Trotsky a suivi l'exemple de Kroupskaïa, la veuve de Lénine. De même que celle-ci s'était élevée contre les "léninistes" au nom de Lénine, de même, en 1951, Natalia Trotsky s'est opposée aux "trotskystes". Ce n'est que récemment que nous avons pu avoir une version allemande de sa lettre de rupture adressée à la IVe Internationale. (1) La raison de cette rupture est avant tout liée au fait que les trotskystes veulent maintenir la définition de l'Etat stalinien comme "Etat ouvrier". Elle refuse d'admettre que aussi bien la Russie que les Etats d'Europe orientale, qui sont encore sous la botte des troupes russes, sont des "Etats ouvriers" et d'attribuer à la bureaucratie stalinienne de ces pays un rôle progressiste et, a fortiori, révolutionnaire. Mais ce que Natalia Trotsky peut le moins supporter, c'est la position de la IVe Internationale sur la guerre, selon laquelle, au cas où une troisième guerre mondiale éclaterait, la classe ouvrière internationale devrait soutenir l'Etat stalinien. Elle termine en disant que c'est avec la plus grande amertume qu'elle a lu le message qui lui a été envoyé par le dernier congrès du Socialist Workers Party. Selon ce message, les idées de Trotsky continuent de guider les membres de la IVe Internationale, mais Natalia estime qu'aujourd'hui, le 9 mai 1951, Trotsky lui-même, à un moment où Staline n'a rien laissé de la patrie socialiste, penserait qu'il faut abandonner la thèse de l'"Etat ouvrier".

Bien entendu les trotskystes ne sont pas restés sans répondre. Le 29 mai 1951, le S.W.P. de New York envoya à Natalia Trotsky une déclaration, dans laquelle il commençait par accepter que l'on rediscute la question de l'*Etat ouvrier*, affirmant que sur ce point le S.W.P. n'avait pas encore arrêté sa position définitive, mais qu'il continue néanmoins à "défendre et soutenir l'économie planifiée". Il ne voit dans les arguments de Natalia Trotsky contre la définition de l'U.R.S.S. comme "*Etat ouvrier dégénéré*" que la répétition d'arguments avancés par l'"*opposition petite-bourgeoise Schachtman-Burnham*" dans les années 1939-40. Natalia Trotsky affirme sa conviction que l'Union soviétique est devenue un Etat capitaliste. Toutefois le S.W.P. préfère "*la méthode et les conceptions de Trotsky*" et, par conséquent, s'en tenir à la ligne politique de "*défense de l'économie planifiée*" en Russie et, simultanément, d'"*opposition intransigeante au stalinisme*". La déclaration cite des passages de Trotsky, choisis avec beaucoup

de soin, où celui-ci prend position sur la politique extérieure et la politique de guerre de la Russie pendant la deuxième guerre mondiale, et ajoute cette phrase: *“Onze ans plus tard, nous ne voyons aucune raison de modifier notre position sur ce sujet ou sur d'autres.”*

Pour terminer, les trotskystes américains réaffirment qu'ils sont les *“disciples de L.D. Trotsky”* et que l'explication que celui-ci a donnée du caractère de l'Union soviétique et du stalinisme, les a fait se ranger sous sa bannière. Ils expriment finalement la conviction qu'en dehors du mouvement fondé par Trotsky, *“il n'y a aucune force révolutionnaire sérieuse de portée internationale”*. (2)

Bien que nous soyons enclins à partager le point de vue de Natalia Trotsky sur le caractère de la Russie stalinienne, nous craignons cependant qu'en effet, ce ne soient pas les trotskystes, mais la veuve de Trotsky qui se soit écartée du *“trotskysme”*.

II

L'historien connaît toujours deux types de soucis: d'une part, il y a le fait que les documents et les sources sont incomplets et incertains, de l'autre, le fait que le résultat de ses recherches le conduit souvent à détruire des mythes et des légendes, ce qui rend son travail impopulaire. Le mythe de la Révolution russe se présente en gros ainsi: couronnant une politique sans compromis, reposant sur le programme du parti léniniste et se coulant dans sa forme organisationnelle, un soulèvement armé, dirigé par les bolcheviks selon un plan soigneusement établi, fut déclenché en octobre 1917. Après sa victoire, la dictature du prolétariat, qui, hier encore, n'était qu'un projet, est entrée dans les faits, et ceci a rendu possible la construction d'un ordre social socialiste qui devient réalité. Mais les faits historiques qui s'opposent à cette légende sont tout simplement innombrables. En tout premier lieu, le fait qu'il n'y ait pas de capitalisme *russe* (nous entendons par là un capitalisme industriel moderne), mais bien un capitalisme *étranger* dans la Russie tsariste. *“En Russie, le capital s'est créé par l'intermédiaire du capital financier d'Europe occidentale... Chez nous, le capital financier des pays étrangers, France, Allemagne, Angleterre, etc., s'est introduit et a construit des usines gigantesques presque du jour au lendemain, sur une terre vierge, ici ou là... dans tout le sud et le sud-ouest du pays... Le capital d'Europe occidentale a transplanté ici des usines et des ateliers entiers et les a implantés d'un coup.”*

Déposséder ce capital, cela voulait dire *nationaliser* au vrai sens de ce terme, et il s'ensuit que, de ce point de vue, la Révolution russe a été une révolution *nationale* qui, au premier chef, s'est opposée aux capitalistes français, alle-

mands, anglais, etc., et pas tellement à la bourgeoisie industrielle autochtone. Celle-ci, dans la Russie d'avant la révolution, "n'avait aucune force politique": "aucune bourgeoisie... n'y exerçait encore une influence particulière."

C'est bien Trotsky qui a fait cette constatation, tout en montrant que l'indigente bourgeoisie russe dépendait complètement de l'"énorme puissance financière" internationale. (3) Si Trotsky était au courant de cet état de faiblesse, comment pouvait-il alors, avant Brest-Litovsk (mars 1918), espérer la compréhension des représentants militaires du capital financier allemand et solliciter l'aide des représentants militaires du capital financier français et anglais? C'est pourtant ce que le capitaine Jacques Sadoul, témoin absolument irréfutable et alors membre de la mission militaire française, nous apprend: "En décembre (1917), en janvier, en février (1918), vingt fois Lénine et Trotsky, atterrés par les menaces de l'ennemi (l'Allemagne), impuissants à reconstituer seuls l'armée russe en déliquescence, demandèrent, par mon intermédiaire, l'appui des missions alliées, des forces militaires de l'Entente. A cette collaboration, ils posaient une seule condition: la garantie que les Alliés n'attenteraient pas à l'existence du gouvernement ouvrier et paysan. A ces sollicitations désespérées, les représentants de l'Entente opposèrent toujours un refus formel." (4)

Voici un autre fait: à peine les bolcheviks avaient-ils secoué le joug du capital financier étranger qu'ils se dépêchaient de se remettre sous la dépendance d'un autre. Déjà en janvier 1918, le directeur de la Nya-Bank de Stockholm, Aschberg, se trouvait en Russie pour obtenir des bolcheviks une licence d'exportation pour une quantité importante d'huile à machine. Tirant le bilan de ses impressions sur ses partenaires commerciaux bolcheviks devant un journaliste du *Politiken*, journal socialiste de gauche de Stockholm, il affirmait sa conviction que le capital financier pouvait faire des opérations très profitables avec les bolcheviks. (5)

Un autre fait est que Lénine et Trotsky voulaient, avec l'aide du "gouvernement ouvrier et paysan", transposer en Russie l'économie de guerre allemande de 1914-18, ce qui eut comme premier effet de mettre à mal, pour l'essentiel, tout le socialisme de leurs premières mesures économiques (6). Et pour en venir à l'"Etat ouvrier", c'est Lénine lui-même qui, le 30 décembre 1920, le qualifia d'abstraction, parce que l'Etat bolchevique "n'était pas complètement un Etat ouvrier", mais un "Etat ouvrier présentant une excroissance bureaucratique" (7). Pourtant, au sens bolchevique du terme, il ne peut être question d'Etat ouvrier ou de dictature du prolétariat que si s'exerce la dictature du Parti. Et c'est ce qui nous permet de résoudre l'énigme posée par l'affirmation de Boukharine au Xe congrès du Parti (mars 1921) selon laquelle, si l'on voulait prendre au sérieux la "démocratie ouvrière", "la dictature du prolétariat

ne pourrait se maintenir une seconde". Pardi! Elle ne peut être exercée *que* par l'"avant-garde de la classe ouvrière", le parti bolchevique (8). Pourtant au même congrès, où on refusait ainsi la démocratie ouvrière, Lénine dut reconnaître que l'on n'avait pas la force de mener une lutte décisive contre les "excroissances bureaucratiques" de l'Etat ouvrier.

A la lumière de tels faits, qui existaient déjà dans les premières années de la dictature du parti bolchevique, que peut bien vouloir dire la définition de la Russie comme Etat ouvrier? De quelle structure économique s'agit-il dans ce pays?

III

Lorsque l'opposition trotskyste en Russie, dans son appel au VI^e congrès du Komintern (1928), exprime encore sa conviction ferme que "le détenteur réel du pouvoir soviétique est toujours le prolétariat", cela ne veut pas dire grand chose, sauf que toujours l'avant-garde de la classe ouvrière, le parti bolchevique, dirige le pouvoir soviétique. Si on pose la question de la structure économique du socialisme que l'on prétend construire en Russie, on obtient bien de Trotsky toute une série de réponses pleines d'enseignements. Une fois il parle des "*avantages énormes*" qui "*résultent de la révolution socialiste*", et il nous présente comme telle l'"*étatisation du sol, des moyens de production, des banques et des organes centraux de l'administration.*" Que devons-nous entendre par étatisation des organes centraux de l'administration? Rien si ce n'est la réalisation d'un point du programme du parti bolchevique qui recommande l'enrôlement obligatoire dans le Parti de tout membre d'un soviét remplissant une fonction déterminée dans l'administration de l'Etat? Quoi qu'il en soit, les "énormes avantages" tirés de la révolution socialiste de 1917 semblent s'être concentrés sur un point: *l'étatisation*. C'est pourquoi, lorsque Trotsky et ses partisans affirmèrent devant le Komintern que "*ceux de nos partisans qui nient le caractère prolétarien de notre parti et de notre Etat et le caractère socialiste de la construction de l'Union soviétique, nous les combattons impitoyablement et nous les chassons de nos rangs*", cela voulait dire: le caractère socialiste de la construction économique de la Russie est garanti par l'étatisation, le caractère prolétarien de l'Etat est garanti par la dictature du prolétariat, laquelle est garantie par la dictature du Parti qui doit rester l'avant-garde du prolétariat. Pourtant, Trotsky polémiqua avec Molotov qui soutenait la théorie selon laquelle il était impossible de rapprocher les travailleurs de l'Etat, ou l'Etat des travailleurs, puisque l'Etat était déjà en soi un Etat ouvrier. Trotsky y voyait la

“plus vicieuse formule bureaucratique que l'on puisse imaginer” (9). Mais peut-être Molotov n'avait-il fait que tirer une conclusion ironique des thèses trotskystes?

Lorsque Staline imposa sa thèse de la “*construction du socialisme dans un seul pays*”, Trotsky commença à restreindre notablement les effets de la “*révolution socialiste*” en Russie et à tempérer quelque peu son appréciation du “*caractère socialiste*” de l'économie russe. Répondant à Staline qui prétendait qu'en Russie le socialisme était déjà réalisé à 90% (il s'appuyait ici manifestement sur une déclaration de Lénine), Trotsky, après le VI^e congrès du Komintern, fit une déclaration sur le programme du Komintern dans laquelle il demandait qu'au lieu de tels mensonges l'on dise ceci au prolétariat russe: “*Au niveau actuel (1928) de notre économie et dans l'état de nos conditions d'existence et de culture, nous sommes beaucoup plus près d'une société capitaliste, et même une société capitaliste encore arriérée et non civilisée, que d'une société socialiste.*” Trotsky estimait encore à cette époque que le socialisme ne pourrait être édifié en Russie que lorsque le prolétariat aurait pris le pouvoir dans les pays développés. (10)

Enfin, Trotsky alla si loin dans sa critique du stalinisme qu'il en arriva à décrire la victoire de Staline, non seulement comme le triomphe des tendances modérées, conservatrices, bureaucratiques et nationalistes, mais même comme la “*victoire des suppôts de la propriété privée*”. (11) Et là nous touchons du doigt une caractéristique intéressante de la pensée de Trotsky: il se montre incapable de concevoir une “*dégénérescence*” autrement que comme une *régression*, que sous la forme d'un retour au vieux capitalisme, classique, libéral, fondé sur la propriété privée. Car, selon lui, “*le système soviétique... est avant tout un nouveau système de relations économiques ou de 'propriété'*. C'est pour l'essentiel une question de propriété: la terre, les banques, les mines, le rail.”

Si la propriété privée des moyens de production, distribution et communication était rétablie, alors on retournerait au capitalisme. Mais, en revanche, aussi longtemps que la *propriété d'Etat* de ces moyens sera maintenue, la Russie gardera ses fondements “*socialistes*”. Sur ce point il n'y a pas de différence fondamentale avec les staliniens, dont la thèse est: “*Avec l'abolition de la propriété privée, c'est toute la pyramide du capitalisme qui s'écroule et, par conséquent, de l'exploitation.*” (12)

Pour Trotsky, étatisme et stalinisme vont de pair.

IV

Trotsky qualifia finalement la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays de “*national-socialisme*”

stalinien”⁽¹³⁾ et compara l’abandon de la conception marxiste de la construction du socialisme par le stalinisme à l’attitude de la social-démocratie allemande en août 1914, face à la guerre et au patriotisme. “*Ce parallèle n’est pas dû au hasard. L’‘erreur’ de Staline et l’‘erreur’ de la social-démocratie signifient: national-socialisme.*”

Nous admettons donc volontiers que Trotsky n’était pas un “national-étatiste”. Pourtant, dans sa préface à l’édition allemande de la *Révolution permanente*, datée du 29 mars 1930, il voit toujours “*la force de l’économie soviétique... dans la nationalisation des moyens de production et dans leur utilisation planifiée*”.⁽¹⁴⁾ Ici encore, l’économie planifiée d’Etat est vue comme le fondement positif de la construction du socialisme en Russie.

Trotsky s’éleva ouvertement contre la thèse de la construction du socialisme dans un seul pays, avant tout parce que l’autarcie, tant politique qu’économique, qui en découle, ne lui plaisait guère. Il mettait l’accent sur la nécessité de réaliser la reconstruction économique de la Russie en contact étroit avec l’économie capitaliste mondiale, et il refusait de réduire le Komintern à n’être plus qu’un organe de soutien de l’Union soviétique, au sens d’une politique purement défensive contre une possible intervention. Il s’insurge contre l’opinion de Varga, selon laquelle la théorie du socialisme dans un seul pays est une insanité, mais une insanité nécessaire pour fortifier le moral des ouvriers: “*un mensonge de cureton en guise de salut*”. Et lorsque, au cours de la deuxième année du premier plan quinquennal, on en vint à dire officiellement que l’économie russe était déjà entrée dans la période du socialisme, Trotsky s’éleva énergiquement contre la thèse qui s’y rattache selon laquelle “*le socialisme... est déjà réalisé dans ses fondements*”. Lorsqu’en 1931 on examine la vie soviétique, la vie quotidienne des masses ouvrières, le niveau de culture et le taux élevé d’analphabétisme, on doit reconnaître honnêtement “*que les conditions de vie... de l’énorme majorité de la population du pays sont à 95% les héritières de la Russie tsaristo-bourgeoise, et qu’on y décèle à peine 5% d’éléments socialistes.*”

Tirant les “conclusions” de son analyse de la Russie de cette époque, Trotsky souligne qu’on ne peut en aucune manière considérer les kolkhoses comme identiques au socialisme. De plus, il est impossible de décrire l’économie de transition que connaît l’Union soviétique, et “*dont le niveau la rapproche davantage de l’économie tsaristo-bourgeoise que du capitalisme avancé*”, comme étant le socialisme. Pour finir, il exigeait alors la rénovation du Parti, par un renversement de la “*dictature de l’appareil bureaucratique*”.⁽¹⁵⁾ Et là on ne peut que s’étonner. Le Parti n’est donc plus l’“avant-garde du prolétariat”? A la place d’une dictature prolétarienne, il y a maintenant une dictature bureaucratique? Mais qu’est alors devenu l’“Etat

ouvrier”?

V

Un an plus tôt, Trotsky s'était exprimé sur la question du rôle et de la signification du *pouvoir d'Etat*: “*En aucune manière, il ne saurait s'agir d'un reflet passif du processus économique*”; le pouvoir d'Etat peut avoir un sens plus considérable, plus progressiste, lorsqu'il est détenu par une classe révolutionnaire, bien qu'il ne puisse, même dans ce cas, abolir le processus économique, ni s'affranchir des lois de l'économie capitaliste (cf. note 14). Pourtant, maintenant le pouvoir d'Etat n'était plus détenu par la classe ouvrière, c'est-à-dire par son avant-garde, mais par l'“appareil bureaucratique”. Alors? Est-ce que maintenant le pouvoir d'Etat russe ne jouait pas seulement un rôle “conservateur” mais bien “réactionnaire”? Toujours est-il, nous dit Trotsky, que “*le pouvoir d'Etat reste une arme de la superstructure*” (cf. note 14).

Jusqu'alors on avait postulé que le caractère prolétarien de l'économie étatique planifiée était garanti par le fait que l'Etat est un Etat ouvrier, et que l'Etat est ouvrier parce que règne la dictature du prolétariat, et que la dictature du prolétariat règne parce que celle-ci est exercée par l'avant-garde du prolétariat, le parti bolchevique. Mais, aujourd'hui, à un moment où le pouvoir d'Etat se trouvait entre les mains de l'appareil bureaucratique, qu'en résultait-il pour le caractère social de l'économie planifiée d'Etat, de *l'infrastructure*? Comment, dans la conception de Trotsky, s'articulent l'“infrastructure” (l'économie) et la “superstructure” (l'Etat)? Il écrit: “*La politique, c'est de l'économie concentrée*”⁽¹⁶⁾. Devons-nous alors, eu égard au pouvoir d'Etat, considérer la superstructure comme infrastructure concentrée? Mais dans ce cas la propriété étatique se concentre dans l'Etat, tout comme l'économie planifiée, et nous ne sommes pas très avancés. Nous lisons d'autre part chez Trotsky: “*Prendre position par rapport à l'économie, cela relève de la politique.*” Doit-on comprendre que prendre position par rapport à l'infrastructure relève de la politique? Il ne fait aucun doute que prendre une position étatique par rapport à l'économie, c'est un acte politique et que – Trotsky nous le dit lui-même – la position prise par le stalinisme est bureaucratique, conservatrice, voire réactionnaire. Est-ce que, dans ces conditions, l'“infrastructure” reste immuable? Certainement pas. Trotsky ne nous a-t-il pas avertis que le pouvoir d'Etat n'était pas un reflet passif du processus économique? Reste à savoir comment le pouvoir d'Etat est “actif”. A cette question Trotsky répond: “*L'arme de la politique, c'est le Parti*”⁽¹⁶⁾. Nous avons vu qu'il s'agit là d'une arme quelque peu défraîchie,

puisque le Parti doit être “rénové”. Mais alors, qui fait la politique si le Parti est défaillant? C’est l’appareil bureaucratique, qui, selon toutes apparences, utilise le Parti comme arme. Par conséquent, le Parti est une arme de la superstructure.

Or l’appareil bureaucratique est composé d’hommes: *“La politique est faite par des hommes et avec des hommes, et rien d’humain ne lui est étranger”*, nous dit Trotsky. Pourtant, en fin de compte, ces hommes agissent en tant que forces sociales personnifiées, et cela vaut pour les hommes du Parti: *“Les oppositions personnelles, les regroupements au sein du Parti étaient déjà devenus des instruments de forces sociales, de couches et de classes impersonnelles”* (16).

Résumons donc tout cela: bien que le pouvoir d’Etat ne soit pas une image passive du processus économique, il ne peut bouleverser celui-ci, tout en pouvant, pourtant, l’influencer activement. Mais ce pouvoir appartient au domaine de la superstructure, et en elle se concentre, en quelque sorte, ce processus économique. La politique apparaît, pour ainsi dire, comme l’expression concentrée de l’économie, comme une prise de position par rapport à l’économie. Elle se sert, dans ce but, du Parti, dont, cependant, les oppositions internes ne font, à leur tour, qu’exprimer des forces socio-économiques. Ne nous trouvons-nous pas ici devant la primauté de l’économie?

VI

Mais, en 1932, Trotsky continuait d’affirmer que le soulèvement d’Octobre et les lois fondamentales du pouvoir soviétique avaient créé les *“conditions nécessaires pour une économie planifiée socialiste”*, et pas pour une économie purement et simplement étatique. Il en voyait la preuve dans le déroulement des dernières années, où s’étaient mis en place et avaient fonctionné les organes d’Etat de direction centralisée de l’économie. Ainsi le socialisme, “en tant que système”, avait fait valoir, pour la première fois, ses droits à la victoire historique. Les *“avantages productifs”* du socialisme (qui reste à réaliser complètement), Trotsky les voit dans la *“centralisation, la concentration, l’unification de la volonté directrice”*. Voici quelles sont les conditions préalables à l’installation du système socialiste qui sont apparues pour la première fois en Russie: *“1) les organes d’Etat proprement dits, c’est-à-dire le système hiérarchisé des commissions du plan, du centre jusqu’aux lieux d’exécution, 2) le commerce en tant que système de régulation du marché; 3) la bureaucratie soviétique, le système de l’action vivante des masses sur la structure de l’économie”*.

Eh oui!, vous avez bien lu. Non seulement Trotsky

parle de "bureaucratie des conseils", une monstrueuse contradiction dans les termes, mais il va jusqu'à parler d'une action vivante des masses sur la structure de l'économie planifiée par l'Etat! Et il continue toujours de nous entretenir du "prolétariat organisé dans l'Etat", de l'"Etat ouvrier", dans les mains duquel seraient rassemblés tous les "leviers de commande": budget, crédit, production, commerce. Mais c'est le même Trotsky qui affirme que la bureaucratie a "renoncé" à la démocratie soviétique, qu'elle n'est "soumise à aucun contrôle", et qu'elle "commande despotiquement à l'extérieur"! Voici le tableau qu'il nous trace: *"La bureaucratie opposa un refus de plus en plus ferme à toute exigence, protestation ou critique. Le seul droit que, finalement, elle laissa aux travailleurs, c'est le droit de dépasser le programme de production fixé par l'entreprise. Toute tentative de la base de s'immiscer dans la conduite de l'économie sera immédiatement taxée de déviation de droite ou de gauche, c'est-à-dire, dans la pratique, traitée comme un délit de droit commun."*

Trotsky parle de la *"perte d'autonomie politique des travailleurs"*, perte dont ils ne peuvent se consoler que par *"l'attente de succès proches et décisifs du socialisme"*. Mais le point essentiel de sa critique, c'est qu'on n'est pas entré dans le socialisme. *"Nous ne dominerons pas de sitôt les méthodes de la planification. Nous ne faisons qu'émettre des hypothèses grossières et nous les appliquons mal, et encore dans une semi-obscurité. Les crises sont chez nous non seulement possibles mais inévitables. La bureaucratie a déjà préparé la crise qui vient."*

Revenons aux trois conditions préalables à l'installation du socialisme. De ce qui précède on conclut que la troisième, celle de l'action des masses sur la structure économique, n'est plus remplie. Quant à la seconde, le contrôle du marché, la bureaucratie *"s'en désintéresse avec légèreté"*. Seule reste donc remplie la première condition: l'existence du système hiérarchisé des commissions du plan.

Il s'ensuit que la seule condition préalable remplie qui permette de garantir la construction d'une économie socialiste en Russie est l'économie planifiée de l'Etat, le contrôle politique de la production et peut-être de la distribution, l'ensemble mis en œuvre par la dictature de l'appareil bureaucratique. Pourtant Trotsky, qui insiste énergiquement dans ses conclusions sur le fait que le destin de l'Union soviétique est *"intimement lié au développement mondial"* (17), n'en continue pas moins à soutenir sa thèse de l'"État ouvrier" (de la classe ouvrière organisée dans l'État), et même sa conception de l'Union soviétique comme *"pivot de la révolution mondiale"*. C'est ce qu'il écrit mot pour mot (18): *"L'énorme signification de l'Union soviétique, c'est qu'elle est le pivot de la révolution mondiale, et ceci, indépendamment du fait qu'elle parvienne ou non à construire le socialisme."*

Que faut-il comprendre? Dans le même chapitre où Trotsky explique que le système soviétique doit pour l'essentiel être considéré sous l'angle de la propriété, car c'est un nouveau système de rapports économiques, de relations de propriété ⁽¹⁹⁾, il se demande si la Russie peut faire retour au capitalisme. Il répond par la négative. Mais si en même temps le socialisme ne peut être construit, à quel système avons-nous donc affaire? Trotsky admet que les paysans sont prêts à tolérer un retour au capitalisme industriel parce que l'industrie d'État ne peut leur livrer ses produits ni en quantité suffisante ni à un prix suffisant. Mais une Russie redevenue capitaliste n'occuperait qu'une position de troisième ordre dans le concert du capitalisme mondial (ceci est écrit en 1929). Vient alors un passage très intéressant qu'il est utile de citer en entier: "*Un capitalisme russe réinstallé serait un petit capitalisme, à moitié colonisé et sans avenir propre. La Russie se situerait alors à une place à peu près entre la Russie agraire d'hier et les Indes d'aujourd'hui. En revanche, le système soviétique, avec son industrie nationalisée et son monopole du commerce extérieur, est, en dépit de ses contradictions et de ses difficultés, un système qui protège l'indépendance de l'économie nationale et de l'économie agraire [souligné par Trotsky]. C'est ce qu'ont compris les nombreux démocrates qui se sont rangés aux côtés du gouvernement soviétique, non par adhésion à l'idée socialiste mais poussés par le patriotisme qui a assimilé les enseignements élémentaires de l'histoire. A cette catégorie appartiennent aussi les nombreux intellectuels et techniciens du pays ainsi que la nouvelle école d'écrivains que j'appelle, faute d'une meilleure dénomination, *poputchiki* (compagnons de route).*"

Dans cet esprit Trotsky, dès 1929, déclare que "*le système soviétique, indépendamment des buts socialistes qu'il poursuit*", est une "*garantie de développement indépendant, c'est-à-dire non colonial.*" ⁽¹⁹⁾

Mais Trotsky n'avait-il pas, presque simultanément, dans son autobiographie, énoncé la règle suivante: "Ce sont les mêmes bolcheviks qui pendant la guerre de 1914-18 étaient *patriotes*, qui après la révolution de février étaient *démocrates*, qui sont aujourd'hui les "suppôts du national-socialisme stalinien"? Et si aujourd'hui ce national-socialisme voyait justement sa mission historique dans la défense de l'indépendance de l'économie agraire et nationale russe, dans le rejet d'un développement colonial? Et si s'était installée la Russie des *managers* et son économie planifiée d'État, sous la forme de ces oppositions personnelles, de ces regroupements, derrière lesquels se cachent, selon Trotsky, les forces sociales impersonnelles, les couches et les classes sociales de la nouvelle Russie, ces nombreux techniciens et intellectuels? C'est que, eux aussi, se laissent guider par un patriotisme qui s'est incorporé les leçons de l'Histoire et non par l'idée socialiste. Mais alors: *l'Union*

soviétique ne constitue-t-elle encore le "pivot de la révolution mondiale" que dans la mesure où elle représente, avec sa nationalisation du capital étranger, la première révolution anti-coloniale victorieuse? Est-ce qu'il faut alors défendre la Russie soviétique, qu'elle construise le socialisme ou non, parce que son économie planifiée d'Etat garantit un développement "indépendant, c'est-à-dire non colonial", et que d'autre part elle peut servir de "pivot" à de futures révolutions coloniales d'Asie ou d'Afrique? Trotsky reprochait à Varga son "mensonge de cureton", selon lequel la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays est nécessaire pour fortifier le moral des travailleurs russes. On peut alors poser la question: est-ce que, par hasard, il faudrait fortifier le moral des ouvriers d'Europe occidentale et des Etats-Unis avec la théorie de l'établissement des fondements du socialisme dans l'"Etat ouvrier"; pour leur faire soutenir la première révolution coloniale eurasiennne (en attendant celles qui suivront sous sa houlette)? Nous aurons la réponse à cette question lorsque nous aurons examiné la position de Trotsky sur la politique de guerre et la politique extérieure staliniennes pendant la deuxième guerre mondiale.

VII

Après l'éclatement de la deuxième guerre mondiale et le partage de la Pologne entre Hitler et Staline, Trotsky affirme, dans une lettre, que les révolutions ne changent ordinairement rien aux données géographiques. C'est pourquoi même un "*Etat ouvrier sain*" tendrait à l'expansion, ce qui, dans le cas de la Russie, se traduit par des tendances analogues à celles de l'expansionnisme tsariste. Les camarades qui, considérant le pacte germano-soviétique, veulent rayer la mention "*Etat ouvrier*" sont aussi enfantins que Staline, lorsqu'il retire l'Ordre de Lénine à un fonctionnaire bolchevique tombé en disgrâce. La science sociale marxiste et l'hystérie n'ont absolument rien de commun. La bureaucratie staliniennne n'a pas encore complètement assassiné la révolution d'Octobre. Et en ce qui concerne l'entrée des soldats de Staline en Pologne et dans d'autres pays de l'Est, il faut y voir un fait positif "*très progressiste*", car: *Nni le tsar, ni Hitler, ni Chamberlain n'ont eu ou n'ont l'habitude d'abolir la propriété capitaliste dans les pays occupés.*"

Ce n'est ni l'expansion ni leur politique territoriale que Trotsky reproche aux "*gangsters du Kremlin*", mais "*uniquement les méthodes bureaucratiques et contre-révolutionnaires de cette expansion, l'activité générale contre-révolutionnaire de la bureaucratie*".

On apprend donc ici qu'une bureaucratie peut être à la

fois contre-révolutionnaire d'un côté et très progressiste d'un autre, lorsqu'elle supprime la propriété privée dans les territoires occupés. (On sait que l'armée de cette bureaucratie l'a souvent fait aussi de manière "individualiste"!). Mais parce que la bureaucratie est contre-révolutionnaire, Trotsky estime qu'il faut la renverser ⁽²⁰⁾. Devons-nous en conclure qu'après avoir renversé le stalinisme, les trotskystes poursuivraient cette politique d'expansion très progressiste?

Naturellement, cette conception de Trotsky rencontra quelques difficultés, même dans les milieux trotskystes. Certains objectaient que, puisque la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire dirigeait la Russie, il fallait introduire une nouvelle catégorie: "L'Etat ouvrier contre-révolutionnaire". D'autres allèrent jusqu'à poser la question: est-ce que la bureaucratie stalinienne ne serait pas une *classe*? Trotsky répondit à ces objections et à d'autres le 18 octobre 1939, dans un article très instructif. Il y écrit: "*Si la canaille bonapartiste constitue une classe, cela signifie qu'elle est non pas un avorton accidentel, mais un enfant viable de l'Histoire. Si son marivaudage et son parasitisme spoliateur constituent une "exploitation" au sens scientifique du terme, cela signifie que la bureaucratie a, devant elle, un avenir historique en tant que classe dirigeante indispensable.*" ⁽²¹⁾

Autrement dit, le parasitisme ne peut être "exploitation", parce que, si c'était le cas, la bureaucratie aurait un avenir historique en tant que classe. Or la bureaucratie ne peut être une classe, car si c'était le cas elle cesserait d'être un avorton de l'Histoire pour devenir un enfant viable: cela ne peut pas être, tranche Trotsky, parce que cela ne doit pas être. Et voilà ce qui se qualifie encore soi-même de "défense du marxisme"! (Sans compter que l'"enfant" a prouvé sa vitalité depuis maintenant plus de trente ans * et l'a confirmé dans une guerre terrible!).

L'argumentation de Trotsky, qui déjà tourne en rond, devient franchement comique lorsqu'elle recourt à la méthode de l'analogie, ce qui en soi est déjà tout un symbole. Ainsi compare-t-il l'Union soviétique à une voiture fortement endommagée mais encore réparable. Dans une telle situation, on doit chercher quelles parties sont encore bonnes et quelles parties sont irrécupérables pour savoir comment entreprendre la réparation. "*C'est [cette] attitude qu'un ouvrier conscient adoptera vis-à-vis de l'URSS. Il est parfaitement en droit de dire que les gangsters de la bureaucratie ont transformé l'Etat ouvrier en ruine. Mais, quand il passe de cette explosion d'indignation au problème politique, il est bien obligé de reconnaître qu'il a devant lui un Etat ouvrier faussé dont le moteur économique est endommagé, mais qui continue à tourner et qui pourrait être réparé*

* Ce texte de Willy Huhn date de 1952 (N.d.T.).

complètement par le remplacement de quelques pièces." (21).

Voilà maintenant la pensée dialectique de Trotsky descendue au niveau de... l'automobile! "*Bien sûr, ce n'est qu'une comparaison*", nous rassure-t-il. La catégorie dialectique de la totalité sociale peut au plus être représentée symboliquement par un *organisme*, mais jamais au grand jamais par un *mécanisme*, dans lequel la totalité devient la somme pure et simple des actions mécaniques de ses parties constituantes. Ainsi pensent les mécanistes et les... organisateurs!

Donc Trotsky, inébranlé par les objections de l'Opposition, prétend non seulement qu'un "Etat ouvrier" peut jouer un rôle contre-révolutionnaire dans l'arène internationale, mais même un rôle *impérialiste* au sens ordinaire (non-marxiste) du terme: "*La force motrice de la bureaucratie soviétique réside, sans aucun doute, dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est ce même élément d'impérialisme – pris dans le sens le plus large – qui fut, dans le passé, la Parque spécifique de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, classes et milieux divers.*" (21)

Mais si l'on conçoit (avec Lénine) l'impérialisme comme la "politique d'expansion" du capital financier, on ne peut l'identifier avec la politique extérieure et la politique de guerre de la "bureaucratie bonapartiste". La définition correcte, la voici: "*politique de la bureaucratie bonapartiste d'un Etat ouvrier dégénéré, encerclé par l'impérialisme*". (21)

Au sujet du pacte germano-soviétique, Trotsky déclara que le "*soutien*", dans des circonstances déterminées, jusqu'à un point bien déterminé, et sous un forme bien définie, "*de tel ou tel impérialisme est inéluctable même pour un Etat ouvrier parfaitement sain*", il est impossible de secouer les chaînes de l'impérialisme mondial, de briser l'encercllement impérialiste. C'est ainsi que Trotsky explique l'alliance entre l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline. Il admet que Moscou "*est maintenant en train de défendre la politique extérieure de pillage menée par Hitler*". Mais il ajoute aussitôt que ceci non plus ne transforme pas "*la Russie en Etat impérialiste*" (c'est-à-dire au sens politique expansionniste du "capital financier"). Trotsky va aussi loin, dans le soutien à la Russie stalinienne alliée à l'Allemagne nazie, que Walter Ulbricht, dans son article de février 1940, dans le *Welt* de Stockholm. Trotsky n'écrit-il pas: "*Si demain l'Angleterre ou la France menaçaient Lénin-grad ou Moscou, les ouvriers britanniques et français devraient prendre les mesures les plus radicales pour empêcher l'envoi de soldats et de munitions. Au contraire, si Hitler se trouvait, par la force des choses, contraint d'envoyer des munitions à Staline, les ouvriers allemands n'auraient, dans ce cas particulier, aucune raison de recourir à la grève ou au sabotage. Personne, j'espère, ne proposera d'autre*

solution.” (21)

Mais lorsque Hitler fit la tentative d'annexer l'Ukraine dominée par les staliniens, la IV^e Internationale déclara: *“Nous défendrons contre Hitler, l'Ukraine esclave de Staline”*. Le “soutien inconditionnel de l'URSS” fait partie en effet de son programme et selon Trotsky ceci veut dire *“qu'indépendamment des motifs et des causes de la guerre, nous défendons les fondements sociaux de l'URSS, si et quand ils seront menacés par l'impérialisme”*. (21)

Et ce soutien se rapporte explicitement et exclusivement à l'URSS, à l’*“Etat ouvrier”* – à l'URSS et à ce qui, en URSS, est lié à un Etat ouvrier”. Mais ne voit-on pas que rien de tout cela ne se tient? Trotsky recommande aux ouvriers des Etats impérialistes de *“ne pas perdre de vue les intérêts de l'Union soviétique (ou des révolutions coloniales)”*. En outre, Trotsky voit toujours la possibilité théorique, en 1939 (!), de la défaite totale du mouvement ouvrier international, auquel cas l'Union soviétique elle-même, sous la forme d'un *“collectivisme bureaucratique”*, devra se transformer en société d'exploitation. Si les forces réactionnaires devaient l'emporter dans la société, il ne resterait plus qu'une seule possibilité: la barbarie: *“Le fascisme d'une part, la mutation de l'Etat soviétique d'autre part donnent une idée des formes sociales et politiques que revêtirait cette nouvelle barbarie.”* (21)

Mais voir cette possibilité comme inévitable, cela relève d'une conception se rattachant au pessimisme historique le plus profond. Or selon le point de vue de Trotsky il n'y a aucune raison de s'y abandonner, et il fait référence à l'édition dominicale du journal français *Paris-Soir*, du 31 août 1939, qui publie une conversation entre Coulongre et Hitler. Au cours de leur dernière entrevue, l'ambassadeur de France prévint Hitler de la duplicité de Staline et lui dit: *En cas de guerre, le grand vainqueur serait Trotsky. Y avez-vous songé?”* Et Hitler fit cette réponse *“étonnante”*: *“Je sais”,* comme s'il parlait d'une question depuis longtemps résolue.

Trotsky trouve cette conversation extrêmement remarquable parce qu'il l'interprète ainsi: les représentants de la barbarie ne doutent absolument pas de ce que *“la révolution socialiste l'emporte sur leur barbarie”*. Il croyait que Coulongre n'avait fait que mettre un nom sur le spectre de la révolution (21). Qu'est-ce que Trotsky aurait bien pu dire en 1951, alors qu'après la seconde guerre mondiale, la révolution socialiste ne s'est pas plus déclenchée que le trotskysme n'a triomphé.



VIII

L'année même de son assassinat (1940), Trotsky publia une lettre ouverte au camarade James Burnham, qui, avec le camarade Schachtman, s'était opposé à lui en soulevant la question de la nature de l'Etat soviétique. (Il s'agit là de l'état embryonnaire de sa future théorie de la révolution des managers.) Dans cette lettre, il n'y a, pour commencer, qu'un seul point intéressant: lorsque Trotsky prétend (en s'appuyant sur l'organe parisien des mencheviks) que "*la marche en avant de l'Armée Rouge [en Pologne (N.d.A.)], s'est accompagnée d'une vague "d'élan révolutionnaire" qui s'est étendue jusqu'aux paysans roumains, et que cette invasion russe représentait une guerre civile, "bien qu'elle ait été importée de l'extérieur à la pointe des baïonnettes" et contrôlée par la bureaucratie moscovite*"⁽²²⁾. Quelques semaines plus tard, dans sa brochure polémique: *D'une égratignure à la menace de gangrène*, Trotsky réattaque de manière plus fondamentale les thèses de l'opposition Burnham-Schachtman, selon lesquelles: 1) *la politique extérieure du Kremlin est "impérialiste"*, 2) *l'URSS ne peut plus être soutenue "inconditionnellement"*. C'est cette brochure que nous allons examiner plus longuement.

De ce que Trotsky écrit, il ressort d'abord que Schachtman lui reprochait d'être un partisan de la révolution bureaucratique plutôt que de la révolution faite par les masses, ensuite d'exprimer une tendance à la capitulation devant le stalinisme. A cela Trotsky répond en reprochant à Schachtman de "*mettre ses pas dans les empreintes de Burnham*", ce "*prêtre de la science bourgeoise*". Venons-en au fait! Mais par où commencer?

Commençons donc par le fait que Schachtman rappelle à Trotsky une polémique passée dans laquelle Lénine déniait, contre Trotsky, l'existence d'un pur "Etat ouvrier", et expliquait que Trotsky retombait dans ses

erreurs des années 20, lors de la discussion sur les rapports entre syndicats et Etat soviétique. Trotsky, pour sa défense, se rapporte à la précision apportée par Lénine le 19 janvier 1921, à la définition de l'Etat soviétique donnée le 30 décembre 1920: *"J'aurais dû dire: un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays. et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique."* (23)

Trotsky parle d'une *"erreur significative dans la formulation sur la nature de l'Etat soviétique"*. Par là il fait allusion à la première façon dont Lénine s'était exprimé, en prétendant qu'on n'avait pas affaire en réalité à un Etat ouvrier, mais à un Etat ouvrier et paysan (le 30 décembre) (23). Il en conclut que la position correcte est de reconnaître que l'Etat ouvrier ne peut être simultanément un Etat paysan. Du reste, Trotsky explicite sa position: Lénine a eu tort à cette époque dans son argumentation contre lui, car *"il n'y avait aucune différence d'opinion entre nous sur la définition de l'Etat soviétique"*. Bien plus, ce qui compte c'est que la définition de 1919-20 reste *"concrètement inchangée"* (quelle dialectique!) aujourd'hui (1940), en ce qui concerne la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme; cela fait obligation au prolétariat de défendre l'Etat russe tel qu'il est.

Schachtman soutient contre Trotsky que l'on avait eu tout à fait raison, lors de la discussion sur les syndicats, en 1920-21, de soulever la question de la nature de l'Etat en Union soviétique. Et on a encore plus de raison de le faire aujourd'hui, alors que la guerre vient d'éclater (en septembre 1939). On ne peut plus considérer que le haut degré de dégénérescence atteint par le régime soviétique ne soit pas un élément décisif, sous le prétexte toujours renouvelé que l'on n'a pas touché à la propriété d'Etat. Il ne fait aucun doute que Schachtman atteignait là le point le plus vulnérable de la position de Trotsky.

Et nous nous trouvons de nouveau face au même complexe: propriété privée, propriété d'Etat, relation mutuelle de l'économie et de la politique. Est-ce que cette discussion avec Burnham et Schachtman a conduit Trotsky à modifier la conception que nous avons exposée? Voyons cela de plus près. Nous trouvons dans son pamphlet un chapitre intitulé: *"L'abstrait et le concret: l'économie et la politique"*. Il y déclare que Schachtman a gaspillé son temps à chercher à montrer que la propriété nationalisée ne détermine pas *"en elle-même et par elle-même"*, *"automatiquement"*, *"directement"*, *"immédiatement"*, la politique du Kremlin (24). Car *"les formes de la propriété déterminent, non point immédiatement, mais à travers une série de facteurs intermédiaires et à travers leur interaction, non seulement la politique, mais*

aussi la morale" (24). Nous avons déjà relevé, plus haut, une tournure de phrase de Trotsky où il est question de "*relations économiques ou de propriété*" (cf. 1929). Ici encore il semble qu'il considère les formes économiques et les formes de propriété comme équivalentes. La propriété nationalisée ne peut pas déterminer directement la politique du Kremlin, ne serait-ce que parce qu'il y a une opposition entre la base sociale fondée par la révolution d'Octobre et les tendances de la superstructure étatique. D'ailleurs, continue Trotsky, n'est-ce pas lui-même qui, il y a dix-sept ans déjà (en 1923), avait publiquement attiré l'attention sur la contradiction croissante entre les deux? Pas à pas il a suivi et constaté la croissance de l'indépendance de la bureaucratie par rapport au prolétariat et le renforcement de sa dépendance vis-à-vis d'autres classes et d'autres groupes, "*tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays*" (24). Et à la fin de son ouvrage polémique, Trotsky va jusqu'à écrire: "*La domination de la bureaucratie stalinienne serait inconcevable sans le G.P.U., l'armée, les tribunaux, etc. La bureaucratie soviétique soutient Staline précisément parce qu'il est parmi les bureaucrates le meilleur défenseur de ses intérêts.*" (24)

Mais de quels intérêts peut-il bien s'agir puisque, on s'en souvient, Trotsky dépeint, en 1932, la bureaucratie soviétique comme le "*système de l'action vivante des masses sur la structure économique*"? En dépit de cette dépendance croissante de la bureaucratie stalinienne par rapport aux autres classes (lesquelles?), et son indépendance accrue par rapport à la classe ouvrière, Trotsky ne veut pas abandonner pour autant la thèse de l'"Etat ouvrier". La raison qu'il en donne est une belle manifestation de son côté doctrinaire, complètement bolchevique (étatique): "*Si... l'U.R.S.S. avait compétement cessé d'être un Etat ouvrier, ce n'est pas une révolution politique qu'il faudrait [c'est-à-dire dirigée contre la bureaucratie soviétique (N.d.A.)], mais une révolution sociale.*" (24)

Or une révolution sociale change la structure économique par le renversement d'une classe dominante. Autrement dit, la conséquence que Trotsky refuse, c'est que la bureaucratie stalinienne devrait alors être considérée comme une nouvelle classe dominante et son système comme une autre structure économique. (Burnham s'est rangé à cette conclusion et en a tiré sa théorie de la révolution des managers.)

IX

A proprement parler, le sujet de la discussion entre Trotsky et l'opposition Burnham-Schachtman n'est pas la question de l'"Etat ouvrier" en tant que tel, mais bien ceci:

“Est-ce que l’Union soviétique est encore un Etat ouvrier, fût-il dégénéré, ou bien s’est-elle déjà transformée en une nouvelle sorte d’Etat exploiteur?” (24). Il est clair que Trotsky et ses partisans ont cherché désespérément à se protéger contre le second terme de l’alternative en recourant à des expressions anthropologiques ou médicales (“dégénéré”, “sains”, etc.). L’admettre c’était du même coup rejeter l’étatisme bolchevique dans son entier. Trotsky lui-même doit cependant concéder que : *“1) les traits qui constituaient en 1920 une ‘déformation bureaucratique’ du système soviétique se sont transformés en un régime bureaucratique qui a dévoré les Soviets; 2) la dictature de la bureaucratie, incompatible avec les tâches intérieures et internationales du socialisme, a introduit et continue d’introduire des déformations profondes jusque dans la vie économique du pays; 3) fondamentalement, cependant, le système de l’économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production a été préservé et constitue toujours une conquête grandiose de l’humanité.”* (24)

Comme, dans une guerre victorieuse des Etats impérialistes contre la Russie, ceux-ci non seulement liquideraient la dictature de la bureaucratie mais aussi l’économie planifiée d’Etat, et qu’ils partageraient le pays en sphères d’influence, il en résulterait inévitablement une stabilisation de l’impérialisme grâce à la colonisation de la Russie, et du même coup un affaiblissement du prolétariat mondial (et avant toute chose des peuples coloniaux) (24). Mais aussi longtemps qu’une telle guerre n’est pas une réalité, la tâche de la IVe Internationale reste essentiellement la même: *“Il faut renverser la bureaucratie et cette tâche n’est réalisable qu’en créant un parti bolchevique illégal en Russie.”* (24)

Nous pensons, nous, que cela ne ferait que relancer le cercle vicieux. D’après la lettre ouverte au camarade Burnham, Trotsky a reproché au camarade Schachtman, conformément à cette perspective, dans une lettre datée du 20 janvier 1939, de négliger *“la nécessité absolue de suivre avec attention le développement intérieur du parti stalinien”*. Et, dans sa polémique contre Schachtman, il cite le passage suivant de cette lettre: *“Je ne comprends pas pourquoi le Socialist Appeal néglige presque complètement le parti stalinien. Ce parti représente maintenant une foule de contradictions. Des scissions sont inévitables. Les prochaines adhésions importantes [à la IVe Internationale (N.d.A.)] viendront sûrement du parti stalinien. Nous devrions concentrer notre attention politique sur lui.”* (24)

N’a-t-on pas l’impression, en examinant cette perspective, que le seul principe directeur de toute la politique trotskyste est purement et simplement la reprise du pouvoir en Russie par Trotsky et ses partisans?

Nous avons vu que, selon Trotsky, le système de l’économie planifiée sur la base de la propriété d’Etat est *“et reste”* une acquisition colossale de l’humanité. Il en est tel-

lement persuadé qu'il s'emporte contre Schachtman et lui pose une question polémique sur l'expansion russe, sans remarquer qu'il soulève là un problème bien intéressant: "*Schachtman veut-il dire, à propos de l'U.R.S.S., que la propriété d'Etat des moyens de production est déjà devenue un frein au développement et que l'élargissement de cette propriété à d'autres pays constitue un facteur de réaction économique?*" (24)

Et pourquoi pas? Est-ce qu'une telle transformation serait en contradiction avec la dialectique de l'Histoire? La propriété privée elle aussi a été autrefois progressiste et s'est ensuite transformée en un frein au développement. Pourquoi devrait-on estimer que la propriété d'Etat des moyens de production aurait le privilège d'échapper à cette dialectique? Déjà, en 1880, Engels écrivait: "*Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de circulation ont été développés réellement par les sociétés par actions, et que donc l'étatisation devient pressante, économiquement inéluctable, qu'elle signifie, même si c'est l'Etat d'aujourd'hui qui la réalise, un progrès économique, un nouveau pas franchi sur le chemin de la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même.*" (25)

Est-ce que là où, à la suite des seize dernières années, la prise de possession des moyens de production par la société elle-même devient une nécessité économique inéluctable – et, finalement, c'est cela le socialisme – l'existence de la propriété d'Etat ne serait pas devenue un frein au développement ultérieur? Et est-ce que l'extension du capitalisme d'Etat russe aux pays avancés d'Europe n'aurait pas un résultat réactionnaire? Le passage à la propriété d'Etat des moyens de production (étatisme) n'est, au mieux, qu'une étape préalable au passage à la propriété sociale (socialisme). Pourtant le terme "propriété" masque quelque peu la condition déterminante: l'"*association des producteurs libres et égaux*" doit avoir le pouvoir *direct* de disposer des moyens de production. Voilà seulement ce que peut signifier la déclaration d'Engels selon laquelle la société doit franchir le stade "formel" de la propriété d'Etat des forces productives pour prendre possession "*directement et sans détours*" (c'est-à-dire au-delà de l'Etat) des forces productives (25). C'est la position des groupes sociaux dans le procès de production qui les constitue en classe, et ce n'est qu'en second lieu que cette position se trouve codifiée juridiquement, c'est-à-dire se traduit sous forme de rapports de propriété. Trotsky, lui, identifie les rapports de classe et les rapports de propriété lorsqu'il écrit "*rapports de classe (propriété)*" (1940) ou "*relations économiques ou de propriété*". C'est pourquoi la propriété d'Etat pure et simple des moyens de production ne peut construire des fondements socialistes qu'au sens de ce que Engels appelait en 1887 "le socialisme de juristes". En réalité, ces fondements ne peuvent être construits que par la prise en mains,

ne serait-ce que partielle, des forces productives par les producteurs.

X

Examinons, à la lumière de cette conception marxiste, d'autres considérations de Trotsky sur l'"Etat ouvrier", son expansion et sa défense. Apparemment on ne peut guère trouver à redire dans la phrase suivante: "*Constituer une économie planifiée sur la base de la propriété collectivisée indépendamment des frontières nationales, c'est le rôle du prolétariat international, et avant tout en Europe.*" (24) A condition qu'on n'entende pas par "collectivisation" la "nationalisation". C'est pourtant ce que fait Trotsky une fois de plus. Mais il porte lui-même un coup sévère à sa thèse lorsqu'il compare les "*méthodes bureaucratiques du Kremlin*" "*d'expropriation des possédants de Finlande et de Pologne*" aux "*méthodes dynastiques des Hohenzollern pendant l'unification de l'Allemagne*". "*Lorsque nous nous trouvons placés devant la nécessité de choisir entre la défense des formes réactionnaires de propriété à l'aide de mesures réactionnaires et l'introduction de formes progressistes de propriété à l'aide de mesures bureaucratiques, nous ne mettons pas du tout les deux camps sur le même plan et nous choisissons le moindre mal.*" (24)

Une fois encore les méthodes bureaucratiques se transforment en moyens d'introduction de formes progressistes de propriété. Comme il s'agit là de mettre en œuvre des mesures d'étatisation et par conséquent d'étendre le pouvoir de décision bureaucratique, les bureaucrates devraient se réjouir de voir quelqu'un leur assurer qu'ils sont les instruments du progrès. Mais c'est pourtant à la même bureaucratie que s'en prend Trotsky quand il écrit: "*Dans sa politique, tant intérieure qu'extérieure, la bureaucratie défend avant tout ses propres intérêts de parasite. Dans cette mesure, nous menons contre elle une lutte à mort; mais d'une manière très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se réfractent, en dernière instance, à travers les intérêts de la bureaucratie.*" (24)

Comme nous l'avons dit, ceci qualifie l'intervention armée de la Russie, conformément au pacte germano-soviétique, en Pologne orientale, et son invasion de la Finlande. Même dans de telles circonstances, écrit Trotsky, la IVe Internationale défend les intérêts de l'Etat ouvrier, car, indépendamment des buts poursuivis par tel ou tel gouvernement, indépendamment des occasions de généralisation de la guerre qui en résultent, il s'agit du destin des "*conquêtes historiques*", dans la guerre présente "*entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste*" (écrit en 1940!), "*conquêtes historiques*" que "*nous défendons sans conditions; sans conditions, c'est-à-dire en dépit de la politique réactionnaire de la bureaucratie*". Nous connaissons bien sûr ces conquêtes historiques: "*la propriété d'Etat et le*

monopole du commerce extérieur". Il est évident que les intérêts de l'Etat ouvrier s'y identifient. Ainsi Trotsky prétendait que l'invasion de l'Armée Rouge en Pologne orientale, le 17 septembre 1939, avait libéré une *"impulsion bureaucratique en direction de la révolution socialiste"* et ceci n'aurait pas été possible si la bureaucratie – probablement *"en dernière analyse"* – ne plongeait pas ses *"racines dans un Etat ouvrier"*. Et cela est cohérent, puisque, comme nous l'avons vu, la définition de l'"Etat ouvrier" ne retient que la propriété d'Etat des moyens de production et le monopole d'Etat du commerce extérieur, et que tous deux sont bien, dans les faits, les "racines" juridiques de la bureaucratie. En quoi consiste donc le bouleversement social des territoires occupés par l'armée stalinienne? En ce que la Biélorussie occidentale et l'Ukraine occidentale (la ci-devant Pologne orientale) ont élu une assemblée nationale. *"Aux élections aux assemblées nationales d'Ukraine occidentale et de Biélorussie occidentale, le programme électoral, dicté naturellement par le Kremlin, comportait trois points importants: le rattachement des deux provinces à la fédération de l'U.R.S.S., la confiscation des biens des propriétaires fonciers en faveur des paysans, la nationalisation de la grande industrie et des banques."* (24)

C'était donc pour l'essentiel le programme de la révolution agraire dans un pays industriellement arriéré, tel qu'il en surgira toujours dans toute l'Eurasie, et plus particulièrement en ce qui concerne le premier point pour les pays qui se trouvent dans la sphère d'influence de la Russie. Trotsky n'en déclare pas moins que le Kremlin qui, pourtant, a imposé un tel programme électoral s'est trouvé forcé par les *"seuls fondements sociaux de l'U.R.S.S."* (24) de choisir *"un programme de révolution sociale"*. En dépit de ses liens avec le national-socialisme, il a réalisé ces changements sociaux. En quel sens peut-on dire que "la base sociale de l'Union soviétique" a contraint la bureaucratie du Kremlin à effectuer la révolution sociale en Pologne orientale? Trotsky lui-même nous fournit une réponse sans équivoque: *"Sans cela, elle (la bureaucratie) n'aurait pas pu l'inclure dans la composition de l'U.R.S.S."* (24)!

On sait que l'expropriation des grandes propriétés au profit des paysans et l'étatisation des banques et de l'industrie lourde a déjà eu lieu dans d'autres pays, dont l'Etat possède aussi une bureaucratie qui est indépendante du prolétariat et qui, par conséquent, dépend d'autres classes et groupes sociaux. Toutefois nous n'avons jamais entendu dire que les ouvriers devaient défendre les "fondements socialistes" de ces pays. Trotsky lui-même cite dans sa polémique contre Schachtman un passage tiré du *New York Times* sur la ci-devant Pologne orientale, où l'on trouve ces phrases: *"Dans l'industrie on n'a pas encore pratiqué d'énergiques actes d'expropriation sur une large échelle. Les centres principaux du système bancaire et du système ferroviaire*

et un certain nombre de grandes entreprises industrielles étaient propriété d'Etat plusieurs années avant l'occupation russe. Dans les petites et moyennes industries les travailleurs exercent maintenant un contrôle sur la production." (24)

Par conséquent, les travailleurs ont le droit de contrôler la production dans les petites et moyennes industries, mais pas dans les grosses et les étatisées. Mais que déduire du fait qu'il n'y a même pas eu après l'occupation russe d'expropriation généralisée? Et ceci en dépit des revendications de nationalisation de l'industrie lourde et des banques, mises en avant par le programme. Doit-on conclure que le fait que les banques principales, les chemins de fer et nombre d'entreprises industrielles aient été expropriées par l'Etat capitaliste polonais avant l'arrivée de l'Armée Rouge, constituait déjà "une conquête colossale de l'humanité"? Il ne reste alors comme acte essentiel dans les transformations sociales déclenchées par l'Armée Rouge en Pologne orientale que la "révolution agraire". Trotsky l'examine en détail (26). Mais quel rapport y a-t-il entre une extension des révolutions paysannes euro-asiatiques et la fondation d'industries lourdes nationales sur une base capitaliste d'Etat qui les accompagne, avec l'établissement, la défense, c'est-à-dire l'expansion d'un "Etat ouvrier"?

Finalement, dans la conception de Trotsky lui-même il ne restait guère de l'"Etat ouvrier" que l'économie planifiée d'Etat sur la base de la propriété d'Etat des moyens de production. Le Socialist Worker Party discutait sans doute de la question de la définition de l'"Etat ouvrier", mais se dépêchait d'ajouter qu'il continuait de "*défendre l'économie planifiée*". Nous voyons maintenant que ses membres sont trotskystes conséquents. La définition de l'"Etat ouvrier" n'est certainement pas aussi importante à défendre que l'économie planifiée d'Etat et la propriété d'Etat des moyens de production... du moins pour les étatistes. La camarade Natalia Trotsky avait parfaitement raison de se séparer des trotskystes, mais elle ne pouvait guère le faire au nom de Trotsky et par référence à ses idées. Même dans la "perspective du plus profond pessimisme historique", celle où il faut reconnaître dans la Russie un système de néo-barbarie, voire admettre la possibilité théorique d'une société d'exploitation, ni bourgeoise, ni socialiste, celle du "collectivisme bureaucratique", il ne faudrait pas pour autant, selon Trotsky, conclure à l'abandon de la thèse de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., du moins aussi longtemps que celle-ci garde l'économie planifiée d'Etat et la propriété d'Etat des moyens de production. Nous ne pouvons que contredire Natalia Trotsky lorsqu'elle déclare aux trotskystes qu'elle ne reconnaît, dans leur politique, aucune des idées de Trotsky. Il n'y en a hélas! que trop. Et le pire, c'est que déjà du vivant de Trotsky c'étaient de "vieilles formules, complètement dépassées". Le nouveau mouvement ouvrier peut se passer des formules du trotskisme et des officiers trotskystes pour accomplir sa tâche.

Le bonapartisme de Trotsky

TROTSKY professe avec Lénine et bien d'autres marxistes "orthodoxes" la plus haute estime pour l'organisation industrielle que l'Allemagne mit en place pour produire les machines et le matériel de guerre. Le "socialisme de guerre" allemand lui a fait aussi une impression extraordinaire, comme en témoigne les nombreux discours qu'il a prononcés aux Etats-Unis à la fin de 1916. Sans doute, et cela va de soi, il se déclare contre les méthodes de la bourgeoisie de décharger les tensions entre les Etats – *la guerre* – et pour les méthodes du prolétariat de les éliminer – *la révolution*. Mais que faire si le prolétariat renonce et si la révolution se fait attendre? On doit alors se prononcer pour la victoire des pays progressistes. Et quelle nation, parmi celles qui combattent dans cette première guerre mondiale, devrait remporter la victoire? Trotsky répond: il n'y a qu'un seul pays parmi les belligérants qui, grâce à son développement capitaliste, dispose de moyens économiques, spirituels et culturels si gigantesques, que, au cas où il serait victorieux, il pourrait réaliser, éventuellement par la force, l'unification nécessaire du monde cultivé, ce qui représenterait un énorme pas en avant. Et ce pays c'est l'Allemagne! ⁽¹⁾

Qui peut alors s'étonner d'apprendre que Trotsky, lorsqu'il voulut, en mars 1917, après l'éclatement de la révolution, regagner la Russie via le Canada, ait été arrêté par les Anglais comme "agent allemand"? Mais l'histoire aime l'ironie, et c'est Pavel Milioukov, alors ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire, qui intervint auprès du gouvernement de la Grande Bretagne et obtint la libération de Trotsky!

Une fois arrivé en Russie, Trotsky écrivit un article dans l'organe central des bolcheviks, *Proletarii*, du 26 août 1917. La révolution, disait-il, devait se développer davantage et s'attaquer aussi aux propriétaires de l'industrie capitaliste. De nouveau il se réfère à l'économie de guerre allemande: "*En ce qui concerne l'introduction du contrôle de la production et de la distribution, le prolétariat a un modèle précieux: l'Europe occidentale, et, avant tout, ce qu'on appelle l'Allemagne du "socialisme de guerre"*".

Trotsky ajoute certes que "*ce travail d'organisation*" en Russie ne peut se faire que sur la base d'une révolution agraire et sous la conduite d'"*une force réellement révolutionnaire*" ⁽²⁾. Pour lui, comme pour les bolcheviks, il s'agissait des soviets, bien entendu sous la conduite du parti bolchevique. Beaucoup plus tard, chassé du pouvoir et devenu

chef de l'opposition léniniste, il donna son avis sur le premier plan quinquennal, disant que celui-ci devait se fixer comme but, *"en s'appuyant sur les avantages incomparables de notre structure économique"*, de *"mieux se préparer et mieux s'armer pour faire face à un blocus ou à une intervention"*. De nouveau il se réfère à l'exemple allemand, à son organisation pour la guerre. *"La chose la plus importante dans le cas d'une guerre dure et durable c'est d'avoir une industrie propre, aussi développée que possible, qui soit capable d'une production de masse mais aussi de passer rapidement d'un type de production à un autre. Le passé récent nous a montré qu'un pays aussi hautement développé industriellement que l'Allemagne, lié au marché mondial par des milliers d'attaches, a pu développer une vitalité et une capacité de résistance énormes, lorsqu'il fut, d'un coup, séparé du reste du monde par la guerre et le blocus."*

On voit que Trotsky conçoit la construction du socialisme et de l'industrie d'Etat en Russie, comme liée à l'économie capitaliste mondiale, mais avec la nécessité de *"se préparer à la guerre"*, parce que celle-ci est un risque inévitable, étant donnée la croissance même des liens avec le capitalisme mondial (3).

Il n'est donc pas douteux que l'esprit du socialisme de guerre allemand des années 14-18 est venu s'insinuer dans le cerveau de Trotsky et se mêler à la praxis bolchevique (4). Cependant le "socialisme de guerre" allemand n'aurait pas pu, à lui seul, avoir une telle influence sur la théorie et la pratique bolcheviques, si, en fait, les idées organisationnelles de type militaire que professaient Lénine et Trotsky ne lui avaient préparé le chemin. Car, pour Lénine, *"la révolution est une guerre"*; il la voit au premier chef comme un problème stratégique et tactique de guerre civile. C'est pourquoi Lénine considère que *"l'armée moderne... est un des bons modèles d'organisation"*. Et qu'est-ce que Lénine entend par "organisation"? *"Lorsque, poursuivant un but déterminé, saisis d'une volonté déterminée, des millions d'hommes changent leur comportement et leurs actes, les lieux et les méthodes de leurs actions, leurs armes et leurs outils – conformément aux changements des conditions de la lutte et des résultats de celle-ci."*

Et Lénine ajoute expressément que ceci vaut pour le combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie (5). Nous allons voir que Trotsky est d'accord avec cette conception militaire de l'organisation valable pour la lutte de libération du prolétariat.

II

Dans une conférence que fit Trotsky à Moscou le 28 avril 1918, il énonce comme tâches essentielles pour la

révolution de “rétablir l'ordre” dans le pays, de “reconstruire l'économie” et de “créer une force armée”. Ce n'est pas un hasard si Trotsky réunit ces trois tâches en une tâche essentielle (6). Il sera vite clair que le principe d'ordre qui doit diriger aussi bien l'armée que l'économie doit être le même: le principe militaire. On a célébré en Trotsky le fondateur et le créateur de l’*“Armée Rouge”* et on l'a comparé à Carnot, l'organisateur des armées de la révolution française (7).

Mais ce qui nous intéresse au premier chef ici, c'est la fait que Trotsky ait tenté rien moins que d'imposer aux travailleurs dans la production le même règlement qu'aux soldats de l'Armée Rouge. Dans la même conférence il réclame “une discipline de fer strictement appliquée, au travail”, et il donne un exemple qui participe entièrement de l'esprit de la citation de Lénine que nous avons faite plus haut. Il faut, dit-il, pouvoir *transférer immédiatement et à chaque instant un nombre donné de travailleurs de la métallurgie d'un lieu donné à un autre* (8). C'est pourquoi, lorsque fut créé sous sa présidence le haut conseil militaire, le commandement militaire engagea séance tenante une lutte contre le “*séparatisme et le fédéralisme militaire régnants*” (8). En pratique, il s'agissait d'une lutte contre les conseils de soldats et les groupes de partisans. Cette lutte aboutit au renforcement de l'autorité du sommet bureaucratique du commissariat du peuple aux armées. Dans son rapporte au Ve congrès des soviets, le 10 juillet 1918, Trotsky déclare: “*Sans centralisme, pas d'armée.*” (9). Le même congrès des soviets entérina l'introduction du service militaire obligatoire.

Immédiatement on réintroduisit la discipline, qui, pour reprendre un mot de Rosa Luxemburg contre Lénine, a toujours été imposée aux prolétaires par la caserne. Trotsky ne croyait même pas pouvoir renoncer à contrôler l'éclat des boutons des uniformes (10). Avec l'introduction du “*sens du devoir dans le métier des armes*” et la réintégration d'officiers tsaristes dans l'Armée Rouge, se trouva supprimé du même coup un autre principe révolutionnaire, introduit par les conseils de soldats: le droit, pour les troupes, d'élire leurs officiers. Cette tendance à la centralisation de l'administration militaire était également incompatible avec le principe des conseils, dont l'application dans l'armée est qualifiée par Trotsky de “*pseudo-démocratie chaotique... inadmissible, monstrueux, mortel*”. La suppression totale du système électif dans l'armée fut effective dès avril 1918. (11)

Trotsky présenta devant le VIIIe congrès du parti bolchevique des thèses sur la question militaire qui présentent un intérêt particulier pour le problème que nous discutons ici (avril 1919). Il y déclare que la prise du pouvoir politique par le prolétariat donne justement à celui-ci la possibilité d'utiliser l'appareil d'Etat pour la construction planifiée

d'une armée centralisée. Sur ces entrefaites, s'était développée contre l'Armée Rouge une agitation d'ouvriers et de "*communistes de gauche*" qui voyaient en elle la base d'un *futur bonapartisme*. Bien entendu Trotsky la combat. Mais ses thèses sur la question de l'élection du commandement ne sont pas "*entièrement catégoriques*". Il fait dépendre la décision de choisir soit la nomination, soit l'élection des officiers, de "*considérations pratiques*". Le caractère révolutionnaire d'une armée, poursuit-il, est déterminé par le caractère du régime qui la crée, lui fixe ses buts et en fait son instrument. Et comme, maintenant, en Russie, le prolétariat est au pouvoir, l'Armée Rouge ne peut être rien d'autre qu'une arme d'auto-défense socialiste du prolétariat et des paysans pauvres. Le co-rapporteur de l'opposition, Smirnov, fit avant tout des réserves sur la réintégration d'officiers tsaristes et réclama la démocratisation des formes extérieures de l'Armée Rouge, pour ne pas la rendre repoussante aux paysans et aux ouvriers. Les thèses de Trotsky sur la question militaire furent adoptées cependant à l'unanimité des participants au VIII^e congrès du parti bolchevique. ⁽¹²⁾

Où en était alors la menace de bonapartisme?

III

Bien que nous ayons parfaite conscience des différences sociologiques entre la France révolutionnaire de 1790-1800 et la Russie révolutionnaire de 1917-1927, nous allons quand même faire référence à la conception marxienne du bonapartisme. Dans le *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*, Marx décrit comment la révolution française dut développer la centralisation, mais aussi l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Cette œuvre, déjà commencée par la monarchie absolue, créa un pouvoir exécutif "*avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec son mécanisme étatique complexe et artificiel, son armée de fonctionnaires d'un demi million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats*". Marx qualifie cet appareil d'Etat bureaucratico-militaire moderne d'"*effroyable corps parasite qui recouvre comme une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores*". Ce vigoureux tableau fait ressortir l'essentiel: l'Etat organisé militairement entrave et étrangle la société. "*Napoléon*", continue Marx, "*acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat*". Puis Marx dégage les principes de cet auto-détachement de l'organisation sociale: "*Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison*

d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités."

Marx dépeint le processus bonapartiste comme une évolution telle que l'État semble devenir complètement indépendant. Toutefois le bonapartisme représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les *paysans parcelnaires*. *"L'influence politique des paysans parcelnaires trouve... son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif."*

Le bonapartisme ne représente assurément pas les paysans révolutionnaires, mais le paysan conservateur, devenu propriétaire par le partage des grosses propriétés féodales. Par sa nature même, la propriété parcellaire sert de base à une bureaucratie toute puissante et innombrable. *"Elle crée enfin une surpopulation sans travail qui, ne trouvant place ni à la campagne ni dans les villes, recherche, par conséquent, les postes de fonctionnaires comme une sorte d'aumône respectable, et en provoque la création."*

"Sous Napoléon 1er, ce nombreux personnel gouvernemental n'était pas seulement directement productif en ce sens, qu'au moyen des impôts prélevés par l'Etat, il réalisait pour la paysannerie nouvellement constituée, sous forme de travaux publics, ce que la bourgeoisie ne pouvait encore réaliser à l'aide de son industrie privée." Pourtant, et Marx insiste là-dessus, la bureaucratie *"n'est que la forme inférieure et brutale d'une centralisation"* de la société.

Enfin, le bonapartisme culmine dans la *"prépondérance de l'armée"*. Qui ne penserait, à la lecture de ce passage de Marx, à l'Armée Rouge, telle que nous l'avons vue agir en Europe centrale et orientale: *"L'armée était le "point d'honneur" des paysans parcelnaires; c'était eux-mêmes transformés en héros, défendant la nouvelle forme de propriété à l'extérieur, magnifiant leur nationalité nouvellement acquise, pillant et révolutionnant le monde. L'uniforme était leur propre costume d'Etat, la guerre leur poésie; la parcelle, prolongée et arrondie en imagination, la patrie et le patriotisme la forme idéale du sentiment de propriété."*

Il est vrai qu'en Russie, les nécessités de la production agricole moderne exigeaient la mise en place d'un travail communautaire de paysans sous forme d'une organisation étatique et sous une direction bureaucratique. Si nous continuons, cependant, d'estimer, avec Marx, que la centralisation politique dont la société moderne a besoin, *"ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique"*, nous voyons immédiatement que Trotsky, avec ses méthodes d'organisation de l'Armée Rouge, *nolens volens*, a lui-même créé les bases du bonapartisme bolchevique, si nous nous en tenons à la conception de Marx du bonapartisme. ⁽¹³⁾

Mais alors la comparaison de Sadoul entre Carnot et

Trotsky n'est plus valable. Carnot, en effet, s'est opposé avec force au césarisme de Bonaparte. Non seulement il a protesté contre le rétablissement de la monarchie* mais même, auparavant, contre le Consulat à vie (1803). C'était un républicain convaincu et il pensait que *"la liberté est possible et que son règne est plus léger et plus durable que n'importe quel règne de l'arbitraire."* (14). Trotsky, au contraire, ne s'est opposé au bonapartisme que lorsqu'il est devenu manifeste que ce ne serait pas *lui* qui remplirait la fonction de Bonaparte dans la révolution russe.

IV

La fondation et l'installation de l'Armée Rouge centralisée n'auraient pas suffi, par elles-mêmes, à tout décider. Une armée moderne doit s'appuyer sur une puissante industrie d'armement. En Russie, à la fin de 1917, cette industrie était complètement arrêtée. Il fallait donc la reconstruire et la remettre en route. Et, de toute façon, il fallait le faire pour répondre aux exigences de la guerre civile. Pourquoi, alors, ne pas appliquer à l'industrie les principes qui s'étaient montrés excellents et efficaces pour la construction de l'Armée Rouge, c'est-à-dire les principes de la militarisation? Là aussi, ne faut-il pas prendre des décisions rapides? Ne faut-il pas l'unité de la volonté, la discipline inconditionnelle, qui, de toute façon, est à la base du bolchevisme? C'est pourquoi Trotsky en tira la conclusion que: *"le travail, la discipline et l'ordre sauveront la république soviétique"* et il réclama la militarisation totale de la société russe. (15)

Au même moment Lénine révisait la conception marxiste de la *"dictature du prolétariat"*, et il rédigeait, au début de 1918, une brochure dans laquelle il essayait de prouver qu'il n'y a pas d'opposition de principe entre la démocratie socialiste soviétique et la dictature de quelques personnes. De plus, il exigeait, dans l'*"intérêt du socialisme"* l'obéissance sans réserves des masses travailleuses à la volonté unique des dirigeants de la production. Bien sûr, il conseillait *"d'extirper encore et toujours l'ivraie du bureaucratisme"*, mais il se prononçait encore et toujours *"résolument... pour un pouvoir fort et sans merci, pour la dictature personnelle dans telles branches du travail, dans tel exercice de fonctions de pure exécution"*. (16)

Sous la pression conjuguée des nécessités militaro-économiques de la guerre civile et des principes d'organisation bolcheviques, la nouvelle organisation de l'économie russe, celle de la période de transformation économique du capitalisme au socialisme, se fit sous le signe du "socialisme de caserne", celui là-même que la social-démocratie allemande avait préconisé dès 1884. Les bolcheviks, eux-

* (sous forme de l'Empire [N.d.T.])

mêmes, qualifièrent, plus tard, à juste raison, cette période de “communisme de guerre”.

Car la politique économique avait, pour l'essentiel, deux tâches à résoudre: d'abord extraire d'une industrie désorganisée les produits nécessaires pour la poursuite de la guerre; ensuite, obtenir de l'économie agricole, par des méthodes plus ou moins violentes, la livraison des produits de consommation pour les ouvriers et les soldats. Il s'agissait donc, ni plus ni moins, d'une économie de guerre encore plus stricte, analogue au “socialisme de guerre” mis en place en Allemagne et, finalement, dans tous les pays belligérants de 1914-18. ⁽¹⁷⁾ De même que la construction de l'Armée Rouge avait dépossédé les soviets de soldats de leur pouvoir, de même la reconstruction de l'industrie, à partir de principes d'organisation militaires, priva progressivement les conseils ouvriers de toute signification et de toute autorité. Déjà avant le congrès de mai 1918 des conseils pour l'économie, les bolcheviks avaient exigé que les dirigeants d'entreprises aient entière autorité, et le conseil d'entreprise seulement voix consultative. (Ce principe se trouve déjà énoncé dans la première rédaction du décret sur la gestion des industries nationalisées, mais il dut être supprimé sous la pression des ouvriers “syndicalistes” et “anarchistes”.)

La militarisation du travail devait combattre un autre phénomène: les ouvriers affamés avaient abandonné par milliers les villes et les entreprises pour se précipiter à la campagne où, non seulement il y avait d'avantage à manger, mais où de plus les salaires étaient plus élevés. ⁽¹⁸⁾ Ainsi le commissaire du peuple au travail pour la ville de Moscou, Nogin, déclara dans son discours au premier congrès des commissaires du peuple au travail: “*Il faut obliger les gens à travailler. L'énergie qui servait à élever les profits des entrepreneurs privés, doit être mise au service de l'Etat.*” ⁽¹⁹⁾ Ainsi l'obligation du travail dont parlait déjà Lénine dans son plan de nationalisation de décembre 1917, mais en visant les éléments bourgeois, s'appliqua principalement aux ouvriers. ⁽²⁰⁾ Le 3 septembre 1918, parut un décret qui précisait que les chômeurs ne pouvaient refuser les offres de la bourse du travail. En décembre 1918, on publia le “Code du Travail” dont les articles 51 et 52 décidaient un recensement des ouvriers au travail et disposaient qu'aucun ouvrier ne pourrait quitter son travail sans l'accord de son conseil d'entreprise et, en dernière instance, de son syndicat. Dès 1919, la production industrielle se trouvait organisée de manière militaire, la haute administration de l'économie s'occupait presque exclusivement de l'équipement et du ravitaillement de l'Armée Rouge. Et il était tout à fait cohérent de décider que tout manquement dans le domaine de l'économie soit assimilé à la désertion, comme le fit peu après une disposition spéciale du Code du Travail. La com-

pétence des tribunaux de guerre et l'applicabilité de la peine de mort furent étendues aux infractions au décret sur l'obligation du travail.

V

Trotsky participa de manière décisive à cette évolution, et il en tira finalement les conséquences sur le plan des principes. Devant le VIIe congrès des soviets (décembre 1919), parlant de l'appareil militaire qu'il avait créé, il déclare: *"Notre appareil s'est montré capable de remettre en route l'industrie de guerre... Ce fait, et je fais ici une incidente, prouve que l'appareil qui s'est montré capable de mettre sur pied l'industrie de guerre en un mois, sera aussi capable de remettre en marche l'ensemble de l'industrie. Il s'ensuit que cette mise à l'épreuve de notre appareil militaire est, plus généralement, une mise à l'épreuve de notre régime."* (21)

L'organisateur de l'Armée Rouge ne demande-t-il pas, ici, d'appliquer à l'organisation de la production industrielle les principes bureaucratique-militaristes? Déjà devant le VIIIe congrès du Parti, en avril 1919, il avait déclaré que, théoriquement, on posséderait *"la meilleure armée du monde, l'armée la plus invincible"*, si le développement et l'organisation de la production se calquaient sur le métier des armes, si industriel et militaire étaient coordonnés. C'est vers une telle organisation militaire que l'on tendait. (22) Trotsky s'est lui-même exprimé assez clairement sur cette *"économie publique du militaire"* (pour reprendre méchamment un mot de Wichard Von Möllendorfs (23)), de la fin de 1919 au début de 1920. Ses prises de position sont suffisamment importantes pour être citées en détail: *"l'obligation, et par conséquent la coercition, est la condition indispensable du réfrènement de l'anarchie bourgeoise, de la socialisation des moyens de production et de travail, et de la reconstruction du système économique selon un plan unique..."*

Sans les formes de coercition gouvernementale qui constituent le fondement de la militarisation du travail, le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux... Sans obligation du travail, sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent leur substance, car ils sont nécessaires à l'État socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail - ceci est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale - mais afin d'ordonner la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories et certains ouvriers à leurs postes pour un laps de temps déterminé, afin, en un mot, d'incorporer autoritairement, en plein accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du

plan économique unique." (24)

Ainsi se parfait la construction d'une économie socialiste sous la forme d'une organisation militaro-bureaucratique. Quant aux organisations des travailleurs héritées de l'époque capitaliste, elles doivent être intégrées à la "*militarisation du travail*" pour discipliner et diriger les ouvriers.

Il est aussi intéressant de voir comment Trotsky répondit aux reproches qu'on lui adressait sur son "militarisme": "*... le militarisme, dans lequel tous les traits du développement social trouvent leur expression la plus absolue, la plus nette et la plus définitive, peut être envisagée de deux points de vue: premièrement du point de vue politique ou socialiste [!(N.d.A.)] – et ici tout dépend de ce fait: quelle est la classe au pouvoir?; deuxièmement, du point de vue de l'organisation comme un système de stricte répartition des obligations, des rapports mutuels réguliers, de responsabilité absolue, de rigoureuse exécution.*" (24)*

Tout ceci autorise à conclure que Trotsky identifiait le "communisme de guerre", ou, selon son expression, "la démocratie ouvrière militaire" (25), au passage au socialisme.

La Révolution russe aux Cahiers Spartacus

Rosa Luxembourg : La Révolution russe

Haganov : Le Stalinisme et les Juifs

Le testament de Lénine

PIC : Les origines d'octobre 1917

Vinatrel : l'URSS Concentrationnaire

Ida Mett : Le paysan russe dans la révolution et la post-révolution

L. Trotsky : Rapport de la délégation sibérienne

A. Pannekoek, K. Korsch : Lénine philosophe

Skirda : Les anarchistes russes et les soviets

R. Rocker : Les soviets trahis par les bolchéviks

R. Luxembourg : Marxisme contre dictature

G. Sabatier : Brest-Litovsk 1918, coup d'arrêt à la révolution

Ida Mett : La commune de Cronstadt

P. Papaïoannou : Lénine ou l'utopie du pouvoir

A. Ciliga : Lénine et la Révolution

Bordiga : Russie et révolution dans la théorie marxiste

S. Schwarz : Lénine et le mouvement syndical

(*) Le texte allemand au lieu de "*rigoureuse exécution*" dit: *rauhem Gehorsams*: obéissance brutale!! (N.d.T.)

Antonov-Ovseenko énumère encore toute une série de projets, visant à *“la reconstruction de la direction de notre industrie à l'image du commandement militaire”*, car la majorité du Parti, *“poussée par les forces naturelles”* était prête à appliquer dans la sphère des réalités économiques les méthodes qui avaient remporté un tel succès dans la reconstruction de l'armée. ⁽²⁶⁾ C'est pourquoi, à la fin de 1919, Trotsky esquissa ses thèses sur la *“militarisation du travail”* (Thèse 21) et exigea la *“militarisation aussi bien d'entreprises isolées que de branches d'industrie”* dans le but explicite de *“garantir provisoirement aux entreprises les travailleurs dont elles ont besoin et d'introduire un régime plus strict”* avec des *“dispositions disciplinaires”*. Pour rassembler la force de travail nécessaire, on aurait à procéder à une mobilisation, à partir de laquelle on pourrait construire une organisation du travail sur le type militaire (thèse 25) ⁽²⁷⁾. Il faut citer en entier certaines des thèses présentées par l'organisateur de l'Armée Rouge devant le comité central du PC russe et qui traite *“de la mobilisation du prolétariat industriel, de la militarisation de l'économie et de l'utilisation de formations militaires pour des buts économiques”*:

Thèse 21: Dans la période de transition, dans une société qui est écrasée par l'héritage d'un passé exceptionnellement difficile, le passage au travail social planifié et organisé est impensable sans recours à des mesures coercitives. Mesures contre les éléments parasites, mais aussi contrainte imposée aux éléments arriérés de la paysannerie et de la classe ouvrière elle-même. L'instrument de la contrainte d'Etat c'est la force militaire [! (N.d.A.)]. Les éléments de la contrainte militaire sont par conséquent, jusqu'à un certain point, que ce soit sous une forme ou sous une autre, inévitables et sont propres à une économie de transition reconstruite sur la base de l'obligation générale de travailler.”

La vingt-deuxième thèse porte sur l'inséparabilité de la politique et de l'économie. (Un an plus tard, Lénine allait s'opposer à Trotsky et déclarer que *“la politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie”*. ⁽²⁸⁾) Cette même thèse identifie la mobilisation de l'économie à la mobilisation militaire imposée par la guerre civile.

Citons encore la thèse 27: *“L'entrée en vigueur de l'obligation du travail, par son existence même, pose les mêmes questions organisationnelles fondamentales que l'institution du pouvoir soviétique et la création de l'Armée Rouge. Comment assurer que la paysannerie arriérée trouve ses conducteurs et ses organisateurs naturels dans les ouvriers avancés qui, dans leur majorité, ont reçu une formation professionnelle? Dans la mesure où l'armée a constitué l'expérience la plus significative d'une telle organisation de masse soviétique [! (N.d.A.)], il faut transporter ses méthodes (avec les modifications nécessaires) dans le domaine de l'organisation du travail, et mettre à profit immédiatement les expériences de ceux qui auront été*

déplacés des tâches militaires aux tâches économiques.”

La vingt-neuvième thèse, non seulement insiste sur “*l’inévitabilité et le caractère progressiste de la contrainte militaire dans le domaine de l’économie, sur la base de l’obligation générale du travail*”, mais, de plus, parle de l’*“inévitabilité et du caractère progressiste du rapprochement croissant entre l’organisation du travail et de la défense dans la communauté socialiste”*. (29)

VI

Le 15 février 1920, Lénine signa une ordonnance sur la “*première armée révolutionnaire du travail*”, selon laquelle le troisième corps d’armée de l’Armée Rouge, après la victoire sur Koltchak et Dénikine, était transformé en armée du travail. Au même moment, Trotsky présentait ses thèses au troisième congrès des conseils économiques (janvier 1920); il y fut énergiquement soutenu par Lénine. S’appuyant sur l’expérience de l’armée ouvrière d’Oural, qui avait été transférée du front de guerre au front de la production en gardant “*inchangée fondamentalement son organisation et sans être désarmée*” (30), Trotsky se présenta devant le IXe congrès du Parti (mars-avril 1920) pour répondre aux objections sur la faible productivité du travail forcé.

Il dut concéder aux critiques que l’appareil d’organisation des armées *actives* n’est pas adapté à la direction du processus du travail, et qu’il fallait y apporter les modifications nécessaires. (30) Et dans le cadre de son exposé sur le problème du “*passage au système des milices*”, il développa son idée de base de la manière suivante: Notre tâche est l’*“industrialisation de notre armée”* et ceci n’est accessible que si les départements militaires et industriels marchent de pair. La base de toute la structure des détachements en milices pourrait être trouvée dans un certain regroupement des entreprises dans une plus large périphérie industrielle qui les englobe. “*Le commandement des milices doit être lié de la manière la plus étroite à la vie économique de chaque district (rayon)*”. De plus l’appareil de mobilisation militaire doit se fondre avec l’appareil de mobilisation du travail. Ainsi se trouveraient accomplies du même coup deux tâches: assurer la renaissance économique, et assurer le maintien de la capacité de combattre. (31)

Sans doute les thèses qui furent acceptées par le IXe congrès du Parti sur la reconstruction de l’économie, impliquaient, en fait, l’abandon des “*perspectives immenses*” qui s’étaient ouvertes à la suite de l’installation de la première armée du travail, dans la mesure où elles rentraient l’utilisation des armées dans le travail civil A des domaines très limités, en fait à des travaux de caractère simple, facile-

ment accessibles à un membre de l'Armée Rouge. Sinon il fallait transformer l'armée du travail en petites unités de choc que l'on répartirait dans les entreprises industrielles. Mais le congrès, dans sa résolution, insiste sur la nécessité d'un "*rapprochement progressif de l'armée du processus de production*", suivant le développement des forces, et répète pour l'essentiel les thèses du rapporteur que, du reste, Lénine avait soutenues dans ses recommandations au troisième congrès des conseils économiques. ⁽³²⁾ Déjà, le décret du 20 janvier 1920, sur l'application de l'obligation du travail, faisait passer dans la loi l'essentiel des thèses de Trotsky sur la militarisation du travail. ⁽³³⁾ Dès lors la militarisation de l'économie, conformément aux thèses de Trotsky et aux exigences de Lénine, s'imposa de plus en plus, le travail salarié prit de plus en plus le caractère de travail forcé et le "*passage de la gestion par un collectif élu à la forme de la dictature personnelle*" se généralisa. ⁽³⁴⁾ Kamenev décrit ainsi ce processus: "*La collaboration dans le travail des militaires et des civils atteignit un niveau tel que tous les appareils administratifs et les fonctionnaires se transformèrent en appareil et en fonctionnaires de l'Armée Rouge.*" ⁽³⁵⁾ Pourtant, peu de temps après le IX^e congrès du Parti, les combats contre Wrangel et la campagne de Pologne commencèrent et les bolcheviks furent contraints de rapporter la mise en œuvre des directives du Parti, prises au début de 1920, sur l'armée du travail ⁽³⁶⁾. Pour caractériser le système de la militarisation du travail il suffit de remarquer que l'on nomma comme président du comité central pour l'obligation du travail, le commissaire du peuple à l'intérieur, le fondateur et le chef de la Tchéka (la future GPU), Dzerjinsky!

Plus tard Trotsky contesta que le trotskysme s'identifie justement aux méthodes de la guerre civile et du "*communisme militaire*", avec la construction de l'armée industrielle et la "*militarisation du travail*", celles que Trotsky lui-même avait employées. En ce qui concerne le "*communisme militaire*", il va jusqu'à parler de "*mensonge*". Mais pour l'essentiel sa défense repose sur deux arguments: tout d'abord, Lénine l'avait toujours soutenu officiellement dans les mesures qu'il prenait et partageait ces conceptions (ce dont nous ne doutons absolument pas); deuxièmement, les mesures prises "*avaient été imposées par la situation de l'époque*". ⁽³⁷⁾ Nous ne doutons pas non plus de la justesse de cette seconde thèse, mais nous faisons remarquer que Trotsky —comme nous avons pu le montrer ici avec abondance de documents pleins d'enseignements— ne considérerait pas les méthodes du "*communisme militaire*" comme temporaires et imposées par la nécessité mais qu'il y voyait les principes mêmes de la construction de l'économie socialiste. En ce qui concerne l'accord fondamental entre Trotsky et Lénine, il semble bien que le théoricien Trotsky ait été plus "*conséquent*" que ce que pouvait se permettre le

grand politicien réaliste en mainte occasion. Sinon comment expliquer que dans le *“testament de Lénine”* du 22 décembre 1922 on trouve ce jugement sur Trotsky: *“il pêche par excès de confiance en soi, par surestimation de la réglementation autoritaire de l'économie”*.⁽³⁸⁾ Un autre fait est aussi caractéristique. Ce sont précisément les spécialistes de l'économie planifiée, comme Kritzmann et Larin, qui adoptèrent avec enthousiasme l'idée de la reconstruction de l'industrie russe par la *“militarisation du travail”*. Particulièrement intéressant est l'exemple de Larin qui, exilé à Stockholm pendant la première guerre mondiale, eut l'occasion d'étudier l'économie de guerre allemande, qui, tant en Russie qu'à l'étranger, aimait à opposer la gabegie russe aux capacités allemandes qu'il vantait, et qui déclarait que l'économie de guerre allemande était la première tentative pratique d'édifier une économie collective!⁽³⁹⁾ Soyons nous-mêmes conséquents et reconnaissons qu'en ce qui concerne le *“communisme de guerre”* en Russie, il s'agit de la première tentative de transposer dans ce pays les principes du *“socialisme de guerre”* allemand. Et sur cette question, il est absolument indéniable que Trotsky et Lénine ont été fondamentalement d'accord.⁽⁴⁰⁾

VII

On sait que le communisme de guerre et la militarisation du travail finirent par faire naufrage et qu'au début de 1921, fut instituée une nouvelle politique économique: la NEP, qui sans aucun doute renforça de manière décisive les positions du capitalisme d'Etat. Nous n'envisagerons ici l'introduction de la NEP que sous l'angle spécialisé militaro-politique que nous avons adopté jusqu'ici.

Pendant la période du communisme organisé militairement, les liens entre les paysans et les travailleurs se relâchèrent, et la révolution prolétarienne et la révolution paysanne s'opposèrent de plus en plus. Plus tard Sokolnikov, au cours d'une explication avec Trotsky, affirmera avec raison que la reconnaissance du droit des paysans à la terre impliquait la *“rupture de l'alliance entre les paysans et les ouvriers”* et l'abandon des méthodes de *“commandement à la militaire”* du paysannat, dès que cesseraient les opérations militaires, (c'est-à-dire en 1921). Ceci entraînait la fin ou, tout au moins, l'adoucissement des mesures coercitives dans l'agriculture⁽⁴¹⁾. La vague de soulèvements paysans qui balaya la Russie à partir de 1920 pouvait sans doute être refoulée par l'intervention de l'Armée Rouge,

voire par des ouvriers des villes armés, mais il était impossible d'empêcher les paysans de ne produire que pour leur propres besoins. Les bolcheviks reconnurent qu'on ne pouvait réussir à faire croître la production agricole, en appliquant des principes militaires d'organisation. Ils admirent que les paysans avaient besoin d'une stimulation pour fournir des surplus agricoles, et avant tout d'un marché libre où ils pourraient disposer librement de leurs produits. A la place des livraisons forcées, des réquisitions de produits en nature, on introduisit un impôt qui laissait aux paysans des surplus ⁽⁴²⁾. Et la législation qui entra en vigueur en 1922 renonçait explicitement à la socialisation des vingt millions d'entreprises agricoles.

On avait dû aussi tirer, dans le domaine militaro-politique, des conséquences décisives de la défaite de l'Armée Rouge dans la guerre contre la Pologne. On se rendit compte qu'à l'époque de la guerre mécanisée, la lutte contre une armée moderne exigeait des cadres techniques de première qualité. Ceux-ci devaient nécessairement, dans une armée organisée industriellement, être constitués par un noyau d'ouvriers de qualité et instruits. Après la campagne de Pologne on démobilisa l'armée de masse, insuffisamment qualifiée techniquement qui constituait l'Armée Rouge. Les effectifs de celle-ci passèrent de cinq millions en 1920 à deux millions en 1922, pour finir à 600 000 en 1923. Mais pour pouvoir, en cas de besoin, refaire une armée de masse, après une telle réduction de la quantité au profit de la qualité des cadres, on introduisit le système des milices et de la territoriale déjà proposé par Trotsky devant le IXe congrès du Parti (mars-avril 1920). Il est caractéristique que: *"l'introduction de la N.E.P. n'ait pas eu pour moindre raison de créer les conditions nécessaires à l'installation des milices prêtes à combattre; condition qui, dans des circonstances particulières, résidaient ou résident encore dans la construction des forces productives et de la réorganisation du commerce, ainsi que dans le rétablissement de relations supportables entre le travailleur et le paysan."* ⁽⁴³⁾

Cette intéressante remarque prend tout son sens lorsqu'on se souvient de celle de Trotsky rappelant, en 1919-20, que l'armée était composée pour les quatre cinquièmes de paysans ⁽⁴⁴⁾.

Nous avons déjà constaté quelle puissance se trouvait concentrée dans les mains de Trotsky en 1920: en tant qu'organisateur de l'Armée Rouge, il régnait sur l'ensemble des réserves humaines, les chemins de fer dépendaient entièrement de lui, et il semblait bien en mesure de faire régner la militarisation du travail dans l'économie russe. Ce centralisme militaire rencontra l'opposition, non seulement des paysans et des ouvriers, mais même de l'appareil du Parti, dans lequel se constitua, sous la conduite de Staline, une *"opposition anti-militaire"*. Lénine essaya d'aplanir ces différends en rappelant le génie militaire de Trotsky et les

services qu'il avait rendus à la Révolution, mais, au cours de ce conflit, il se trouva contraint de défendre plus d'une fois Staline contre l'hostilité de Trotsky. Celui-ci qui, pendant deux ans et demi, organisa et dirigea de son train spécial non seulement l'Armée Rouge mais aussi l'armée du travail et de l'industrie, se vit reprocher par les vieux bolcheviks ses "tendances bonapartistes": *"Nourris des enseignements de la grande Révolution française, les bolcheviks voyaient avec étonnement le comportement du commandant suprême de l'Armée et ne pouvaient que penser à Napoléon Bonaparte."*

Cette description de Ruth Fischer ⁽⁴⁵⁾ se trouve encore renforcée lorsqu'on sait que la direction collégiale, celle du "Conseil de guerre révolutionnaire" n'avait pas grand chose à faire, car le lieu d'où se prenaient toutes les décisions de caractère militaire et organisationnel, c'était justement le train spécial de Trotsky. On craignait dans le Parti, une séparation de l'Armée et du Parti, et on entreprit de faire repasser sous le contrôle des bolcheviks les affaires militaires. Ainsi en 1919, le Plénum du Comité Central Exécutif décida d'organiser un nouveau Conseil de Guerre et ceci contre l'avis de Trotsky.

Trotsky menaça, alors, de donner sa démission et on eut beaucoup de peine à calmer le conflit. A partir de ce moment, il essaya d'accroître encore son pouvoir au détriment de l'appareil du Parti, mais ce projet devait nécessairement l'amener à s'opposer fortement à Lénine. Cette opposition apparut ouvertement à la fin de 1920, dans la discussion sur la question syndicale. Nous avons vu plus haut que Trotsky pensait que l'Etat bolchevique n'avait aucun besoin de syndicats-organisations de travailleurs luttant pour l'amélioration des conditions de travail, mais bien de syndicats utilisés comme moyen d'organiser, de discipliner, de diriger la classe prolétarienne pour répondre aux exigences de la production. A l'époque du Ve congrès panrusse des syndicats (novembre 1920), Trotsky exigea l'enrôlement des syndicats dans l'économie militarisée. On lit dans son auto-biographie: *"Je ne voyais pas, dans le cadre du communisme de guerre qui, au moins en principe, avait nationalisé tous les moyens et ressources et organisait la répartition pour répondre aux besoins de l'Etat, de place pour des syndicats jouant un rôle indépendant. Si l'industrie pour fonctionner recourait aux fournitures par l'Etat des produits nécessaires aux travailleurs, il fallait que les syndicats fussent intégrés dans le système d'administration étatique de l'industrie et de distribution des produits."*

Trotsky ne voulait certainement pas faire des syndicats une sorte de bastion avancé du "front ouvrier" du parti étatique, mais, selon toute apparence, son idée première c'était de renforcer son propre appareil militaire en lui subordonnant les syndicats et ainsi contrebalancer le règne du Parti dans l'appareil d'Etat. Nous sommes d'accord avec

Ruth Fischer lorsqu'elle écrit: "*Devenu leader d'un combiné militaro-syndical, Trotsky aurait détenu la position-clef dans le Parti et l'Etat.*" Face à cela, Lénine se retrouvait aux côtés de Staline et des autres bolcheviks pour défendre le *monopole du Parti*. Nous tenons pour tout à fait vraisemblable qu'aussitôt après le Plénum du Comité Central Exécutif, d'Octobre 1923 (qui décida de faire contrôler le Conseil de la Guerre par une délégation de bolcheviks éminents), Trotsky résolut de se joindre à l'opposition aux dirigeants du Parti ⁽⁴⁶⁾. A un moment décisif, juste avant le soulèvement de Cronstadt et l'introduction de la N.E.P., Lénine se retrouva avec les vieux bolcheviks pour s'opposer à la victoire totale du bonapartisme trotskyste et pour rétablir l'autorité du Parti sur l'Armée Rouge, organisée par Trotsky. Ce qui suivit, jusqu'à la résolution d'octobre 1923 qui conduisit Trotsky à l'opposition déclarée, n'a été que la conséquence de l'attitude de Lénine, que Staline poussa au bout. C'est pourquoi le bonapartisme russe n'est pas sorti de l'appareil de l'armée, mais de la bureaucratie du Parti.

Et pourtant c'est Trotsky lui-même qui créa les bases du Stalinisme. Nous avons vu comment l'"amère nécessité de construire l'Armée Rouge" avait créé la première brèche dans le système des conseils. Les conseils ouvriers et les conseils d'entreprise devaient subir ultérieurement un sort analogue à celui des conseils de soldats, et c'est Trotsky qui justifia leur court-circuitage et leur neutralisation, au nom des nécessités de la centralisation, et qui qualifiait leurs partisans de "fédéralistes réactionnaires" et d'"anarchistes petit-bourgeois". Ici encore il nous faut adhérer à ce jugement d'A. Rosenberg: "*Il (Trotsky) oublie que la Commune de 1871 fut l'œuvre de fédéralistes anarchistes et que l'essence de l'idée soviétique de 1917 était également un anti-centralisme anarchiste et anti-étatique. Le 'centralisme révolutionnaire et prolétarien' est peut-être nécessaire dans la Révolution et la guerre. Mais ses ancêtres sont les hommes de la Terreur française de 1793 et il n'a rien de commun avec le système des soviets.*" ⁽⁴⁷⁾

Par conséquent, dans la mesure où Trotsky avait lui-même dépossédé le système de conseils russe de ses pouvoirs et avait écrasé dans le sang la révolte de Cronstadt, dont le mot d'ordre était: "*les conseils sans les bolcheviks*", il avait mis en marche le processus qui allait permettre la venue du stalinisme, de la contre-révolution bureaucratique. Mais ce n'est pas à la suite de cette élimination de Trotsky que le régime des conseils est devenu une pure fiction: cela remonte à 1918. Trotsky, vraisemblablement par inadvertance, a, dans la conclusion de son discours devant les délégués militaires au XI^e congrès du Parti (mars-avril 1922), révélé une fois le principe fondamental de son attitude politique: "*Notre tâche est la domination des masses.*" ⁽⁴⁸⁾. Or, le système des conseils a justement comme signification historique la suppression de cette domination

des masses. Paul Axelrod exprima un jour au cours d'une discussion l'opinion qu'"après la chute politique de Trotsky, c'était une sorte de bonapartisme qui avait le plus de chances de recueillir l'héritage des bolcheviks" (48); nous ajouterions que Trotsky lui-même fut le premier candidat à ce poste. En Allemagne, la contre-révolution commença lorsque le pouvoir fut retiré aux conseils d'ouvriers et de soldats et que ceux-ci furent neutralisés. Là où ils refusèrent de céder, on utilisa les mitrailleuses et les grenades. L'homme qui organisa ces "*secours militaires*" s'appelle Noske. Le Trotsky qui a jeté les bases du Bonapartisme par la neutralisation des conseils d'ouvriers et de soldats et le mitraillage des marins de Cronstadt et des ouvriers des chantiers navals, n'est-il pas devenu le Noske russe? Noske a ouvert la voie à Hitler, mais qui a pavé le chemin de Staline?

Berlin Wannsee, 13/15 janvier 1951



Notes

Trotsky et la révolution prolétarienne

- 1) B. Kritchevsky, "Die russische revolutionäre Bewegung einst und jetzt" (Le mouvement révolutionnaire d'hier et d'aujourd'hui), in *Die neue Zeit* (organe de la social-démocratie allemande), IXe année, tome I, 1890-91, N°20-22, pp. 658-661.
- 2) M. Pokrovsky, *Russische Geschichte von den ältesten Zeiten bis zum Jahre 1917* (Histoire de la Russie des temps les plus reculés à 1917), traduction allemande à partir d'un original russe, préface de A. Maslov, Berlin 1930, p. 266.

Il est intéressant de comparer tout cela avec la polémique de Lénine contre Trotsky qui se déroula en mai 1914.

Le passage de Lénine cité se trouve dans *Que faire?*, Œuvres complètes, V, p. 459.

Nous citerons les ouvrages de Lénine d'après la version des œuvres complètes éditée, par les Editions Sociales, Paris, et les Editions en Langues étrangères, Moscou (1966). Cette version sera désignée par O.C. suivie du numéro du tome en chiffres romains. Pour faciliter la recherche des références, nous avons aussi indiqué la page des ouvrages reproduits dans les *Œuvres choisies* en trois volumes, Editions du Progrès, Moscou 1968. Cette sélection est désignée par O.Ch. Ainsi, le passage de *Que faire?* sera repéré par: O.C., V, 459 (O.Ch., I, 194-5).

- 3) A. Chapovalov, *Auf dem Wege zum Marxismus* (En route vers le marxisme), Berlin 1926, p.5.
- 4) M. Pokr *op.cit.*, p. 264-66.
- 5) B. Gorev, *Aus der Vergangenheit der Partei* (Incursions dans le passé du Parti), Russischer Staatverlag (Editions d'Etat russes), 1924.
- 6) V.I. Lénine, *Les tâches de la social-démocratie russe* (original en russe, Genève 1897), O.C., II, 349. Le passage est aussi cité dans *Que faire?*, P.C., V, (O.Ch., I, 217).
- 7) *Ibid.* 485 (215).
- 8) *Ibid.* 484 (214).
- 9) *Ibid.* 529 (250).
- 11) L. Trotsky, *Nos tâches politiques* (original russe, Genève 1904). Trad. fr. de B. Fränkel, Belfond, Paris 1970, p. 192.
- 12) *Id.* et *Ibid.* p. 160, 187, 201-2, 189.
- 13) L. Trotsky, *Rapport de la délégation sibérienne sur le deuxième congrès du parti ouvrier social-démocrate de Russie* (original russe, Genève 1903). Trad. fr. de D. Authier, Spartacus, Paris 1970, p. 85.
- 14) L. Trotsky, *Nos tâches politiques, op.cit.*, p. 199.
- 15) Elias Hurwicz, *Staatsmänner und Abenteurer. Russische Porträts von Witte bis Trotsky 1891-1925* (Hommes d'Etat et aventuriers. Portraits russes de Witte à Trotsky), Leipzig 1925, p. 325-6.
- 16) G. Zinoviev, *Geschichte der kommunistischen Partei Russlands (Blchewiski)* (Histoire du parti communiste de Russie [bolchevique]), Verlag der Komintern (Editions Komintern), Hambourg 1923, p. 124.
- 17) G. Zinoviev, *Vom Werdegang unserer Partei*, (De l'évolution de notre parti), Verlag der Komintern, Hambourg 1920, p. 26.

- 18) A. Rosenberg, *Geschichte des Bolschevismus, von Marx bis zur Gegenwart* (Histoire du bolchevisme, de Marx à nos jours), Berlin 1932. Nous citons les extraits de cet ouvrage d'après la traduction française d'A. Pierhal, *Histoire du bolchevisme*, Grasset, Paris 1936, p. 52.
- A une époque où tant d'âneries circulent sur le "marxisme", la révolution russe, la Russie et les "Etats socialistes en général, la réédition de ce livre qui fourmille de données et d'analyses le plus souvent stimulantes (même si discutables) serait bienvenue ne serait-ce que pour servir de repoussoir à tant d'élucubrations prétentieuses. (N.d.T.).
- 19) Martov-Dan, *Geschichte der russischen Sozialdemokratie* (Histoire de la social-démocratie russe), Berlin 1926, p. 145.
- 20) V.I. Lénine, *Socialisme et anarchisme* (25 nov. 1905), O.C., X, p. 67. Ce passage est cité par Rosenberg, op.cit. p. 50-51. Rosenberg résume ainsi l'argumentation de Lénine: "Les anarchistes sont opposés aux réformes politiques: ils n'ont donc rien à faire dans l'alliance conclue en vue de la réalisation de "notre révolution démocratique" (N.d.T.).
- 21) V.I. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie* (original russe, Genève, juillet 1905), O.C., X, 44 (O.Ch., I, 475-478). Les passages soulignés le sont par Lénine.
- 22) *Id.*, p. 46 (479).
- 23) V.I. Lénine, *Le parti socialiste et le révolutionnaire sans-parti* (original russe, Genève, nov. 1905), O.C., X, p. 73.
- 24) Il s'agit d'un projet de résolution présenté par *Proletari*, l'organe des bolcheviks. Nous n'avons pas retrouvé l'original de cette citation, mais Lénine y fait allusion dans l'article "Projets de résolution pour le Ve congrès du P.O.S.D.R." (Original russe, mars 1907), O.C., XII, p. 139, 141. On verra que si les termes ne sont pas tout à fait identiques, l'esprit est bien le même (N.d.T.).
- 25) Cf. le "considérant N° 5" du projet cité dans la note précédente.
- 26) K. Radek, *Wege der russischen Revolution* (Les voies de la révolution russe), Hamburger Verlag der Komintern, p. 18. Trad. fr. de J.M. Brohm, E.D.I., Paris 1971.
- 27) Voir mon article, "Lenin und die russische Revolution" (Lénine et la révolution russe), *Pro und Contra*, 1ère année, N° 7, juillet 1950, p. 8-9.
- 28) L. Trotsky, *Bilan et perspectives* (1906), trad. fr. de Gérard Bloch à partir d'une version anglaise. Cet article est reproduit dans le livre 1905, collection "Arguements", Editions de Minuit, Paris 1969, qui contient l'ouvrage de Trotsky sur la première révolution russe. Le passage cité se trouve page 425 (N.d.T.).
- 29) Pour rédiger le passage qui précède, et plus particulièrement ce qui touche aux notes 16, 17, 25, 26, 28, je me suis appuyé sur l'ouvrage, non encore édité (1952), du sociologue vivant aux Etats-Unis, Rudolf Sprenger, *Die Grundlagen der bolschewistischen Machtpolitik - Zur Soziologie des Bolschewismus* (Les fondements de la politique de puissance des bolcheviks. Contribution à la sociologie du bolchevisme.)
- 30) Cf. L. Trotsky, "Qui dirige aujourd'hui l'Internationale?", in *L'Internationale communiste après Lénine*, recueil de divers textes présenté

par P. Franck, Presses Universitaires de France, Paris 1969, tome II, p. 468. Voir aussi mon article, "Trotsky's Rolle beim Oktoberumsturz" (le rôle de Trotsky dans le soulèvement d'octobre) in *Pro und Contra*, 1ère année, N° 10, oct. 1950, p. 5 et ff.

- 31) L. Trotsky, *Unsere Revolution* (original russe, 1906), p.285. De cette version allemande assez différente d'un original russe perdu, aucune version française n'a été donnée. Trotsky reprit en 1922 le texte allemand pour rétablir une nouvelle version russe qui a été traduite en français sous le titre *1905*, Edition du Seuil. Le passage cité s'y trouve p. 462. (cf. note 29).
- 32) L. Trotsky, *Der Charakter der russischen Revolution. Ergebnisse und Aussichten* (Le caractère de la révolution russe. Bilan et perspectives), (original russe d'août-septembre 1917), Vienne 1921, pp. 12,18,21,26,36,40.
- 33) *Id.*, pp. 10,14,15,39,42,45.
- 34) Il est évident que, dans ce que j'écris aujourd'hui, j'ai considérablement corrigé mon point de vue antérieur sur le trotskysme (cf. les articles de *Pro und Contra* cités dans les notes 27 et 30). Je ne peux continuer à estimer comme en juillet-octobre 1950 que, par comparaison avec le stalinisme et le léninisme, le trotskysme puisse représenter "la révolution prolétarienne internationale ou le socialisme prolétarien international."
- 35) L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus* (Les soviets et l'impérialisme international), Promachos-Verlag, Belp-Berne 1918, p. 17.
- 36) W. Antonov-Owsejenko, *Der Aufbau der Roten Armee in der Revolution* (L'édification de l'Armée Rouge pendant la révolution), Hamoubrg 1923, p. 79.
- 37) Vl. Kossovski, *Das bolschewistische Regime in Russland* (Le régime bolchevique en Russie). Préface d'Hermann Greulich. Olten (Suisse), 1918. Appendice, p. 72-73.

L'auteur était alors membre du comité central du *Bund*, le parti social-démocrate juif, la plus vieille organisation ouvrière des juifs de Russie.

- 38) H. Klibanski, *Die Gesetzgebung der Bolschewiki* (La législation des bolcheviks), Ost-Europa Institut in Breslau. Quelle und Studien. I. Abteilung: Recht und Wirtschaft. 2ème cahier, Leipzig et Breslau, 1920, p. 84, 108-9, 162-3 et 71-73.
- 39) *Id.*, p. 73.
- 40) A. Kollontaï, *L'Opposition ouvrière* (Moscou 1921).

Il existe, à notre connaissance, trois versions françaises de ce texte. La première publiée en 1923 dans la *Revue Anarchiste* de Sébastien Faure; la seconde due à Alain et Hélène Girard, parue dans le N° 35 de *Socialisme et Barbarie* (Paris, janvier-mars 1964), faite vraisemblablement à partir d'une traduction anglaise; la troisième faite à partir d'un texte russe, due à Pierre Pascal (Le Seuil, Paris). Nous avons préféré la version de *Socialisme et Barbarie*, plus proche du texte allemand, mais nous avons indiqué entre parenthèses les pages de la version de Pasca, sans doute plus facile à trouver aujourd'hui. Le lecteur qui comparera ces deux versions, se rendra immédiatement compte que celle de *Socialisme et Barbarie* a davantage de "punch", comme si les deux versions ne provenaient pas d'un même original russe, celle

du Seuil provenant d'un texte sinon édulcoré, du moins disons, policé. (N.d.T.)

Le passage cité se trouve p. 76 (68). La déclaration de Chliapnikov qui précède est citée par Kollontaï p. 73 (64 et 65).

- 41) Cité par Kollontaï, *op. cit.* p. 79 (70-71) (le texte allemand dit: qui dirigeant ceux-ci).
- 42) A. Rosenberg, *Op. Cit.*, p. 205.
Rosenberg interprète l'attitude de Trotsky comme une tentative de restituer la "démocratie ouvrière" (par opposition, à l'influence du paysannat et des gros bonnets du Parti), grâce à l'incorporation des syndicats dans l'Etat. Cette interprétation est d'autant plus étrange (un des rares endroits où l'analyse de Rosenberg est quelque peu en défaut) qu'elle est en contradiction avec le fait qu'il décrit correctement par ailleurs cette attitude comme une tentative d'imposer les vues de Trotsky au Parti, en s'appuyant sur des forces bureaucratiques, et qu'il juge froidement le comportement des bolcheviks, et de Trotsky dans l'affaire de Cronstadt. (N.d.T.)
- 43) A. Kollontaï, *Op. Cit.*, p. 89 (81).
- 44) On trouvera les deux textes dont il est question dans l'édition du Seuil de *L'Opposition Ouvrière*. La liste des signataires de ces textes est édifiante. Outre Lénine et Zinoviev, on trouve, pour le premier, entre autres: Staline, Kalinine et Kamenev, et pour le second, outre Trotsky et Boukharine, Préobrajensky et Dzerjinsky (le chef de la Tchéka!!), un grand nombre de responsables syndicaux, de militants professionnels, etc. On voit les oscillations de la lutte bureaucratique, avec ses variations d'alliance selon les circonstances, et les tentatives d'utiliser des signatures supplémentaires pour contrebalancer l'influence de Lénine. Il va de soi que ces alliances de circonstances seront montées en épingle plus tard par Staline pour prouver que Trotsky était anti-bolchevique dès le début. (Cf. la notice biographique sur Trotsky dans les *Œuvres choisies* en trois volumes, de Lénine, *op. cit.*, I, p. 865). (N.d.T.)
- 45) A. Kollontaï, *op. cit.*, p. 77 (69 et 68) et p. 79 (71).
- 46) *Id.*, p. 79 (71).
- 47) *Ibid.*, p. 90 (82).
- 48) *Ibid.*, p. 91 (83).
- 49) *Ibid.*, p. 91-92 (83-84).
- 50) *Ibid.*, p. 92 (84).
- 51) *Ibid.*, p. 97 (89).
- 52) *Ibid.*, p. 96 (88).
- 53) *Ibid.*, p. 74 (65).
- 54) *Ibid.*, p. 65-66 (56).
- 55) L. Trotsky, "Ist die Umwandlung des Sowjets in eine parlamentarische Demokratie wahrscheinlich?" (Est-ce que la transformation des soviets en démocratie est probable?), in *Die neue Bücherschau*, VIIe année, 6ème cahier, juin 1929, p. 297.
- 56) V.I. Lénine, *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs du camarade Trotsky*. (Discours au VIIIe congrès commun des délégués des soviets, des membres du conseil central des syndicats de l'U.R.S.S. et du conseil des syndicats de Moscou appartenant au P.C.(b).R.), O.C., XXXII, p. 12.
- 57) A. Kollontaï, *op. cit.*, p. 66 (57).

- 58) *Id.*, p. 71 (62).
- 59) Cl. Zetkin, *Wir klagen an! Ein Beitrag zum Prozess der Sozialrevolutionäre* (Nous accusons: Contribution au procès des révolutionnaires sociaux).
- 60) O. Anweiler, *Die Rätebewegung in Russland 1905-1921* (Leyde 1958). Trad. fr. de S. Bricianer sous le titre : *Les soviets en Russie (1905-1921)*, N.R.F., Paris 1971, p. 320 (note de l'éditeur allemand).
- 61) Ruth Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus* (Staline et le communisme allemand), Verlag der Frankfurter Heft, Francfort sur le Main, 1948, p. 208. Fort heureusement, nous n'en sommes plus aujourd'hui réduits, en ce qui concerne Cronstadt, à utiliser des documents de seconde, voire de troisième main, comme l'était Huhn en 1952. Outre l'ouvrage d'Ida Mett, *La commune de Cronstadt: Crépuscule sanglant des soviets*, édité dès 1948 par Spartacus et qui reste toujours d'actualité (nombreuses rééditions récentes) et *La révolution inconnue* de Voline rééditée (enfin!) en 1969 dans une collection dirigée par D. Guérin et J.J. Lebel (Belfond), nous avons des documents originaux dans *La commune de Cronstadt- Recueil de documents comprenant la traduction intégrale des Izvestia de Cronstadt* (Belibaste, Paris 1969) et dans *Kronstadt 1921*, d'Alexandre Skirda (La tête de feuille, Paris 1971).

Profitions de cette note pour nous féliciter (et nous indigner des coupures) qu'il se soit enfin trouvé un éditeur français pour publier l'autobiographie d'Emma Goldman qui, pour se restreindre au sujet traité ici, est un document *irréfutable* de quelqu'un qui a vécu les premières années de l'installation du pouvoir bolchevique, et qui a évolué de désillusion en désillusion pour parvenir à la lucidité. Il est bon de signaler qu'Emma Goldman et Alexander Berckman après avoir quitté la Russie, se heurtèrent soit à l'incrédulité, soit à la lâcheté, soit aux manœuvres tactiques de ceux qui, quelques années plus tôt, les encensaient encore, dès qu'ils tentèrent de témoigner sur la Russie (N.d.T.).

On trouvera le texte du programme de Cronstadt dans la brochure d'Ida Mett, *op. cit.*, p. 38-39 (édition de déc. 1977).

- 62) A. Berckman, *Kronstadt die Pariserkommune Russlands* (Cronstadt, la commune de Paris russe), (mars 1922) in *Syndicalist, Organ der F.A.U.D.*, IVe année, 1922, N° 11.

Emma Goldman et Alexander Berckman se trouvaient à Petersbourg quand la révolte éclata. Leur description de l'attitude des dirigeants bolcheviks présents sur place, Zinoviev en tête, est celle de personnes dépassées par les événements et qui, pour reprendre une expression d'E. Goldman, ne brillaient pas par leur courage personnel. L'arrivée de Trotsky changea l'atmosphère du tout au tout. Avec sa poigne coutumière, l'organisateur de l'Armée Rouge, aidé de Toukhatchevsky (fusillé en 1937 pour trahison!), passa à l'action. Voilà qui fait litière de tentatives récentes pour laver Trotsky du sang des insurgés, et le transformer en simple exécutant. En admettant qu'il n'ait fait qu'exécuter des ordres, on peut remarquer qu'il ne s'en est jamais désolidarisé, et qu'il a mis un certain zèle à les exécuter (N.d.T.). On trouvera le récit de l'intervention de Berckman auprès du tout-puissant Zinoviev dans *Living my life*, l'auto-biographie d'E. Goldman, Tome II, p. 880 et ff., Dover publications, New York 1970

- 63) Ida Mett, *La Commune de Cronstadt*, op. cit., p. 38-39.
- 64) On a contesté l'attribution de cette phrase à Trotsky (grand amateur de chasse comme l'on sait). Nous n'avons pu en retrouver de preuve "officielle" de paternité. On relève une image semblable ("On vous tuera comme des perdrix") dans l'appel incendiaire et provocateur (rédigé par Zinoviev [?], inspiré par Trotsky [?]), lancé le 5 mars par le Comité de Défense de Pétrograd. Quoi qu'il en soit, l'ordre de reddition du 6 mars, expédié par radio et signé Trotsky, se terminait par la phrase: "La responsabilité des désastres qui s'abattront sur la population civile retombera entièrement sur les têtes des insurgés gardes-blancs", ce qui n'est pas mal non plus! (Cf. Ida Mett, op. cit., p. 51 et 55-56) (N.d.T.).
- 65) Cité par R. Fischer, op. cit., p. 99.
- 66) Elias Hurwicz, op. cit., p.319.
- 67) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, (La situation réelle en Russie). Edition autorisée, traduite en allemand par Wilhelm Cremer, Avalun Verlag, Hellerau bei Dresden, 1929, p. 264-65.
- Ici l'auteur (Huhn) se plaint des difficultés qu'il y a à rassembler la littérature de Trotsky et d'attribuer tel ou tel ouvrage à tel ou tel original ou à telle ou telle date. Il en va de même pour le traducteur. Il semble que certains des textes qui sont dans l'ouvrage allemand cité ici se retrouvent dans le texte "La Révolution défigurée", in *De la Révolution*, collection Arguments, Editions de Minuit, Paris 1963. En revanche, le passage cité ne s'y trouve pas mais fait partie des divers points de la *Plateforme des bolcheviks léninistes pour le 15e congrès du P.C. de l'U.R.S.S.*, reproduite avec un assez grand nombre de textes de Trotsky, présentés par J. Dallemagne, sous le titre *La lutte anti-bureaucratique en U.R.S.S.*, coll. 10-18, Paris 1975, p. 241. La lettre de Joffé ne se trouve pas dans ce recueil, mais dans *De la Révolution*, op. cit., p. 64.
- On voit que le problème de "croiser les références" est quasi insoluble, les articles et ouvrages de Trotsky ayant été traduits et regroupés de manière différente selon les langues, selon les besoins ou les goûts des militants trotskystes, avec ou sans la bénédiction du maître (N.d.T.).
- 68) L. Trotsky, *La Révolution permanente*, (1928-31). Traduction française, Editions de Minuit, collection Arguments, Paris 1963, p. 29 (aussi dans *De la Révolution*, p. 269).
- 69) L. Trotsky, *1905*, Editions de Minuit, collection Arguments, Paris 1963, p. 384 et 385. Il s'agit là d'un appendice rédigé en 1922, où Trotsky se réfère à l'article paru dans le journal polonais pour préciser sa position nouvelle (N.d.T.).
- En ce qui concerne les accusations stalinienne, Huhn fait référence au livre de Grigori Dimitrioff, *Die Tragédie Trotsky* (La tragédie de Trotsky), Berlin 1925, p. 55-56.
- 70) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, op. cit., p. 165-166. Nous n'avons pas réussi à retrouver cet extrait dans les traductions françaises à notre disposition, mais on trouvera maint passage de même sens, sinon de même lettre, dans les deux ouvrages cités dans la note 65 (N.d.T.).
- 71) G. Dimitrioff, op. cit., p. 54.

72) A. Rosenberg, *op. cit.*, p. 205 et suivantes.

73) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage*, *op. cit.*, p. 243.

Cette dernière conversation est rapportée dans le livre d'I. Deutscher, *Trotsky*, trad. française d'E. Bolo, Juillard, Paris 1964, tome II, p. 206. Deutscher y présente un Lénine angoissé par les erreurs qu'il avait commises, par le fait que la machine d'Etat s'emballait, et qui comptait sur Trotsky pour la remettre sur la bonne voie! (N.d.T.).

74) L. Trotsky, "Mein Kampf mit Stalin" (Mon combat contre Staline), in *Das Tagebuch*, Xe année, cahier N° 10, mars 1929, p. 377.

75) Schlesinger, *Das bolschewistische Russland* (La Russie bolchevique), Breslau 1926, p. 68-69.

76) L. Trotsky, 1917. *Die Lehren der Revolution* (1917, les leçons de la révolution). Préface de Paul Lévi, Berlin 1925, p. 15, 20-24, 58, 60-64, 78-79.

77) L. Trotsky, *Über Lenin. Material für eine Biographie* (Sur Lénine. Matériel pour une biographie), Berlin 1924, p. 166, 168 et 171.

78) Cf. A et D. Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin, 1918-1919*, Editions Spartacus, Paris 1948. Nombreuses rééditions. Nous citons ici d'après la plus récente: Paris, août-sept. 1977, p. 97 (N.d.T.)

79) V.I. Lénine, *Avant-projet de résolution du Xe congrès du parti communiste de Russie sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti*, (8-16 mars 1921), O.C., XXXII, 257 (O.Ch., III, 696).

80) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, *op. cit.*, p. 100.

81) L. Trotsky, *Erfolge des Sozialismus und Gefahren des Abenteuerums* (Succès du socialisme et dangers de l'aventurisme), in *Die Aktion*, XXIe année, cahier 1/2, avril 1931, p. 16.

82) L. Trotsky, *An den VI. Weltkongress der Komintern* (Adresse au VIe congrès du Komintern), in *Die Aktion*, XVIIIe année, cahier 10-12, mi-décembre 1928, p. 209 et in *Permanente Revolution*, organe des trotskystes allemands, 1932, N° 6.

Le premier texte est traduit en français dans *La lutte anti-bureaucratique en U.R.S.S.*, *op. cit.*, tome I, p. 283.

83) L. Trotsky, *Was nun? Schicksalsfragen des deutschen Proletariats* (Et maintenant? Questions cruciales du prolétariat allemand), Berlin 1932, 2ème édition, p. 24 et 54.

84) *Kann der Trotzismus wirklich siegen? Grundlinien einer Trotzki-Kritik* (Le trotskysme peut-il réellement triompher? Fondements d'une critique de Trotsky), Berlin oct. 1932, par le groupe Roter Kämpfer.

85) L. Trotsky, *Stalinismus und Bolschewismus* (Stalinisme et bolchevisme), Numéro spécial du journal *Der Marxist* (1ère année N° 3), p. 9-12.

86) L. Trotsky, *D'une égratignure au danger de gangrène*, polémique contre Schachtman, datée de Coyoacan, 24 janvier 1940, trad. française in *Défense du marxisme*, EDI, Paris 1972, p. 22.

87) Cf. note 55, p. 298.

Sur la théorie de l'“Etat ouvrier” en U.R.S.S.

- 1) N. Trotsky, “Lettre au comité exécutif de la IV^{ème} Internationale”, citée in J. Roussel, *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskyste en France*, Editions Spartacus, Paris 1972, p. 100 et 199. Rappelons que l'article de Huhn date de 1952 (N.d.T.).
- 2) *Pro und Contra*, Berlin, 2^{ème} année, N^o 9, septembre 1951, p. 132-134. Roussel, *op. cit.*, p. 102 et ff., reproduit la déclaration officielle du C.E.I. de la IV^{ème} Internationale qui n'est pas identique à la lettre citée par Huhn mais en reprend les idées essentielles, tout en étant encore plus affirmative sur la nature de l'U.R.S.S. (N.d.T.).
- 3) L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus*, *op. cit.*, p. 21-22.
- 4) Capitaine Jacques Sadoul, *Notes sur la révolution bolchevique*, Maspéro, Paris 1971, lettre à A. Thomas du 26 juillet 1918, p. 431-32.
- 5) Vladimir Kossowski, *Das bolschwistische Regime in Russland*, *op. cit.*, p. 37.
- 6) Cf. mon article, “Lenins Staatkapitalismus, 1917-1922” (Le capitalisme d'Etat de Lénine, 1917-1922) in *Funken*, 2^{ème} année, N^o 7, décembre 1951, p. 3 et ff.
- 7) V.I. Lénine, *Les syndicats et la situation actuelle*, O.C., XXXII, p. 13; *La crise du parti*, O.C., XXXII, p. 51. Voir aussi la note 23.
- 8) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, *op. cit.*, p. 100.
- 9) *Id.*, p. 69, 84, 145 et 285.
- 10) L. Trotsky, “Ein Programm der internationalen Revolution – oder das Programm des Sozialismus in einem Lande?” (Un programme pour la révolution internationale, ou le programme du socialisme dans un seul pays?), publié dans *Die Aktion* par Franz Pfemfert, XVIII^e année, N^o 10-12, mi-décembre 1928, p. 195.
- 11) L. Trotsky, “Mein Kampf mit Stalin” (Mon combat contre Staline), in *Das Tagebuch*, Xe année, N^o 10, 9 mars 1929, p. 381.
- 12) Voir le rapport sur l'exposé du major russe Sokolka, “Sozialismus oder Staatkapitalismus” (Socialisme ou capitalisme d'Etat), in *Tägliche Rundschau*, N^o 122, 29 mai 1947, Berlin. Cet exposé est une attaque contre le camarade Franz Rotter de Munich (alors à Augsburg).
- 13) L. Trotsky, *Aus meinem Leben* (Ma vie), Berlin 1929, p. 381.
- 14) L. Trotsky, *Die permanente Revolution* (la Révolution permanente), Berlin-Wilmersdorf 1930, p. 7, 13, 15.
- 15) L. Trotsky, Erfolge des Sozialismus und Gefahren des Abenteuerums (Succès du socialisme et dangers de l'aventurisme), in *Die Aktion*, XXI^e année, N^o 1/2, avril 1931, p. 4, 6-7, 15-16.
- 16) L. Trotsky, *Sowjetwirtschaft in Gefahr. Vor dem zweiten Fünfjahresplan* (L'économie soviétique en danger avant le deuxième plan quinquennal), Berlin-Neukölln, novembre 1932, p. 19, 29, 31, 32.
- 17) *Id.* p. 5, 18, 21-24, 28, 38, 40.
- 18) Cf. note 10, p.193.
- 19) L. Trotsky, *Ist die Umwandlung der Sowjets in eine parlamentarische Demokratie wahrscheinlich?* (La transformation des soviets en démo-

- cratie parlementaire est-elle probable?), in *Die Neue Bücherschau*, 7e année, N° 6, juin 1929, 296-298.
- 20) L. Trotsky, *Lettre à Sherman Stanley* (8 oct. 1939), citée dans *Défense du marxisme*, EDI, Paris 1972, p. 267. La lettre est signée *CruX!!*
- 21) L. Trotsky, "Sur la nature de l'URSS", in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 126, 126-7, 128, 130, 133, 131, 134, 134-135.
- 22) L. Trotsky, "Lettre ouverte au camarade James Burnham", in *Défense du marxisme*, op. cit., p. 182-184.
- 23) V. Lénine, *La crise du Parti*, O.C. XXXII, p. 51., cité par Trotsky in *Défense du marxisme*, p. 211. Il s'agit d'une correction apportée par Lénine à une de ses déclarations précédentes du 30 décembre: *Les syndicats et la situation actuelle* (O.C. XXXII p.15-16).
Il y disait: "*Le camarade Trotsky parle d'un Etat ouvrier, mais c'est une abstraction... En fait notre Etat n'est pas ouvrier mais ouvrier-pay-san.*" Ici Lénine est coupé par les protestations de Boukharine qui se scandalise du fait qu'on puisse mettre en doute le caractère purement ouvrier de l'Etat russe! Lénine se rendant compte dans quoi il s'est fourvoyé, éprouve le besoin de corriger son appréciation quelques jours plus tard. Il est amusant et instructif de voir en quel débat scolastique on est tombé. On ne discute pas de la nature de l'URSS mais d'une éventuelle variation dans la conception que s'en faisait Lénine! (N.d.T.).
- 24) L. Trotsky, "D'une égratignure à la menace de gangrène", in *Défense du Marxisme*, op. cit., p. 209, 208, 210, 236, 210, 213, 213, 213, 201, 217, 218, 218, 220, 223, 223, 229 note 21.
- 25) F. Engels, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft* (Le développement du socialisme: de l'utopie à la science), Berlin 1945, p. 54-56.
- 26) L. Trotsky, "D'une égratignure à la menace de gangrène", op. cit., p. 222 et ff.

Le bonapartisme de Trotsky

- 1) Elias Hurwicz, *Staatsmänner und Abenteurer...*, op. cit., p. 328-30.
- 2) L. Trotsky, *Der Charakter der russischen Revolution*, op. cit., p.13.
- 3) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage in Russland*, op. cit., p. 73-74.
- 4) Voir mon article "Lenins Staatskapitalismus, 1917 bis 1922" (le capitalisme d'Etat de Lénine, 1917-1922), in *Funken*, 2ème année, N° 7, déc. 1951, p. 3.
- 5) Engels-Lénine, *Militärpolitische Schriften* (Ecrits militaires et politiques), Tome II. Lénine: *Die Revolution von 1905 und der imperialistische Krieg* (La Révolution de 1905 et la guerre impérialiste), Berlin 1930, p. 29 et 143.
- 6) L. Trotsky, *Die Sowjetmacht und der internationale Imperialismus*, (Le pouvoir soviétique et l'impérialisme international), op. cit., p. 31, 34 et 37.
- 7) Capitaine J. Sadoul, *op. cit.*

- 8) L. Trotsky, "Die Rote Armee" (L'Armée Rouge) in *Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, 1922-23, IIe partie: "Die Sowjetrepubliken" (Les républiques soviétiques), 2e chapitre: "Der Kampf der Sowjetrepublik" (Le combat de la république soviétique).
- 9) L. Trotsky, *Die Geburt der Roten Armee*, (La naissance de l'Armée Rouge), Vienne 1924, p. 86 et ff.
- 10) L. Trotsky, "Rede auf dem II. Allrussischen Kongress der Abteilung für politische Aufklärung im Oktober 1921 in Moskau" (Discussion au IIe congrès pan-russe des sections pour l'explication politique en Octobre 1921 à Moscou), in *Russische Korrespondenz*, 1921, N° 12, p. 990 et ff.
- 11) L. Trotsky, *Die Geburt der Roten Armee*, op. cit., p. 7 et ff. Voir aussi l'article cité à la note 8.
- 12) V. Antonov-Ivseenko, *Der Aufbau der Roten Armee in der Revolution*, (La construction de l'Armée Rouge dans la révolution), Hambourg 1923, p. 81-88.
- 13) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, Editions sociale, Paris 1976, p. 124, 125, 127, 132, 134, 133.
- 14) Cité d'après Wilhelm Bloss, *Die französische Revolution*, (La révolution française), Stuttgart 1921, p. 598.
- 15) L. Trotsky, *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistische Republik retten*, (Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la république socialiste soviétique), Bâle 1918.
- 16) V. Lénine, *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, O.C. XXVII, p. 285, O.Ch. II, p. 689 et 694.
- 17) Franz L. Schulhöfer, *Der russische Bolchevismus und das Rüstungsproblem*, (Le bolchevisme russe et le problème de l'armement), Déclaration inaugurale, Heidelberg 1928, p. 72.
- 18) A. Anikst, *Aufsätze und Berichte aus den Jahren 1918-20 über die Organisation der Verteilung der Arbeitskraft*, (Articles et rapports des années 1918-20 sur l'organisation de la répartition de la force de travail). Publication du commissariat du peuple au travail, Moscou 1920, p. 61-62. L'article cité parut le 1er septembre 1918 dans *Statistika Truda*, N° 2/3.
- 19) In *Zeitschrift des Volkskommissariat der Arbeit* (Journal du commissariat du peuple au travail), 1918, N° 2/3, p. 224.
- 20) Salomon Schwarz, "Die Arbeitspflicht in Russland" (Le travail forcé en Russie), in *Archiv für Rechts-und-Wirtschaftsphilosophie*, tome XIX, 1er cahier, oct. 1925.
Voir aussi: "Le chômage en Russie de 1917 à 1925", in *Revue internationale du travail*, nov. 1926.
- 21) Cité par Antonov Ovseenko, op. cit., P. 70-71.
- 22) *Id.*, p. 82, 83.
- 23) Wichard von Möllendorfs: Maréchal prussien qui combattit les armées françaises de la Révolution et Napoléon. Il conseilla à la Prusse de signer le traité de Bâle en 1806. Fait prisonnier à Erfurt, il fut relâché par Napoléon.
- 24) L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 10/18, Paris 1963, p. 212, 213, 216, 257.

Il est intéressant de noter que ce livre fut un des rares ouvrages de Trotsky à être réédité, avant 68, sous forme de livre de poche par un éditeur "bourgeois". Il constitue un excellent résumé des thèses de

Trosky sur la dictature et est un bel exemple de l'application de la dialectique... à des fins d'illustration et de défense d'une certaine politique. Il n'est pas impossible que Trotsky soit complètement sincère dans ce qu'il écrit. Si c'est le cas on se demande où est son intelligence tant vantée et sa connaissance du marxisme si exemplaire. S'il n'est pas sincère, alors il ne s'agit que d'un discours de politicien retors parmi d'autres, sur un fond sanglant, et sur le thème: demain on rasera gratis!

Remarquons enfin que ce livre a, en frontispice, une citation de Rosa Luxembourg (écrite au début de la Révolution russe) qui, lorsqu'on connaît les prises de position ultérieures de celle-ci, apparaît comme un véritable abus de confiance (N.d.T.).

- 25) L. Trotsky, article in *Russische Korrespondenz*, 1921, N° 112.
- 26) Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 89.
- 27) In *Russische Korrespondenz*, 22 janvier 1920.
- 28) V.I. Lénine, *A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine*, O.C. XXXII, 82 (O: Ch., III, p. 634).
- 29) Publié par la *Pravda* du 22 janvier 1920.
- 30) Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 89-90.
- 31) *Id.*, p. 92-93.
- 32) V. Lénine, voir O.C. XXX p. 319-323 pour un résumé de cette adresse.
- 33) A ce sujet, il est intéressant de consulter Otto Bauer, *Bolschewismus oder Sozialdemokratie?*, Vienne 1921, p. 59 et ff.
- 34) F. Schulhöfer, *op. cit.*, p. 75.
- 35) S. Kamenev, "Abriss des Bürgerkrieges" (Sommaire sur la guerre civile), in *Jahrbuch für Wirtschaft, Politik und Arbeiterbewegung*, 1922-23, p. 8.
- 36) Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 93-94.
- 37) L. Trotsky, *Die wirkliche Lage...*, *op. cit.*, p. 216-218.
- 38) Nous traduisons ici d'après le texte allemand extrait du livre de Trotsky: *Die wirkliche Lage...*, p. 256, où l'organisateur de l'Armée Rouge cite lui-même l'opinion de Lénine à son sujet. W. Huhn signale que dans deux autres traductions (dont l'une d'ailleurs se trouve en appendice de l'ouvrage en allemand de Trotsky: *Wer leitet heute die kommunistische Internationale?*) on lit: "il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses". C'est cette version que l'on trouve dans *Le testament de Lénine*, Editions Spartacus, Paris, avril 1947, p. 16 (N.d.T.).
- 39) R. Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, *op. cit.*, p. 197.
- 40) Cf. mon article cité à la note 4.
- 41) G. Dimitrioff, *Die Tragödie Trotski*, *op. cit.*, p. 86.
- 42) V. Lénine: voir la série de textes concernant l'introduction de la N.E.P., en particulier ceux sur l'impôt en nature: O.C., XXXII, p. 340-348 (O.Ch., III, p. 699 et ff.).
- 43) F. Schulhöfer, *op. cit.*, p. 86.
- 44) L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, *op. cit.*, p. 179.
- 45) R. Fischer, *op. cit.*, p. 189, 200-201.
- 46) Elias Hurwicz, *op. cit.*, p. 124.
- 47) A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 79.
- 48) Antonov Ovseenko, *op. cit.*, p. 124.
- 49) G. Dimitrioff, *Die Tragödie Trotski*, *op. cit.*, p. 79.

Willy Huhn

Notice biographique

La notice biographique que l'on va lire est tirée d'une présentation établie par C. Riecherts.



Né à Metz en 1909 (l'Alsace-Lorraine est alors allemande), dans une famille de magistrats, W. Huhn suit celle-ci à Berlin en 1919. En 1926 il devient employé de librairie et, en 1929, à la mort de son père, il rompt avec l'ambiance conservatrice de son milieu familial. Il entre dans le *Zentralverband der Angestellten* (Union centrale des employés), de tendance social-démocrate de gauche, puis adhère en 1939 au *Jungsozialistische Vereinigung Gross-Berlin* (Association des Jeunes Socialistes du Grand-Berlin). Il devient ainsi, automatiquement, et à l'encontre de ses convictions politiques, membre du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate d'Allemagne). En 1931, la direction du SPD dissout l'Association et Huhn entre au *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (SAPD, Parti Ouvrier Socialiste Allemand). Il y reste jusqu'en 1933. Ce parti que l'on pourrait comparer au PSU français des années 60, est le lieu de discussions passionnées. A cette époque, celle du premier plan quinquennal en Russie, l'évaluation politique de la situation dans ce pays à une incidence directe sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie révolutionnaire en Allemagne qui soit tout aussi distincte de l'orientation social-démocrate traditionnelle que de la tendance ouvertement stalinienne. Finalement, W. Huhn rejoint un groupe de semi-clandestins, les *Rote Kämpfer* (les Combattants Rouges), dont les fondateurs appartenaient au *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) au début des années 20, puis au SPD. Ils défendaient dans la SAPD les idées du communisme des conseils, contre les positions bolchevisantes prises par d'anciens membres de l'opposition de droite du parti communiste allemand (KPD-O) et par d'anciens social-démocrates centristes de gauche. Sorti du SAPD, Huhn reste membre des *Rote Kämpfer* et est emprisonné pour de courtes périodes, en 1933 et 1934, par les nazis, à cause de son activité illégale.

Mais le groupe clandestin qui l'entoure finit par renoncer à toute activité conspiratrice, estimant ne pas s'être suffisamment préparé au temps de la légalité pour s'exposer aux persécutions nazies. Le travail de clarification théorique passe au premier plan.

Dans un manuscrit daté de 1939-1940 et intitulé *Bilan de dix années (1929-1939)*, Huhn parle de l'année 1932 comme de celle où il s'est "dégagé des catégories de l'ancien mouvement ouvrier". Dans d'autres manuscrits, comme dans ses œuvres publiées (toutes ses archives se trouvent à l'Institut d'Histoire d'Amsterdam), on trouve nombre d'indications sur ses contacts avec des intellectuels émigrés de la gauche menchevique (ce qui l'incite à se pencher sur la situation russe), sur sa fascination éphémère pour l'austro-marxisme, sur ses discussions avec Hugo Urbahn, Heinrich Brandler, Fritz Stenberg, Max Seydewitz, contre qui il défendait le communisme des conseils. Ainsi se trouve retracé le cours d'une maturation politique et théorique rapide, étayée cependant par de solides connaissances scientifiques.

Redevenu employé de commerce à partir de 1935 après quatre ans de chômage, Huhn avait pu mettre à l'abri son importante bibliothèque (dont l'intégralité se trouve aujourd'hui à l'Institut Otto Suhr de l'Université Libre de Berlin). Ceci lui permit de poursuivre des études dont il envisageait d'achever la partie économique vers 1936. Dans *Bilan de dix années*, il décrit ainsi son travail :

- critique historique de la social-démocratie, du socialisme d'Etat, de l'économie de guerre, du bolchevisme;
- la nécessité historique du national-socialisme allemand;
- l'économie de guerre en tant que problème économique;
- critique historique du naturalisme.

Face au nazisme, il reste dans l'expectative, car, en 1939 par exemple, il n'attend "aucune modification *rapide* de la situation", mais il laisse ouverte la question de savoir "si la guerre ne jouera pas une fois encore son rôle ordinaire d'accélérateur du processus historique". (On note une idée analogue chez le Trotsky de 39-40, qui espérait un soulèvement après la guerre, par analogie avec 1918-19).

En 1939, il s'exprimait ainsi sur l'impérialisme :
"Celui qui ne combat pas l'impérialisme en général, mais seulement l'expansion de tel ou tel Etat, apparu ou trop tôt ou trop tard, ne contribue qu'à la propagande des empires les plus anciens et les mieux équipés. On en arrive ainsi très facilement à soutenir un impérialisme, lorsqu'on se contente d'en combattre un autre".

Cette position n'est pas celle d'un individu isolé, on la retrouve en fait chez de nombreux marxistes internationalistes de diverses origines et de divers pays.

Cette façon de se situer à équidistance des divers impérialismes de 1939, sera aussi celle de l'époque de la guerre froide. Ainsi Huhn, en 1950-52, devient rédacteur en chef

de la revue *Pro und Contra* qui porte en sous-titre: "Ni l'Est, ni l'Ouest: Pour un seul monde socialiste."

Mais pour l'instant nous sommes en 1945. Il devient directeur jusqu'à fin décembre 1946, de la *Volkshochschule* (Ecole populaire supérieure, équivalent d'une école de formation permanente) de Berlin-Prenzlauer Berg, dans le secteur russe, puis de janvier 47 à février 48, de celle de Gera, en Thuringe, toujours dans le secteur d'occupation russe. En 1948-50, il est chargé de cours à l'Institut August Bebel du SPD, à Berlin Ouest et il est aussi professeur, de fin 48 à l'été 50, de "Théorie socialiste et histoire du mouvement ouvrier" à l'Ecole Supérieure de Politiquetoujours à Berlin Ouest. c'est une période où Huhn qui a passé son baccalauréat à Gera en 1947, peut, en dépit de ses accrochages constants avec le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, Parti socialiste unifié d'Allemagne, venu de la fusion forcée du SPD et du Parti Communiste en Allemagne de l'Est. Actuellement au pouvoir dans ce pays.), puis avec le SPD, travailler d'une façon qui corresponde à ses talents et à ses goûts pédagogiques.

Redevenu chômeur, Huhn se consacre à *Pro und Contra*. Il y publie une série d'articles intitulés: *la victoire de la contre-révolution en janvier 1919*, qui retrace l'histoire véridique du SPD. Il fait aussitôt l'objet d'une procédure d'exclusion de ce parti. Celle-ci aboutit en 1953 et elle est confirmée en dernière instance par le Bureau. Pourtant il conserve des liens avec le mouvement ouvrier traditionnel par le biais de l'association touristique *Naturfreunde* (les Amis de la Nature) et des *Freidenker* (Libres Penseurs), mais il est privé par son exclusion de tout accès à une audience plus vaste que lui assureraient des conférences ou des publications dans la presse syndicale. A partir de 1953, il publie des articles dans de petites revues ou des bulletins, les plus souvent socialistes de gauche qui n'ont qu'une diffusion restreinte comme *Funken*, *Wiso-Korrespondenz*, *Die andere Zeitung*, *Aufklärung*, *Von unten auf*, *Dinge der Zeit*, *Schwarz auf Weiß*, *Neue Politik*, etc. La plupart de ses manuscrits circulent sous forme de copies destinées à des camarades et amis qui savent encore quelque chose des discussions politiques approfondies qui agitaient l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier allemand d'avant 1933.

En 1960, un oukase du SPD condamne les membres du SDS (*Sozialistischer Studentenbund*, Union des étudiants socialistes allemands) à se séparer, d'ailleurs à leur cœur défendant, du parti. Quelques rares jeunes camarades se rapprochent alors de W. Huhn. Selon le témoignage de C. Riecherts, ces camarades admirent chez Huhn les connaissances encyclopédiques des mouvement ouvriers allemand, russe, juif, et ses facultés de théoriser qui les accompagnent, ainsi que la clarification qui en résulte. La plupart du temps, ils ignorent sa femme Lisa, pourtant une personna-

lité politique qui prend part aux discussions en toute connaissance de cause. C'est son travail d'employée dans une administration locale qui a permis au couple de survivre et à Huhn, de santé délicate, de poursuivre son travail scientifique. Car Huhn, exclu du SPD, se voit frappé de fait d'une interdiction d'enseigner dans les *Volkshochschulen* de Berlin Ouest. Ces jeunes camarades seront même déçus, car ils espèrent en secret que W. Huhn se soit reconnu comme le grand théoricien des conseils ouvriers révolutionnaires, que rejoindraient en grand nombre étudiants, stagiaires et jeunes ouvriers. Mais W. Huhn décourage ces tentatives par ses conversations. Il met en pièces trop impitoyablement les légendes des représentants essouffés du vieux mouvement ouvrier pour y opposer un mythe des conseils ouvriers révolutionnaires. *"Lorsque des jeunes comme nous parlaient de résistance prolétarienne"*, dit Riecherts, *"il rappelait les expériences terribles de son groupe sous le règne nazi, même en dehors des camps"*. Il citait les témoignages sur les Kapos à Buchenwald et à Dora, et évoquait simplement la difficulté à survivre en des temps difficiles. Si les jeunes parlaient de l'anti-sémitisme, Huhn soulignait aussitôt le parallèle remarquable entre racisme et sionisme dans leur développement et, bien avant 1967, il évoquait la lutte de classes en Palestine depuis le début du XXe siècle et les conséquences effroyables sur les populations arabes autochtones de l'appropriation des terres par l'Etat d'Israël. De tels propos pouvaient choquer, mais les jeunes camarades pouvaient estimer être au moins en accord sur un point avec lui: celui de l'opposition à l'armement nucléaire. Sans doute était-il lui aussi contre doter l'Allemagne de telles armes, mais il ajoutait que, s'étant plongé dans la littérature scientifique, il en était arrivé à la conclusion qu'il y avait des raisons tant écologiques qu'économiques pour s'opposer tout autant aux applications "pacifiques" de l'atome (applications à laquelle les jeunes antimilitaristes donnaient plus ou moins secrètement leur accord).

Au total, aucune certitude venue de l'ancien mouvement ouvrier contre laquelle, comme dit Riecherts, Huhn n'ait exercé "la méthode du doute". Pas de croyance naïve dans le progrès ou la victoire de l'esprit pacifique. Jusqu'à sa mort, le 17 février 1970, il restera fidèle à cette ligne de conduite, en dépit du danger d'isolement et de voir s'éloigner des camarades par ailleurs proches de lui.



Daniel Saint-James

*Ni Dieu, ni César,
ni Tribun*

LE culte du héros a toujours été une industrie florissante. Toute secte, toute religion, tout groupe humain, tout Etat constitué s'organisent autour d'une idéologie qui cultive le souvenir.

Dans les grands groupes humains structurés, sûrs d'eux-mêmes et dominateurs, ce sont surtout les côtés "positifs" de ces héros que l'on exalte. Leur courage, leur intelligence, leur bonté, leurs qualités en général, l'exemplarité de leur vie sont rappelés, magnifiés, auréolés dans force discours, deviennent objets d'œuvres d'art, d'hagiographies plus ou moins teintées de légende.

Si le héros a dû souffrir dans sa vie, s'il a dû faire le sacrifice suprême de son existence, de sa liberté, ces regrettables aléas sont davantage envisagés sous l'angle du triomphe final, éternel, du martyr, que sous celui, passager de ses bourreaux. Parce qu'il détenait la Vérité, le héros ne pouvait que l'emporter et sa victoire, aussi chèrement acquise qu'elle ait pu être, justement parce qu'elle a été acquise, est la preuve indéniable de la rectitude du combat mené. Vient-on à mentionner la dureté de ces temps passés que c'est pour se féliciter de la douceur des temps présents, au moins par comparaison. Car si les temps présents ne sont pas aussi amènes que cela, peu importe puisque la Vérité a déjà triomphé, que la Lumière a chassé les Ténèbres: tout le reste n'est que petites imperfections qui ne peuvent aller qu'en s'amenuisant.

Lorsque, parmi plusieurs sectes voisines et rivales, l'une d'elles vient à triompher, elle a dû et su "composer avec le siècle", et doit continuer de le faire. Il lui faut transformer, adapter, réformer l'enseignement de ses héros ou de ses fondateurs. C'est pourquoi son hagiographie prend l'apparence d'une version affadie de leur parole, voire même en devient une sorte de négation. Les mots disent alors le contraire de ce qu'ils sont censés exprimer.

Ceci n'empêche pas la secte triomphante, devenue Eglise, de continuer de prétendre détenir la Vérité, et, forte de cette détention, non seulement spirituelle mais séculaire, elle ne peut traiter ceux qui la contestent que comme des hérétiques qu'il convient de faire disparaître ou à tout le moins de rendre inoffensifs.

Ainsi se créent des sectes de schismatiques et d'excommuniés. Avec les autres petites sectes, cet ensemble minoritaire se trouve rangé parmi les hérétiques. Certaines sectes s'en glorifient. Souvent persécutées, elles ont aussi leurs héros. Ce souvent presque tous les mêmes que ceux de la secte triomphante. Leur vie ne diffère donc guère de celles de leurs homologues des sectes "arrivées". D'ailleurs la secte "arrivée" était elle-même, hier encore, une secte minoritaire. Ce qui est caractéristique cependant, c'est que l'idéologie des minoritaires met davantage l'accent sur le côté "négatif" malchanceux de ses héros. Par une sorte de renversement dialectique, l'idéal de la secte devient juste puisque le héros a été

sacrifié, qu'il est devenu un martyr, qu'il a été en proie aux persécutions, qu'il a été rejeté, exécuté. C'est dans ce renversement que la secte prend ses raisons de vivre: en effet, et l'exemple des sectes victorieuses, bien que honnies par les minoritaires, est là pour le prouver, la Vérité finit toujours par triompher, si ce n'est sur cette terre, du moins dans un monde meilleur. Il suffit d'attendre avec confiance et la persécution même de la secte est là pour lui indiquer qu'elle est toujours sur le chemin de la Vérité.

Cette attitude ne va pas sans un fort sentiment de supériorité, d'autant plus développé que la secte est minoritaire. Il peut même déboucher sur le pessimisme intégral: la preuve même de la vérité d'une attitude se trouve alors dans le fait, non seulement qu'elle est persécutée, mais aussi qu'elle n'a aucune chance de triompher, voire de s'étendre.

Alors la secte se cantonne dans une sorte de masochisme de la pureté. Et, comme la pureté est une chose difficile à partager, elle éclate en petits groupes, chacun prétendant détenir la vraie Vérité, la vraie image du héros. Ainsi possède-t-on la vraie lecture de la Bible, la vraie lecture du Capital, le vrai Dieu, le vrai Jésus, le vrai Marx, le vrai Lénine, etc. voire, demain, le vrai Hitler. Et chaque petit groupe se sent renforcé dans sa conviction de détenir la Vérité ultime, par le fait même qu'il n'a que des ennemis.

C'est pourquoi les différences sectaires, aussi futiles qu'elles puissent apparaître aux yeux d'observateurs non prévenus, sont d'une telle importance aux yeux des sectaires eux-mêmes. C'est pourquoi, aussi, ce qui caractérise les sectes, c'est leur profonde incapacité d'évoluer, si ce n'est par des à-coups qui se traduisent toujours par des scissions, des exclusions, des excommunications. La pensée et l'idéologie de la secte scissionniste se sclérosent et se fixent sur les raisons parfois infimes de la scission. C'est pourquoi les sectes minoritaires ont souvent plus de haine et de rivalité entre elles, qu'elles mettent plus de hargne à s'opposer qu'elles n'en mettent à se défendre contre les sectes "arrivées" qui, insensibles à leurs différences, les persécutent également.

L'histoire de la secte bolchevique est une illustration frappante de ce qui précède. Elle fut elle-même un appendice plus ou moins rejeté et excommunié de la grande famille social-démocrate. Elle en admettait, au moins pour l'essentiel, les credos. Bien entendu, la social-démocratie, devenue secte dominante, reconnue et arrivée, se devait de composer avec le siècle. Elle présentait une version pour le moins affadie des théories de ses héros officiels, Marx et Engels. Elle arrangeait tout à la sauce "réformiste", allant jusqu'à justifier par des glissements de sens constants et manifestes ses propres choix politiques. Devenus textes sacrés, les ouvrages de Marx et d'Engels étaient édités à grands frais (certains d'entre eux, il est vrai, trop en désaccord avec la pratique réelle, restaient occultés), nappés de gloses savantes par toute une académie parallèle de docteurs ès science marxiste,

gloses d'autant plus développées qu'elles n'avaient pas de portée réelle. Ainsi se créait toute une superstructure idéologique, en référence constante aux principes immortels et révolutionnaires données une fois pour toutes par les prophètes Marx et Engels, le tout recouvrant la pratique réformiste d'adaptation au "siècle"; c'est-à-dire au capitalisme.

Il est intéressant d'examiner rapidement quelles furent les réactions s'opposant à cette transformation. Elles furent essentiellement de trois types. Tout d'abord les réformistes francs, tel Bernstein, qui voulait jeter par dessus bord toute la phraséologie marxiste comme mensongère et inadaptée. Ensuite tous les oppositionnels de "gauche" qui voulaient, eux, restituer le vrai marxisme. Parmi eux, on trouvait les bolcheviks et toute l'ultra-gauche. Cette dernière voulait essentiellement retenir du marxisme le côté critique scientifique, mais, justement parce que le combat se déroulait pour beaucoup sur le plan de l'idéologie, elle semblait, elle aussi, dans les discours de restitution des textes sacrés, et par conséquent se trouvait incapable d'interpréter correctement l'évolution de la social-démocratie, d'une part, (croyant essentiellement à une simple distorsion qui aurait pu être redressée par un simple changement de politique), et d'autre part, d'évaluer ce que représentaient des sectes comme la secte bolchevique ⁽¹⁾.

Ainsi l'ultra-gauche allemande, au moins dans les débuts, a recherché l'alliance de Lénine, même si elle critiquait certaines de ses thèses. Car Lénine prétendait, lui aussi, restituer le vrai marxisme, et, en prenant le contre-pied des thèses social-démocrates officielles ou occultes, il est certain qu'il ne visait pas toujours à côté. Sans doute l'interprétation qu'il donnait du marxisme, c'était celle qui correspondait à un chef de fraction dans la Russie précapitaliste, mais ce caractère échappait pour beaucoup tant à ses critiques qu'à ses laudateurs. Sans doute fut-il mis en évidence plus tard, mais seulement lorsque les résultats de la Révolution russe conduisirent certains critiques à réexaminer les thèses léninistes, non plus sous l'angle de la conformité idéologique à un modèle supposé, mais bien sous celui de la pratique sociale. Nous ne voulons pas envisager cet aspect des choses ici, et nous renvoyons le lecteur aux nombreux ouvrages qui en traitent ⁽²⁾.

Sans donc nous prononcer sur le fond du débat, remarquons de nouveau que Lénine, pas plus que la plus grande partie de ses adversaires, ne se livrait à une véritable critique approfondie, appuyée sur une étude des conditions sociales créées par l'évolution du monde capitaliste en général et de l'Allemagne en particulier. C'est pourquoi, les œuvres de Lénine ont ce caractère de fulmination constante, qu'ils regorgent d'anathèmes et d'excommunications, que leur langage n'est pas sans rappeler celui d'un Savonarole s'en prenant au pape et à la dissolution des valeurs chrétiennes. Autrement dit, on y retrouve tout un style "religieux". On

prône le retour à la Vérité, considérée comme incarnée dans les évangiles sociaux que sont les œuvres de Marx et d'Engels, les dirigeants social-démocrates devenant des renégats, des relaps. Bien entendu, dans une telle manière de voir les choses, le marxisme devient un dogme, cesse d'être un exemple d'application d'une méthode d'analyse et de critique. La lutte contre la religion dominante (en l'espèce la social-démocratie) se pervertit en discussion scholastique. Pourtant, et ce n'est paradoxal qu'en apparence, pour l'essentiel, l'interprétation des textes sacrés par Lénine ne diffère que superficiellement de celle de ses ennemis. Les conceptions des fins dernières restent les mêmes, seuls les moyens et les méthodes à mettre en œuvre pour y parvenir diffèrent. En d'autres termes, le combat a rapidement pris un caractère ritualiste.

Toutefois, ne voir dans les bolcheviks qu'une secte minoritaire de la grande Eglise social-démocrate n'est qu'une partie de l'histoire. D'ailleurs la social-démocratie russe ne peut pas être considérée comme une secte "arrivée". Dans l'ensemble de l'éventail politique de ceux qui prétendaient à la succession du tsarisme, plusieurs solutions restaient concevables. C'est dans sa "meilleure adaptation au siècle", sa conception déformée d'un marxisme appliqué à la réalité russe, qu'il faut, nous l'avons remarqué, rechercher une des origines du triomphe de la secte bolchevique. Devenue détentrice du pouvoir, sa doctrine étant promue au rang de religion officielle, elle s'est vue encore plus contrainte de composer avec un siècle d'autant plus exigeant qu'il se présentait sous forme d'impératifs immédiats jusqu'alors inconnus. La navigation à vue devint le principe fondamental de l'action.

Il n'était pas trop difficile aux détenteurs patentés du pouvoir de justifier, par force citations des textes sacrés, les aléas, les détours et les virages en épingle à cheveux imposés par les circonstances. Jouant en particulier sur le sens ambigu de mots comme socialiste (qu'on peut en effet entendre comme prédominance du social, du collectif, mais qui, ici, se traduit par le règne de ce qui est censé représenter l'intérêt collectif, par opposition à l'intérêt égoïste de l'individu), propriété (ici restreinte à la seule propriété individuelle), et dictature (la dictature économique-politique du prolétariat qui devait établir le triomphe de la classe productrice de la richesse sociale, le règne du monde du travail et l'abolition de celui du capital, étant ici confondue avec celle de l'organe, le Parti, émanation auto-proclamée de la Classe et s'incarnant, dans la vie quotidienne, dans la toute-puissance de la police), les dirigeants bolcheviques pouvaient présenter aux yeux, soit admiratifs, soit effrayés, soit les deux à la fois, l'image d'une société sans classe où l'exploitation de l'homme par l'homme avait, sinon complètement cessé, du moins était en cours d'éradication, sans espoir de retour.

Que ces dirigeants, au moins dans les premiers temps,

aient été de bonne foi, cela ne fait guère de doute. Tout détenteur du pouvoir est persuadé d'œuvrer pour un bien supérieur à sa propre personne: la dynastie, la patrie, l'humanité ou Dieu. Il fallait sans doute prendre des chemins de traverse, mais c'était avec la conviction qu'en restant vigilant, il ne s'agissait que d'un détour temporaire, une estimation réaliste des circonstances, mais qui ne changeait rien de fondamental, ni surtout la direction globale suivie. (On notera en passant que c'est justement ce que disaient les dirigeants social-démocrates, hier, et d'ailleurs encore, vilipendés.) Ainsi voit-on Lénine, par un remodelage de sa propre formulation, déjà fortement discutable, de L'Etat et la Révolution, se convaincre, et réussir à en convaincre plus d'un, que le développement du capitalisme d'Etat est le chemin obligé, souhaitable, la voie quasi-royale vers la suppression des classes et le dépérissement de l'Etat. Ainsi, le même Lénine, en proie à diverses angoisses, finit quand même par estimer que la N.E.P. est un accroc sans trop d'importance, du moins tant que l'Etat bolchevique, bien tenu en main par le Parti détenteur de la Vérité historique, impose de rester, en dépit des oscillations, dans la bonne voie ⁽³⁾.

Toutefois, il y en eut beaucoup pour trouver que ces entrées sur des chemins de traverse, ces changements de direction n'avaient rien d'"évident" ou d'obligé, ni surtout que c'était le plus court pour atteindre le but, ni même, pour certains, que le but proclamé était le bon. Discuter de ces derniers ici nous entraîneraient trop loin, et nous voulons nous borner au cas des membres de la secte bolchevique elle-même. Les mécontents finirent soit par scissionner, soit par être exclus, soit par être excommuniés, en tout cas par être réduits au silence. Tout comme le christianisme des débuts ou l'Islam, la révolution bolchevique a connu foule de ces aléas. Car, dans la période initiale, ce qui deviendra l'orthodoxie, la doctrine officielle, n'est pas complètement fixé, même si les grandes lignes en sont déjà tracées. La lutte pour le contrôle définitif de l'appareil n'est pas achevée, son issue reste incertaine. L'apparition des oppositions et surtout celle des sectes hérétiques schismatiques et/ou excommuniées, semble souvet se faire pour des raisons futiles, car elle correspond à un long combat souterrain, dont l'issue apparaît souvent au grand jour à l'occasion d'un affrontement qui peut paraître mineur. Ainsi, par exemple, l'Opposition Ouvrière naît sur la question des syndicats, à un moment où la liquidation du pouvoir des Soviets est déjà chose faite.

Ceux qui restèrent au pouvoir s'installèrent alors dans leur orthodoxie. Au fur et à mesure que leur puissance s'affirmait, les scissions et exclusions diminuèrent pour céder la place à une codification "policée" du mode de succession des détenteurs de la puissance. Bien sûr, les divergences et les oppositions ne cessèrent pas comme par enchantement. Dans un premier stade, on alla même jusqu'à les traiter par la méthodes des autodafés. Mais cette intervention brutale du

bras séculier confirmait, en quelque sorte d'une manière spectaculaire, l'installation de l'orthodoxie. Il n'était plus question d'admettre les anciennes formes de séparation, scissions ou exclusions, qui exprimaient une certaine estime réciproque de la force des divers adversaires luttant pour le pouvoir. On peut même dire que l'on reconnaît la consolidation du pouvoir dominant à la fin de cette estime.

Mais il ne faut pas perdre de vue que ce processus n'apparaît comme linéaire, suivant un chemin bien tracé, qu'à posteriori. Chemins de traverses et retours en arrière sont absolument nécessaires pour que se dégage ce qui sera au bout la foi dominante. Il arrive qu'on puisse adopter, mettre ou remettre en place des méthodes, viser ou réviser des buts, ou préconiser des solutions qui étaient ceux mis en avant par les écartés de la veille. Mais il est extrêmement rare qu'à cette occasion ceux-ci, du moins les plus marqués, soient rappelés pour mener à bien la nouvelle politique. Souvent celle-ci devra être appliquée par tout ou partie de ceux qui, hier, s'y opposaient, même si le changement s'accompagne de nouvelles exclusions, voire d'élimination physique.

Quoi qu'il en soit, une fois le pouvoir consolidé, se déroule une longue période de consensus social, et ceci jusqu'à ce que les forces à l'œuvre dans la société mènent à une nouvelle explosion de contestation. Mais il faut souligner que, même si cette contestation reprend certains thèmes mis en avant par les scissionnistes ou exclus, elle ne passe pas en fait par ceux-ci. Car ces derniers, souvent regroupés en sectes plus ou moins misérables, sont de véritables fossiles, incapables de s'adapter à la nouvelle situation. Ainsi le protestantisme ne s'est pas moulé dans ce qui pouvait subsister des anciennes sectes chrétiennes ou gnostiques et la Révolution française finit par rejeter la phraséologie traditionnelle pour déboucher sur le déisme et même sur l'athéisme (tout en proclamant avec l'égalité, la fraternité et la liberté une sorte de retour aux valeurs du christiannisme primitif). En bref, il est vain d'espérer des petites sectes scissionnistes, toujours engluées dans le souvenir des événements qui les ont vues naître, un quelconque renouvellement. Et ceci est d'autant plus vrai que, comme nous l'avons déjà dit, ces sectes ne se démarquent pas vraiment de l'idéologie officielle dont elles prônent une réinterprétation correcte, une application correcte, alors que cette idéologie est vomie. Si le mouvement contestataire s'incorpore une partie de leur idéologie, il le fait dans une nouvelle formulation, sous une nouvelle forme où se trouvent comme oubliées les querelles du passé. Que cela plaise ou non, il n'y a rien d'immuable.

Car les sectes minoritaires, une fois séparées de leur grande famille, ne peuvent poursuivre qu'une vie larvaire, retombant dans les discussions et les rivalités stériles, d'autant plus chauvines qu'elles sont sans pouvoir réel, s'abandonnant à la rancœur et à la nostalgie, glorifiant leurs héros et leur attitude passée. Faibles, divisées, elles se répandent,

comme nous l'avons remarqué, en anathèmes, non seulement contre ceux qui les ont chassées, mais aussi les unes contre les autres, éclatant en myriades de chapelles. L'absence de mouvement, de prise sur le réel imposant la répétition obsessionnelle des mêmes thèmes entre les mêmes personnes, interdit rapidement la coexistence, dans un même groupe, d'individus présentant, sinon des opinions tranchées et différentes, du moins des positions affirmées. Dans leur sein se déroulent des luttes pour le pouvoir, caricatures de celles du passé, souvent justifiées par référence à celles-ci, d'autant plus ridicules et caricaturales qu'elles sont des luttes pour rien, pour la domination d'une coquille de noix absolument vide. C'est pourquoi, le plus souvent, les idées agitées dans ces sectes donnent une impression de déjà vu, d'absence totale de dynamisme, de rabachage, de pinaillages mesquins, d'impossibilité de procéder à une véritable critique de l'activité d'autrefois comme d'aujourd'hui, de se dépasser. Bref, elle donnent l'impression de la sclérose, accompagnée de... vociférations. Rapidement, nombre de leurs membres, du moins ceux qui ne sont pas englués dans la foi ou l'admiration béate d'un leader, finissent par les quitter, le plus souvent découragés et perdus pour les idéaux qu'ils prétendaient viser. Ne correspondant à rien, si ce n'est de servir d'exutoire à un mécontentement latent teinté de nostalgie, elles ne peuvent croître au delà d'une certaine taille et végètent.

Telle se présente l'histoire de Trotsky et des sectes trotskystes. Il est tout à fait symptomatique que la grande biographie du fondateur de l'Armée Rouge, due à son admirateur Isaac Deutscher, porte dans son titre pour le désigner le mot de Prophète ⁽⁴⁾. Ce recours au vocabulaire religieux n'est pas le fait du hasard. Il s'inscrit, bien évidemment, dans la conception sectaire qui fait de ce genre d'ouvrages une hagiographie, de leur héros, un saint. Révélatrice aussi est la manière dont Deutscher présente le déroulement de la carrière de Lev Davidovitch. Cette grande intelligence est le siège de révélations. Ses différentes options, ses choix nous sont assez souvent décrits comme des sortes de conversions, presque comme l'intrusion fulgurante de la Grâce. Ainsi en va-t-il de son adoption du marxisme, faite en une nuit, après une discussion avec une jeune personne! Ainsi en va-t-il aussi ultérieurement lorsqu'il se range aux côtés de l'opposition. Tous ses actes sont ceux d'une personne d'une grande moralité qui, même dans ses erreurs, et peut-être plus encore dans celles-ci, est le siège de rêves grandioses, vise à une austère rigueur. Ils sont empreints d'une honnêteté intellectuelle "allant jusqu'à la naïveté", et cette naïveté se traduit par le fait que Trotsky (toujours les révélations fulgurantes!) se mit à "frémir d'horreur lorsqu'il vit ses propres idées mises en pratique par son ennemi"!

On peut dire qu'il y a là une concession, que Deutscher, dans sa grande objectivité, reconnaît le caractère humain trop humain de son héros. Mais il ajoute vite que, dans le

contexte de la Révolution russe, celui de la guerre civile, ce genre d'idées était inévitable. Et ne valait-il pas mieux qu'elles fussent appliquées par l'intelligent et honnête Trotsky, plutôt que par le grossier et brutal Staline qui ne visait que sa dictature personnelle? (5)

On voit ici comment, sous l'apparence de la critique, fonctionne l'encensement et la formation du culte. Laisant de côté, pour un instant, l'étrange démarche d'un marxiste qui fait jouer un tel rôle aux "personnalités", attardons-nous sur l'argument de la nécessité.

Dans toute discussion sur la révolution russe, on se voit toujours opposer (aussi bien par des sympatisants des bolcheviks que par certains de leurs ennemis) la même question: Qu'auriez-vous fait d'autre dans la situation de l'époque? Est-ce que la création d'une armée efficace, l'élimination des ennemis internes et même la militarisation du travail qui permettait de faire porter l'accent sur tel ou tel domaine de la production et d'assurer le ravitaillement de l'armée, n'étaient pas des nécessités pour vaincre? Et qu'auraient pu faire les autres groupes politiques, voire même les conseils, détenteurs du pouvoir, mais laissés à eux-mêmes, en proie aux tiraillements, face à un paysannat arriéré et soumis au feu roulant du capitalisme international? Le communisme de guerre, ou quel que soit le nom que l'on voudra bien donner à cette politique, n'était-il pas une obligation?

Certes, les circonstances extérieures imposaient, globalement, aux événements en Russie une certaine évolution (du moins aussi longtemps que rien ne se produisait dans les pays industriels avancés). On peut en effet légitimement se demander ce que, toutes choses égales d'ailleurs, aurait pu donner le mouvement makhnoviste ou l'Opposition ouvrière s'ils avaient triomphé de leurs ennemis du moment. Aurait-on pu empêcher les tendances nationalistes qui se faisaient jour dans le premier, ainsi que le jeu des intérêts des paysans et des cadres de l'armée de mener à une sorte d'Etat indépendant où les idées anarchistes auraient servi à justifier une politique d'oppression? (N'a-t-on pas vu quelque chose de ce type se faire jour en Espagne en 38, au nom des nécessités?) Qui aurait pu garantir que l'éventuelle libéralisation des syndicats et la croissance de leur influence n'aurait pas finalement servi à faire rentrer dans le rang les travailleurs, avec d'autant plus d'efficacité qu'ils auraient été persuadés être maîtres de leur destin?

Répondre comme on le fait parfois que Makhno était un anarchiste conséquent et donc garant de la bonne marche du mouvement, ou que Chliapnikov, ancien ouvrier métallurgiste, aurait maintenu le caractère prolétarien est de nouveau un type d'argument relevant plus de la foi religieuse que de l'analyse des faits. Ce n'est pas, comme on l'entend dire parfois, parce qu'on a pas appliqué les bons principes que la Révolution russe a dégénéré, ce n'est pas parce que les hommes qui dirigeaient le pays n'étaient pas les bons, mais

bien parce que les rapports de classes et la situation de force étaient ceux d'un pays arriéré que, justement, ces bons principes, non seulement ne pouvaient être appliqués, ni même être correctement formulés. Et ce indépendamment de la qualité des hommes. En réalité, la Révolution russe n'a pas dégénéré; simplement le mouvement révolutionnaire prolétarien qui s'est manifesté à cette occasion, a rapidement été vaincu, n'a connu qu'une existence éphémère et restreinte, n'en est resté qu'à des balbutiements, même si ceux-ci ont été d'une grande nouveauté et d'une énorme portée pour l'avenir.

Quoi qu'il en soit, les chemins de traverse, les directions prises à un moment donné, ne sont jamais anodins. Si on les choisit, même comme des expédients temporaires, ils marquent et obèrent le résultat final. Le simple fait de choisir d'organiser une armée douée de l'efficacité militaire au sens classique du terme, et, pour cela, de restituer hiérarchie et état-major, montre déjà que l'on est sorti du mouvement prolétarien révolutionnaire dont l'essence est l'initiative des masses et non l'obéissance à des ordres venus d'en haut. Répondre que l'initiative des masses n'était plus à l'ordre du jour et ajouter qu'il fallait bien prendre des décisions autoritaires pour sauvegarder l'essentiel (la suppression de la propriété privée), c'est reconnaître du même coup que les conditions objectives et subjectives de la création du socialisme faisaient défaut. Mais alors, pourquoi s'arrêter en chemin et ne pas se poser les questions fondamentales, non seulement sur la Russie elle-même, mais sur le monde dans son ensemble. Si on le fait, apparaît clairement que les bolcheviks n'installaient pas n'importe quoi dans l'ancien empire des tsars, si ce n'était pas le socialisme, et s'impose la nécessité d'examiner de plus près leur idéologie, de voir en quoi elle correspondait à la situation "objective". Alors apparaît aussi, clairement, que rien ne peut se substituer à l'initiative des masses, que celle-ci doit couvrir le monde entier et que, conformément à une idée avancée par Rosa Luxembourg, la Révolution a échoué par suite de la carence du prolétariat international. Et ceci en dépit du courage et de l'abnégation de beaucoup, écrasés tant par l'action des ennemis, bolcheviks, capitalistes, social-démocrates et politiciens de toute sorte que par l'apathie de leurs camarades de classe, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Russie. Voilà la vraie raison de la disparition de Makhno, de l'effacement de l'Opposition Ouvrière, de l'écrasement du soulèvement de Cronstadt. Voilà pourquoi la seule réponse que l'on peut faire à la question: qu'auriez-vous fait à leur place? est: d'abord, je n'aurais pas été à leur place, et la seule perspective qui m'aurait été offerte, c'est de lutter avec d'autre contre ce nouveau cours des choses, dans un combat certainement douteux dont l'issue, vue d'aujourd'hui, ne faisait aucun doute, mais qui, en remettant en cause les credos officiels, ouvrait incontestablement les perspectives d'avenir. Il est clair que la défaite de

ceux qui adoptèrent ce genre d'attitude, incommode et désespérée, de lutte sur tant de fronts à la fois, leur élimination physique ou leur réduction au silence, à la vie groupusculaire voire sectaire, a grandement contribué au triomphe de la croyance, que s'est réalisée un jour, en Union soviétique, la société sans classe, que ce soit pour s'en réjouir et y voir un idéal à atteindre ou, au contraire, pour s'en désoler, en constatant que rien n'est vraiment changé, que la nature humaine éternelle rend impossible toute société égalitaire et libertaire. Ainsi se sont raffermies encore plus les idées qu'il n'y a qu'à s'en remettre à des chefs, dont les succès passés sont les garants des succès futurs; ainsi s'est consolidée l'apathie des masses et le triomphe d'une politique qui devait aboutir au fascisme sous toutes les formes, à la guerre, à la formation des Etats capitalistes modernes, à la fin pour longtemps de toute action autonome prolétarienne d'envergure. La défaite du prolétariat, obtenue presque sans combat, est en fait marquée par ce qui a été présenté comme son plus grand succès: la victoire bolchevique. Trotsky et ses sectateurs, en présentant le stalinisme comme une dégénérescence de la révolution qui sauvgardait néanmoins l'essentiel, fut-ce à son corps défendant, en ramenant sans arrêt tous les problèmes dans un cadre, une stratégie, une tactique et un mode de pensée liés aux luttes bureaucratiques héritées de la révolution russe, ont joué un rôle, peut-être modeste mais certain, dans cet étouffement généralisé (6).

Reste à examiner le deuxième volet de l'argumentation qui, admettant l'infranchissabilité des limites imposées par la situation "objective", affirme qu'il vaut mieux que les mesures coercitives soient appliquées par un homme intelligent et honnête que par un monstre grossier et brutal. Certes, même si, d'un point de vue historique, la différence est faible voire nulle, il est capital pour ceux qui en subissent les effets, c'est-à-dire les hommes réels de chair et de sang et non les abstractions qui sont censées faire l'histoire, d'avoir sur le dos un monarque débonnaire plutôt qu'un tyran sanguinaire. Il valait mieux pour les parisiens avoir affaire au policé général von Choltitz, si épris de culture française qu'il n'osa, à ce qu'on dit, faire détruire Paris de fond en comble ainsi que tous ses habitants, plutôt qu'à Heydrich ou à Himmler. Mais là où le bât blesse dans ce genre de raisonnement, c'est que, même en passant sous silence le fait que pour un Juif gazé dans un camp de concentration la différence entre Himmler et von Choltitz, n'ait pas été si évidente au premier coup d'œil, rien ne prouve que Heydrich ou Himmler aient été plus "malhonnêtes", moins "droits" que von Choltitz, ni qu'ils aient été moins intelligents. L'Histoire regorge de ces êtres de systèmes, dont l'honnêteté et la largeur de conception ne font aucun doute et qui, lorsqu'ils détiennent un tant soit peu de puissance, sont prêts à tout subordonner à la réalisation de leur idéal, à sacrifier les hommes réels au Moloch de leur abstraction. Il est clair que

bien des SS croyaient dur comme fer qu'ils allaient rénover le genre humain en éliminant les germes corrompus et corrompueurs que constituaient, selon eux, les Juifs, qu'ils le faisaient en toute honnêteté, n'hésitant pas à sacrifier leur vie, sans que jamais, ou presque jamais, leurs actes, aussi horribles soient-ils, leur aient paru en contradiction avec leurs exigences de pureté. Il ne s'agit évidemment pas de procéder à une justification des SS, ni, a contrario, à une apologie des compromissions, mais de faire remarquer sur quoi l'exigence de pureté, compréhensible voire souhaitable face à un monde, ô combien détestable, peut déboucher lorsqu'elle s'accompagne d'un mépris des autres et d'une glorification paranoïaque de soi-même. Ainsi en va-t-il des terroristes qui, outrés par l'apathie complice des exploités, en viennent aux attentats aveugles, ou se moquent des éventuelles bavures de leurs actions "violentes".

Or, si l'on en croit Deutscher, l'honnête et intelligent Trotsky se laissait volontiers entraîner aux conséquences ultimes de ses conceptions. Ainsi, lorsque chargé de réorganiser l'Armée Rouge, il prétend tout subordonner à celle-ci, et que, poussant au bout les conséquences de sa vision, il se prononce pour la militarisation du travail, allant jusqu'à trouver un caractère progressif au travail servile! On lit avec intérêt, dans les pages qui précèdent, la documentation importante recueillie et présentée par Huhn, et les diverses justifications avancées par le créateur de l'Armée Rouge pour ses propositions les plus totalitaires qui, finalement, toutes reposent sur un présupposé casuistique: l'existence d'un Etat ouvrier, garantie par la victoire bolchevique. L'honnêteté de Trotsky se transforme, comme c'est souvent le cas, non plus en rigueur intellectuelle mais bien en dureté et en rigidité. Si sa manière d'envisager les choses pouvait correspondre à la première période, elle cesse d'avoir portée sur le réel lorsque, les ennemis extérieurs et intérieurs vaincus, et l'aventureuse incursion en Pologne ayant donné les misérables résultats que l'on sait, le réaliste Lénine décida de créer la NEP. Alors la rigidité de Trotsky devint un frein à la nouvelle politique, et sa mise à l'écart inévitable: le véritable coup d'arrêt à l'ascension de Lev Davidovitch date, en fait, de cette époque (1921). Même si elle se déroule sur un fond de lutte bureaucratique pour le pouvoir et si Lénine se montrait personnellement inquiet de la trop grande importance de l'ancien président du soviét de 1905, cette relative élimination correspond aussi à la fin d'une époque. Selon une méthode usuelle, elle se fait à propos d'une question qui pouvait paraître mineure: celle du rôle des syndicats dans la société soviétique. Trotsky sort vaincu de cette épreuve, presque autant que ceux qui paraissaient ses ennemis directs: l'Opposition Ouvrière. Il se voit interdire de parler des syndicats!!!, avant de se voir envoyé réprimer le soulèvement de Cronsadt avec comme adjoint... Staline!!! Trotsky, visiblement mal à l'aise par rapport à la NEP, se tint dès lors dans un

relatif silence.

On peut assez gratuitement se demander ce qui aurait pu se passer si Trotsky avait réussi à imposer son point de vue à cette époque. La vigueur de la répression à Cronstadt, la manière répugnante dont on essaya de salir les insurgés par autant de calomnies, etc. etc., ne laissent augurer rien de bon. D'une certaine manière, même si aux yeux de beaucoup elle paraissait un recul, la NEP fut accueillie avec le soulagement ("lâche"?) qui accompagne toujours un certain retour au "calme" dans une période troublée. De même, plus tard, lors du triomphe de la troïka, selon toute vraisemblance, l'"opinion publique", même si elle continuait à lui porter un culte, vit l'élimination de Trotsky sans déplaisir. Entre le "mollasson" Zinoviev, l'"énergique" Trotsky, et l'"humain" Boukharine (Staline restait dans l'ombre et n'était guère connu que des Géorgiens qu'il avait massacrés et décimés), il semble bien que son choix ait été fait en faveur de ce dernier (7). Du moins c'est ce que paraissent confirmer de nombreux témoignages sur l'époque et particulièrement l'un d'entre eux que j'ai eu à connaître personnellement d'un membre... de l'opposition trotskyste. En général les défenseurs de la Révolution russe qui concèdent ce point sont enclins à le relier à la chute de l'énergie révolutionnaire, qu'ils rattachent celle-ci ou non à l'épisode de la NEP. Ce faisant, ils chaussent les bottes des trotskystes de l'époque qui passaient leur temps à reprocher leur laxisme et leur opportunisme aux majoritaires, les qualifiant de thermidoriens, de fossoyeurs de la révolution, de lâches devant les exigences des paysans enrichis. Plus tard, lors du démarrage de la collectivisation forcée, la majorité de l'opposition trotskyste, reconnaissant là la politique qu'elle préconisait, se montra prête à y collaborer, inaugurant ainsi ce qu'on a appelé les capitulations. I. Deutscher raconte que jusqu'au dernier moment, elle espéra que l'on enverrait un train triomphal pour ramener Trotsky d'Alma Ata à Moscou. On sait que ce train, bien ordinaire mais bien gardé, l'emmena hors de Russie, en exil en Turquie.

Cette mauvaise appréciation de la situation réelle, peut servir de transition à l'étude d'une autre idéalisation: celle de l'intelligence supérieure de Trotsky. Bien entendu nous entrons là sur le terrain mouvant des arguments ad hominem et des jugements de valeur qu'il y a toujours quelque présomption à énoncer. Mais passons outre. Quiconque a lu les grandes œuvres de Trotsky, comme l'Histoire de la Révolution Russe ou la Révolution Permanente, est immédiatement convaincu d'avoir à faire à ce qu'on appelle communément un "esprit supérieur". La vigueur du style passe dans la traduction; l'aptitude à faire des généralisations, à construire des systèmes logiques dont les conséquences sont admirablement déduites entraîne, sinon l'adhésion, du moins l'estime. Il est certain que l'auteur, cosmopolite comme on sait, s'intéressant à de nombreux domaines, sensible aux arts et aux

manifestations de la culture mondiale, tant littéraire que scientifique, laisse par son ouverture d'esprit loin derrière, non seulement le grossier séminariste de province qu'était Staline, mais même le béotien Lénine. Il serait vain d'aller lui reprocher, dans ses premiers écrits, son point de vue menchevique, ou social-démocrate classique, dont on trouve aussi des traces dans Nos tâches politiques, l'ouvrage qu'il écrivit en 1904 contre le jacobinisme de Lénine. Qui, à l'époque, allait aussi loin que lui dans la critique du bolchevisme naissant, au moins parmi les marxistes? Là où les choses se gâtent déjà quelque peu, c'est lorsqu'il admet volontiers des entorses à sa propre logique, lorsqu'il est prêt à affirmer avec Vladimir Illitch des énormités, peu conformes au marxisme et au matérialisme historique dont il se réclame. Ainsi en va-t-il quand il répète qu'entre février 17 et octobre s'écoule toute la période qui sépare la révolution bourgeoise, le triomphe du capitalisme, la transformation de la société féodale en société moderne d'exploitation, de la maturité des conditions de la révolution prolétarienne. On objectera que cette conception n'est pas en contradiction avec sa théorie de la révolution permanente, mais il y a quand même assez loin entre reconnaître que, dans un pays arriéré où existent déjà des embryons d'industrie et de prolétariat moderne, ce dernier ne pourra rester les bras croisés en cas de transformation sociale et mettra nécessairement en avant des revendications propres, et penser que l'on peut effacer, par des décisions politiques, la nécessité d'une évolution tant sociale qu'économique, que spirituelle et structurelle.

Mais ceci n'est rien, et, d'ailleurs, à l'époque, presque tout le monde pensait comme lui, au moins sur ce dernier point. Plus navrant est de voir l'incontestable dégradation qui se produit lorsqu'il est écarté du pouvoir. Huhn, dans les pages qui précèdent en donne une image saisissante. Il y a, n'ayons pas peur des mots, une marche de la bêtise, inexorable. Il est incroyable de penser qu'un homme aussi énergique ait pu passer une partie appréciable de son temps à essayer de fait publier par Staline, dans les procès verbaux officiels... sa propre condamnation du trotskysme!!! On pense qu'il aurait dû rougir d'avoir lui-même écrit sur Lénine, après la mort de celui-ci, des phrases d'adulation pour le moins avilissantes, tant pour le défunt que pour lui-même. Son rôle dans la création du culte de la personnalité, de la déification d'un homme est loin d'être négligeable. Mais le pire est atteint dans sa polémique contre Schachtmann et Burnham en 1939-40. Il va jusqu'à se lamenter de la stupidité et de la pusillanimité du Kremlin qui l'empêche d'exporter (à son corps défendant, il est vrai) la révolution sociale en Finlande... à la pointe des baïonnettes! Il affirme sans rire que l'unification de l'Ukraine sous la loi d'un seul Etat (la Russie stalinienne!) est un moindre mal, du point de vue de la lutte future... pour l'indépendance. Enfin, il a recours, en dépit de toute une "dialectique" sur le caractère de classe de

l'URSS, à des arguments quasi juridiques, soutenant que la bureaucratie a réalisé des changements sociaux fondamentaux en Pologne Orientale, donnant comme preuve "décisive", que, sans eux, elle n'aurait pu inclure ces territoires dans la composition de l'U.R.S.S., (c'est-à-dire, les annexer). (8) Quoi qu'on puisse penser des idées de Schachtman et Burnham, on est légitimement amené à se demander où s'est déclarée la gangrène.

Il n'est guère utile d'accumuler ici les exemples de ces stupidités dont parle Paul Mattick. On les trouvera longuement exposés par Huhn. Ce qui frappe, c'est l'incapacité de Trotsky, lui le fabriquant de systèmes cohérents, de parvenir à une conception de la bureaucratie qui se tienne. Anton Ciliga a expliqué cette incapacité par le fait que remettre réellement l'U.R.S.S. en question aurait conduit Lev Davidovitch à se condamner lui-même. Sans doute est-ce là une partie de la vérité. Huhn et, peut-être plus encore, Mattick montrent à l'évidence qu'il n'y a pas de différence de nature entre les conceptions de Lénine, Trotsky et Staline et qu'elles sont toutes à rattacher à une même conception de la révolution sociale et de l'évolution historique. Mais nous pouvons ajouter, qu'à cause de sa propre histoire, du rôle qu'il a joué, Trotsky est devenu intellectuellement incapable de concevoir un éventuel dépassement. Sans doute trouve-t-il toujours des formules qui font mouche, sans doute ses facultés intellectuelles restent brillantes, mais, à un certain moment, son intelligence politique s'est comme bloquée. Il entre dans l'état momifié du sectaire. Il est déjà mort avant de recevoir le coup de piolet d'un abject assassin.

La secte qu'il laisse derrière lui hérite de cette sclérose. Elle éclate en myriades de tendances, sur des motifs souvent futiles, se disputant les reliques de leurs saint, certaines de détenir la Vérité, puisque celui-ci a été assassiné sur l'ordre de Staline, certaines aussi d'être la force de demain puisque vomies, tant par les P.C. que par la bourgeoisie. Pour se retrouver, si on le désire, dans cette histoire embrouillée, on pourra se reporter au livre de Roussel (9). On en retirera sûrement, selon son humeur, soit une grande tristesse, soit une certaine joie, selon qu'on se navre de la décomposition de ce qui fut le mouvement révolutionnaire ou qu'on se réjouisse de celle du léninisme. En gros, on peut dire que ces tendances ont bien suivi le schéma d'évolution que nous avons tracé plus haut.

Il serait outreucidant de passer sous silence le fait que ces sectes trotskystes et d'autres apparentées ont incarné aux yeux de beaucoup la critique active du régime "soviétique" d'un point de vue révolutionnaire. Roussel souligne avec juste raison qu'il est facile, aujourd'hui d'ironiser sur les trotskystes qui ont dû survivre dans des circonstances particulièrement défavorables. Selon lui, ils ont "tissé un fil mince mais inestimable entre Octobre 1917 et les luttes à venir". Mais, justement, cette dernière remarque contient à

la fois l'explication du succès relatif du trotskysme (par comparaison aux autres oppositions de gauche ou d'ultra-gauche) et les raisons de son échec historique.

En effet, une des caractéristiques essentielles des sectes schismatiques et hérétiques est de maintenir un fil avec les fondateurs de leur idéologie. Dans le cas des bolcheviks et de leurs descendants, le présupposé est le suivant: en Octobre 1917, les bolcheviks ont mené la première révolution prolétarienne victorieuse et leur chef, Lénine, a été le premier non seulement à restituer au marxisme révolutionnaire sa pureté originelle, mais encore à le faire entrer dans les faits. Ce présupposé a longtemps été adopté dans le monde entier. D'abord parce que la Révolution russe a soulevé à l'époque un énorme espoir, celui d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. (C'est pourquoi il était si difficile, même pour des anarchistes anti-marxistes, de mettre en question, au début, ce qui se passait dans l'ancien empire tsariste). Ensuite parce que le monde capitaliste occidental s'est opposé avec énergie, et même par les armes dans les premières années, au nouveau régime, ce qui en confirmait le caractère prolétarien. (C'est là une faute classique de raisonnement logique qui consiste à identifier ce qui n'est pas une certaine chose avec son contraire.) Enfin, parce qu'il est toujours préférable d'avoir à disposition un paradis réalisé, fût-ce de manière imparfaite, que de se référer sans arrêt à un modèle hypothétique.

Pour une grande partie des intellectuels occidentaux, torturés par leur mauvaise conscience face aux crimes de l'impérialisme et à l'exploitation des travailleurs, admettre sans discussion l'axiome: le prolétariat est Dieu et Lénine est son prophète, c'était en quelque sorte se redonner des raisons de vivre, pour certains d'autant plus que la théorie bolchevique réservait au révolutionnaire professionnel, issue de leur couche sociale, un rôle prééminent, lui permettant de sortir du "vide" lié à sa situation au sein du processus de production. (Incidemment, on notera que ces intellectuels sont le plus souvent des "littéraires"; les scientifiques et techniciens, étant plus directement inclus dans le processus de production, ne se posent guère ce genre de questions existentielles.) Une remarque analogue vaut pour un certain nombre d'ouvriers intellectualisés.

Jouant de cette ambiguïté fondamentale, les sectes bolcheviques ont pu maintenir un flux constant de membres. Ceux qui y entrent sont animés de la volonté sincère de renverser l'ordre établi, ils sont prêts aux sacrifices même les plus obscurs. Ils croient de toute bonne foi que le passé révolutionnaire de leur héros est garant de la justesse de la conception de leur secte qui s'y relie par une filiation ininterrompue. Mais, à l'intérieur, voilà qu'on ressasse jusqu'à l'écoeurement les mêmes arguties, qu'on répète de manière caricaturale les oppositions de tendance du passé, qu'on se réfère sans arrêt à des exemples momifiés. Comme une révo-

lution de type bolchevique n'est guère à l'ordre du jour dans les pays capitalistes occidentaux (même si peuvent s'y montrer des tendances vers le capitalisme d'Etat, mais alors les P.C. suffisent à les exprimer ou à les canaliser, aidés ou remplacés, le cas échéant, par les partis socialistes), la prise sur le réel est nulle, l'action dérisoire. Voilà pourquoi ces sectes n'ont jamais pu dépasser une certaine taille, perdant, en gros, en dépit de variations conjoncturelles, autant de membres qu'elles en gagnaient. Elles gardent bien sans doute cette ossature de militants qui tiennent plus du moine que du politique, mais ceux qui y sont entrés pour les quitter peu après en sortent découragés ou dégoûtés, ou les deux, perdus pour la "politique", ne gardant au mieux que cette coloration de gauche si prisée, et au pire que le souvenir et les relations que fournit l'appartenance à un club de copains. Seuls ont pu se sortir du cloaque, ceux qui ont abandonné toute référence religieuse au passé. Pour cela il leur a été nécessaire de pratiquer une critique de la Révolution Russe et de la bureaucratie, de l'organisation en général sur de tout autres bases que celles laissées par Trotsky et ses adorateurs. Discuter de ces résultats ici serait beaucoup trop long. Nous pouvons toutefois terminer par quelques remarques.

Avec 1968 renaît, non pas la lutte de classe qui n'a jamais cessé même si elle s'est affaiblie, mais une contestation du système d'une certaine envergure. Sans doute cette contestation est-elle le fait essentiellement de groupes petits-bourgeois et intellectuels. Elle garde, bien entendu, des caractères léninistes, mais sous une forme assez différente. Il est symptomatique qu'en France, par exemple, on ait vu naître la Gauche prolétarienne, amalgame original de formes léninistes et de pratique simili-anarchiste. Quel que soit ce qu'on ait pu en penser, il est indéniable que, comparée aux divers trotskystes, elle a fait preuve de davantage de dynamisme. Beaucoup de ses membres se sont posés des questions, même si c'était pour les enfermer dans une perspective maoïste imaginaire. De même les mouvements autonomes, en dépit de leurs caractéristiques anarchistes, ne se sont pas mêlés aux mouvements libertaires traditionnels. De même la plupart des grèves sauvages ont fait fi de l'intervention des groupuscules, traditionnels ou nouveaux, refusant de s'enfermer dans les rivalités sectaires. Quant aux mouvements écologiste et anti-nucléaire, authentique expression d'une contestation sociale certaine, ils sont allés jusqu'à repousser toute référence politique à la lutte des classes, tout en s'opposant pourtant aux effets du capital. On peut faire des remarques analogues en ce qui concerne le mouvement féministe et d'autres expressions de ce qu'on a appelé le "malaise de société".

Aujourd'hui plus personne n'est prêt à soutenir que règne en U.R.S.S. le prolétariat victorieux, que là-bas existe la société égalitaire et libre qui a hanté les rêves des générations qui nous ont précédés. La fin du maoïsme, le retourne-

ment apparent de la Chine, les divers affrontements dans les pays ex-coloniaux, les palinodies sanglantes du Viet-Nam et du Cambodge, ont détruit un certain nombre d'illusions et de références quasi-religieuses, au moins dans les pays occidentaux. Ce qui frappe beaucoup d'observateurs c'est le vide idéologique qui en résulte. Léninisme, maoïsme, trotskysme et même marxisme apparaissent comme des fossiles. Les mots de socialisme et de communisme, tout dégoulinants de sang, sont devenus des objets de haine ou de mépris. D'une certaine manière il est vain de continuer un stérile combat sémantique pour en restituer le sens original.

Du passé faisons table rase, dit une chanson célèbre. Jusqu'à un certain point, les cinquante dernières années viennent de déblayer une bonne partie du terrain. La mort des idéologies ne devrait pas nécessairement nous morfondre même si elle semble laisser derrière elle, le vide. Ce qui est plus inquiétant, c'est la persistance de certaines attitudes, de certains modes de pensée.

On entend d'abord s'étonner de la renaissance d'un certain esprit religieux, de la conversion de certains contestataires de la veille en autant de nouveaux pseudo-mystiques. Nous nous sommes efforcés de montrer ci-dessus que, souvent, le mode de pensée religieux a dominé les sectes politiques, si bien qu'il n'est pas trop surprenant que tel adorateur de Lénine, Trotsky ou Mao sombre dans le piétisme. En revanche il est regrettable que la contestation de l'Université, du rôle et de l'exploitation du savoir dans la société capitaliste, puisse déboucher sur une sorte de négation du savoir en général et de rejet de la réflexion considérés comme une expression du Mal.

De même il est non moins inquiétant de voir dégénérer l'idée que l'initiative appartient aux masses en une justification de l'éclatement, en myriades d'action séparées et sans lien entre elles des révoltes des travailleurs mécontents, sous prétexte que l'autonomie (?) se refuse à toute coordination qui serait, par nature, une mise au pas (?). Pas plus réjouissante, l'apparition d'un terrorisme, sans doute révélateur d'un malaise général et témoin du rejet d'une société répugnante, mais aussi expression du désespoir et de la paranoïa de déclassés face à l'inertie des masses.

Regrettable aussi, mais certainement moins grave parce que susceptible encore d'une évolution, une certaine volonté de nier les barrières de classes que l'on rencontre chez les écologistes, les anti-nucléaires et certaines femmes. Débiles, enfin, certaines expressions d'un prétendu mouvement contre le travail qui, repoussant l'esclavage salarié et abrutissant de l'industrie moderne, en vient à adopter un slogan digne des classes parasites de la monarchie finissante: ne travaillez jamais.

Aujourd'hui, comme hier, se trouvent posées les questions des possibilités et des devoirs révolutionnaires, mais elles le sont, jusqu'à un certain point, dans un contexte

dégagé. S'il va de soi que l'avenir appartient à l'initiative des masses, il n'est pas interdit de réfléchir aux modes de réalisation de celle-ci, et aux signes avant-coureurs qui l'annoncent. Le grand problème reste évidemment celui de la coordination entre ces initiatives, ces mouvements autonomes des masses, car, que ce mot plaise ou non, il faudra bien déboucher, un jour, sur un nouvel ordre social où s'effectuera le travail nécessaire tant à la vie qu'à l'épanouissement de l'homme. La complexité même de la question devrait rendre clair à tout le monde que ni un individu ni un groupe, aussi grand soit-il, ne peut détenir la solution à lui seul. Celle-ci, si elle doit se former un jour, ne le fera que par la dynamique de la lutte de masse. Rien ne prouve a priori qu'elle se dégagera, mais il est tout à fait certain qu'elle ne peut être projetée du dehors, indépendamment de la lutte, par suite d'une sorte de révélation. Car si la société doit être une société sans classe, elle exige la responsabilité de chacun de ses membres, et c'est être en désaccord avec ce but même, si dès le départ on estime détenir, à soi tout seul, la Vérité.

Sans doute dans la situation "normale", les idées "subversives et contestataires" ne sont avancées que par de petits nombres de personnes. L'isolement est donc la règle et la tentation de se refermer sur soi-même et sa propre vérité est-elle constante. Pourtant le sectarisme ne saurait être de mise. Non seulement parce qu'il représente une incroyable outre-cuidance, mais aussi parce qu'en renforçant cette sclérose il est en contradiction avec l'évolution souhaitée.

Mais, pour reprendre une phrase de Chazé ⁽¹⁰⁾, "l'absence de sectarisme n'empêche nullement la rigueur de pensée et permet des contact fraternels avec les camarades que nous espérons convaincre". J'ajouterais, quant à moi: et par lesquels nous espérons aussi être convaincus, dont nous espérons tout autant recevoir que nous espérons leur donner.

Si telle pouvait être la conclusion où nous menait l'examen de l'histoire des sectes bolcheviques.

Paris, septembre 1979.

Notes

- 1) Outre l'exemple souvent cité de Rosa Luxemburg qui ne réussit pas à se débarrasser complètement des conceptions social-démocrates, citons celui, plus inattendu, du Trotsky de *Nos Tâches politiques* (Belfond, Paris 1970), où flotte comme un parfum menchevique. Mais il y a plus inattendu encore, avec Karl Korsch (dans *Marxisme et Philosophie*, Ed. de Minuit, Paris 1964) et Pannekoek (dans les débuts de la révolution russe). Cela prouve tout simplement qu'il faut du temps et l'expérience historique pour qu'une critique et un bilan se dégagent. Cela devrait nous inciter à davantage encore de modestie. L'évolution de la pensée de ces deux derniers révolutionnaires est admirablement peinte dans les études pénétrantes et pleines d'enseignements que leur a consacrées S. Bricianer (Karl Korsch, *Marxisme et Contre-révolution*, Ed. du Seuil, Paris 1975, et Pannekoek et les *Conseils ouvriers*, EDI, Paris 1969).
- 2) Dresser une bibliographie complète des ouvrages qui traitent de cet aspect serait hors de propos. Si on veut se borner à la critique marxiste, on consultera évidemment Luxemburg, Korsch et Pannekoek, mais aussi Mattick, etc. Notre but est plutôt, ici, d'examiner une certaine forme de pensée, récurrente plus que les raisons matérielles et historiques qui lui ont donné ou redonné naissance. Il va de soi que pour comprendre véritablement les avatars de la secte bolchevique il faut passer par l'analyse "matérialiste historique" et ne pas se borner à l'analyse "super-structurelle" que nous tentons ici.
- 3) Cette bonne foi est confirmée par l'exemple de Lénine s'effrayant, à la fin de sa vie, du monstre qu'était devenu son enfant: l'Etat russe. En politique comme ailleurs, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Il n'est guère intéressant, comme le font certains, de se lamenter de la mort prématurée de Lénine, avant que celui-ci ait pu redresser la barre, comme si les "erreurs bureaucratiques" pouvaient être "corrigées" par d'autres décisions bureaucratiques!
- 4) I. Deutscher, *Trotsky*, biographie en trois volumes: *le Prophète armé, le Prophète désarmé, le Prophète hors-la-loi* (Julliard, Paris 1965).
- 5) Cf. dans I. Deutscher, *op. cit.*, tome II, le chapitre intitulé "Une année à Alma Ata", où les futurs capitulateurs justifient leurs actes par la nécessité d'appliquer plus correctement et plus humainement la politique de dékoulakisation.
- 6) Derrière ces quelques remarques se cache le problème de l'"interprétation" de la Révolution russe. Il est clair que nous ne partageons pas l'idée que la révolution prolétarienne avec un grand R ait triomphé, à un quelconque moment, dans la Russie des années 17 et suivantes. Nous doutons même qu'une telle révolution s'y soit jamais déclenchée. En ce sens on ne peut pas dire comme Rosa Luxemburg que la Révolution y ait "échoué". En fait, en Russie, c'est une autre révolution qui réussit, celle qui crée un Etat capitaliste moderne dans un pays arriéré. Toutefois les mouvements prolétariens réels qui se sont développés dans l'empire des Tsars ouvraient des perspectives, et on comprend que, dans la situation qui accompagnait la fin de la pre-

mière guerre mondiale, les révolutionnaires de l'époque se soient, pour reprendre un autre mot de Rosa, "*réjouit des Russes*". En ce sens la révolutionnaire allemande a raison de souligner que la Révolution (ici *mondiale*) échoue par l'incapacité des masses à s'engager dans la brèche. Il peut paraître aujourd'hui sans intérêt de vouloir distinguer entre une révolution prolétarienne qui n'aurait eu pas lieu, qui aurait été vaincue, aurait échoué, ou qui aurait dégénéré, du moment que l'on s'accorde sur le fait qu'*actuellement*, dans les pays dits socialistes, existe en fait un type de capitalisme qui ne diffère de celui que nous connaissons en Occident qu'en ce que la propriété des moyens de production est propriété collective, et non individuelle, de la classe possédante, incarnée dans l'Etat, et que l'exploitation de l'homme par l'homme y règne. Si l'on se borne à ce seul aspect des choses, la distinction est, en effet, sans portée, mais elle reprend toute son importance si l'on veut comprendre la dynamique de la formation de ces Etats, en tirer des enseignements tant sur les mouvements des masses du passé que pour ceux de l'avenir.

- 7) On trouvera un écho de cette préférence pour Boukharine dans le livre de Léonide Pliouchtch, le contestataire mathématicien expulsé d'U.R.S.S. après plusieurs années passées dans les hôpitaux psychiatriques. Il trouve Boukharine plus proche de lui-même que Trotsky, "*en raison de sa sympathie pour les paysans, de son exigence d'une collectivisation progressive*". Si, comme beaucoup d'intellectuels, Pliouchtch est sensible aux constructions mentales de Trotsky (du moins au peu qu'il a pu en connaître), ce sont les thèses de l'Opposition Ouvrière qui, finalement, retiennent son attention. (Cf. *Dans le carnaval de l'Histoire*, Ed. du Seuil, Paris 1976, p. 172-3).

Cette autobiographie de Pliouchtch, absolument passionnante, est un des documents les plus révélateurs sur l'état actuel de l'U.R.S.S. et sur la sorte de "*confusion mentale*" qui y règne. On est tout d'abord frappé de ce que l'antisémitisme, qui s'exprime dans tout le pays avec une grossièreté inimaginable, même par le plus antisémite des occidentaux, semble être le dénominateur commun de toutes les couches sociales. Ce qui laisse à penser. Il en va de même en ce qui concerne le sort de l'enseignement marxiste que tout le monde subit dans les écoles, sans apparemment en retirer autre chose qu'un immense ennui. On pense irrésistiblement au catéchisme. Et de même qu'un riche chrétien ne semble guère avoir entendu l'admonestation du Christ: "*laisse là tes biens et suis moi*", de même le kagué-biste qui interroge Pliouchtch, d'abord abasourdi que Lénine dans *L'Etat et la Révolution* (un texte qu'il a pourtant dû, comme tout le monde, étudier au moins une vingtaine de fois) ait affirmé que le traitement des fonctionnaires ne saurait dépasser le salaire moyen d'un ouvrier, finit par déclarer: "Lénine peut se tromper", avant d'éclater de rire à l'idée qu'une cuisinière puisse gagner autant que Brejnev! Remarquables, enfin, les chemins détournés (au hasard des rencontres, tant avec des religieux, des nationalistes que d'anciens social-révolutionnaires ou bolcheviks, au hasard de lectures les plus diverses de textes, venant de partout, de Marx à Soljenitsyne, en passant par Saint-Exupéry, etc.) que prend, pour un intellectuel, l'accès à la contestation explicite du régime.

Quant à Staline, si on veut bien me permettre un souvenir person-

nel datant du début de 1968, c'est en Géorgie que le culte de sa personnalité continue de fleurir. On peut dire, avec un humour macabre, que c'est parce qu'il ne reste là-bas, après les diverses saignées et épurations, que ses rares amis, mais c'est en réalité une expression du nationalisme géorgien, contre les entreprises du pouvoir central.

- 8) D'une certaine manière Trotsky est ici l'inventeur par anticipation d'une de ces distinctions jésuitiques qui ont fait florès après la seconde guerre mondiale pour qualifier le glacis russe: celle entre Républiques socialistes, c'est-à-dire justement les Etats-Ouvriers, et les Républiques populaires qui gardent encore certaines caractéristiques capitalistes et qui ont encore un long chemin à faire pour entrer au paradis. Ce distinguo a été un des chevaux de bataille des "compagnons de route" des années 50-60 pour justifier les aléas de la politique zig-zagante dans tel ou tel pays de l'Europe de l'Est.
- 9) J. Roussel, *Les enfants du Prophète*, Spartacus, Paris 1972.
- 10) H. Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole*, Spartacus, Paris 1979, p. 10. A notre opinion, c'est dans cette présentation lucide de l'activité d'un petit groupe d'avant-guerre que se trouve le "fil" entre les activités des révolutionnaires d'hier et les luttes à venir, certainement beaucoup plus que dans tous les errements des sectes trotskystes, bolcheviques, ou assimilables.

Les archives Spartacus



Un centre de documentation sur l'histoire du mouvement ouvrier "**Les Archives Spartacus**" fonctionne depuis dix ans à la B.D.I.C. La presque totalité des documents s'y trouvant rassemblés (plus de six mille) sont ceux recueillis par René Lefevre pendant 50 années de vie militante. Y sont représentés tous les courants politiques de l'extrême gauche à l'extrême droite, et tout particulièrement ceux se réclamant de la classe ouvrière :

- Les oppositions de gauche à la IIIe Internationale (bordiguistes, conseillistes, etc...)
- Les anarchistes, pacifistes, etc...
- Les "socialistes révolutionnaires" et le P.S.O.P.
- Les trotskystes.
- Le Parti Socialiste.
- Le P.C.F. et l'U.R.S.S.
- Les divers courants de la guerre d'Espagne.

Ces documents couvrent essentiellement une période allant de 1920 à nos jours. Ils concernent surtout le mouvement ouvrier français, mais y sont également représentés de nombreux mouvements étrangers (U.S.A., Angleterre, Allemagne, Europe Orientale, ex-colonies...).

Le prolétariat se doit d'assumer, entre autres tâches, la réappropriation de sa théorie et de son histoire, falsifiées par 60 ans de contre-révolution stalinienne et bourgeoise. Les "Archives Spartacus" sont à la disposition de tous ceux qui veulent participer à cet immense travail de recherche, de démystification et de clarification.

Nous faisons appel à toutes les personnes qui auraient en leur possession des documents sur l'histoire du mouvement ouvrier, pour qu'ils nous aident par leur effort et par leurs dons, à enrichir cet outil de travail.

Les documents sont à consulter sur place :

**Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine
2, rue de Rouen à Nanterre, 92000 Hauts de Seine**

Le catalogue des Cahiers Spartacus

Directeur
René Lefeuve
Tél. 272.37.50



5, rue Ste-Croix
de la Bretonnerie
Paris IV^e

RESTENT DISPONIBLES: SERIES A - B - C

SERIE A

1	Jean JAURES - L'Eglise et la laïcité	7 F
3	Charles ALLIGIER - Socialisme et bolchevisme	8 F
4	Rosa LUXEMBOURG - La révolution russe	7 F
5	René LEFEUVRE - La politique communiste (Lignes et Tournants)	6 F
8	JAURES et LAFARGUE - Idéalisme et matérialisme	7 F
18	TOMORI-BALASZ - Qui succèdera au capitalisme?	10 F
24	Jean JAURES - Le manifeste communiste de Marx et Engels	7 F
36	RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG - La confession de K. Marx	7 F
47	SERGE, MALAQUAIS, BLUM, DOMMANGET, LENINE - Textes	8 F
50	PIE - Les racines d'Octobre 1917	12 F
51	I.C.O. - Mai, juin 68, la grève généralisée en France	10 F

SERIE B

5	B.FOUCHERE - Vie héroïque de Rosa Luxembourg	18 F
6	Robert LOUZON - L'ère de l'impérialisme	20 F
8	Lucien LAURAT - Déchéance de l'Europe	20 F
14	VINATREL - L'URSS concentrationnaire	20 F
16	JAURES - Commentaire, controverse et discours	22 F
18	JAURES et GUESDE - Les deux méthodes - Le socialisme	20 F
31	TROTSKY - Rapport de la délégation sibérienne. Naissance du bolchevisme	20 F
34	PANNEKOEK, KORSCH - Lénine philosophe	25 F
36	MARX, ENGELS - Textes sur l'organisation	25 F
37	J. JACQUES - Lutttes sociales sous l'ancien régime	20 F
40	SOUVARINE - Un pot-pourri de Kroutchev (ses souvenirs par le K.G.B.)	10 F
42	MARX, ENGELS - Programmes socialistes: Erfurt, Gotha, Le Havre	10 F
44	ROUSSEL - Les enfants du prophète (Histoire du Trotskisme)	20 F
45	RUBAK - La classe ouvrière en expansion permanente	25 F
46	MAC DONALD - Le marxisme en question (Vers l'anarchisme)	20 F
48	Ch. REEVE - La Chine de Mao tigre de papier, Capitalisme d'Etat	25 F
49	R. LUXEMBOURG - Réforme ou révolution, marxisme et dictature	20 F
50	SERGE - Le nouvel impérialisme russe - La Commune de Varsovie	20 F
51	Victor SERGE - 16 fusillés: Zinoviev, Kamenev, Smirnov	25 F
53	ROCKER - Les soviets trahis par les bolcheviks	20 F
54	Max STIRNER - De l'éducation - En lisant l'Unique - La vie de Stirner	20 F
55	DOMMANGET-LUXEMBOURG - 1848-1905, étapes de la Révolution	25 F
56	R. LUXEMBOURG - Marxisme contre dictature: questions d'organisation	10 F
57	CORALE - Capitalisme, syndicalisme: même combat	20 F
58	CAMATTE - Bordiga et la passion du communisme	30 F
59	J. PERDU - La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1834	20 F
60	I.C.O. - Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971)	35 F
61	COLLECTIF SPARTACUS - Portugal, l'autre combat pour la Révolution	25 F
62	G. MUNIS - Parti-Etat, stalinisme, Révolution (au-delà du trotskisme)	18 F
63	O. RUHLE-P. MATTICK - Fascisme brun, fascisme rouge	18 F
65	OLLIVIER-LANDAU - Espagne, les fossoyeurs de la révolution sociale	20 F

67	LEVAL - La pensée constructive de Bakounine	35 F
68	REEVE - Portugal, la conception putschiste de la révolution	7 F
69	J. BARRUE - L'anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine	18 F
70	DOMMANGET - 1793 - Les Enragés, les Curés Rouges, Roux et Dolivier	25 F
72	A. CROIX - Jaurès et ses détracteurs. Envie et calomnie. L'assassinat	40 F
73	ANDERSON - Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression	25 F
75	Claude BERGER Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme	10 F
76	Paul LAFARGUE - Le droit à la paresse C.R.: Le refus du travail	10 F
77	SABATIER - Brest-Litovsk, 1918, stop à la révolution	15 F
78	K. KAUTSKY - Les 3 sources du marxisme. La contestation	10 F
80	COLLECTIF SPARTACUS - Rosa Luxembourg et sa doctrine	40 F
83	PRUDHOMMEAUX - Spartacus: la commune de Berlin	20 F
84	MARX - Textes philosophiques de jeunesse	20 F
85	BERNERI - Guerre de classe en Espagne - 1936/37	18 F
87	Ida METT - La commune de Cronstadt. Crépuscule sanglant des Soviets	18 F
88	ROOT et BRANCH - Le nouveau mouvement ouvrier américain	25 F
90	COLLECTIF - L'autonomie, le mouv. autonome en Italie et en France	8 F
91	SOUVARINE, PAPAIOANNOU - Lénine, Staline et le pouvoir	7 F
92	Anton CILIGA - Lénine et la révolution	8 F
93	RAYNAUD et AMBAUVES - L'éducation libertaire	25 F
95	BORDIGA Russie et révolution dans la théorie marxiste	25 F
97	MERCIER-VEGA, GRIFFUELHES - Anarcho-syndicalisme révolutionnaire	25 F
99	PRUDHOMMEAUX - L'effort libertaire, le principe d'autonomie	20 F
101	KORSCH - Au cœur de la conc. mat. de l'Histoire, 117 thèses	10 F
102	CAMATTE - Capital et Gemeinwesen: le 6ème chapitre inédit du Capital	35 F
104	SPARTACUS - Catalogue analytique d'une édition pas comme les autres	5 F
106	RUBAK - Classes laborieuses et révolution	25 F
109	GORTER - Réponse à Lénine: la maladie infantile du communisme	25 F
110	CHAZE - Chronique de la révolution espagnole	25 F
111	RUSTICO - 1933: La tragédie du prolétariat allemand	12 F
112	Ch. REEVE - Pologne 1980-81, solidarité enchaînée	10 F

Série C

4	L. KAUTSKY, R. LUXEMBOURG, GUILLERM - Le luxembourgeoisisme	20 F
5	LUXEMBOURG, SCHWARZ - L'ex. belge, Lénine et les syndicats	25 F
6	MARX ENGELS, LUXEMBOURG - Critique des Programmes. Critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha La rév. russe. Lettres de Prison	25 F
8	DOMMANGET - Sylvain Maréchal, auteur du manifeste des Egaux (1793)	60 F
12	Marcel CERF - Edouard Moreau, communard	30 F
14	John BERGER - Réussite et échec de Picasso (112 reproductions)	30 F
15	ZAVATTINI - Cinéparoles. Journal de cinéma et de vie	30 F
16	Fred J. COOK - F.B.I. La chasse aux sorcières	50 F
18	J. BERGER - Art et révolution, l'artiste en URSS (80 illustrations)	30 F
19	Sophie BIBROWSKA - Une mise à mort d'Aragon	30 F
21	Ernst FISHER - Le marxisme et l'art. A la recherche de la réalité	40 F
22	E.R. MAGON - La révolution mexicaine	40 F
23	R. BARDY - 1919, la Commune de Budapest	35 F
24	D. GUERIN - Quand l'Algérie s'insurgeait	35 F
25	BRENDEL / SIMON De l'antifranquisme à l'après franquisme	25 F

SPARTACUS

CONDITIONS D'ABONNEMENT EXCEPTIONNELLES

**Pour 100 F l'abonné recevra
200 F d'éditions nouvelles
soit une réduction de 50 %**

L'abonné peut en outre bénéficier d'une remise de 30 % sur les commandes de titres anciens, et cette remise atteindrait 50 % pour les commandes dépassant 500 F.

Une modeste participation aux frais d'envoi serait appréciée.

Tous les titres figurant au présent catalogue (voir page 143) sont disponibles mais certains sont prêts d'être épuisés, comme le sont déjà la moitié des titres que nous avons publiés. Des rééditions sont envisagées mais nous donnons la priorité aux textes non encore connus.

Les prix d'abonnement Spartacus sont les suivants :

- 55 F pour 6 mois (étranger : 60 F)
- 100 F pour un an (étranger : 115 F)

Envoyer nom et adresse avec le montant de l'abonnement

- soit par chèque bancaire à l'ordre de «Les Amis de Spartacus»
- soit par CCP 14 386 11 N à l'ordre de «Les Amis de Spartacus»
- soit par mandat postal à l'ordre de «Les Amis de Spartacus».

L'abonnement peut partir d'un numéro choisi dans la série B.

Bien indiquer le numéro de départ.

De l'étranger, les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais (16 F).

Adresser à SPARTACUS – 5, rue Ste-Croix de la Bretonnerie - 75004 Paris.

Les volumes ci-dessous (romans, essais, poésie) n'étant pas au catalogue, peuvent toujours être commandés. Prix de chaque volume: 15 F.

- Charles Duits, *André Breton a-t-il dit passe*
- Cesare Zavattini, *Lettre de Cuba (Hypocrite 43)*
- J. Yglesias, *A Cuba dans le poing de la Révolution*
- Oscar Lins, *Le Rétable de Sainte Jonana Carolina*
- V. Pinera, *Contes froids*
- Paul Ritchie, *Le Protagoniste*
- François Sonkin, *Les Gendres*

Pour comprendre le bolchevisme, et plus particulièrement le stalinisme, il ne sert à rien de suivre et de prolonger la controverse, superficielle et le plus souvent stupide, à laquelle se livrent staliniens et trotskystes. Il est fondamental de voir que la révolution russe, ce n'est pas le seul parti bolchevique. Tout d'abord, elle n'a même pas éclaté à l'initiative de groupes politiques organisés. Bien au contraire. Elle a été le résultat des réactions spontanées des masses face à l'écroulement d'un système économique déjà fortement ébranlé par la défaite militaire.

Trotsky ne pouvait pas se permettre de voir dans le bolchevisme un simple avatar de la tendance mondiale vers une économie fascisante. En 1940, il défendait toujours l'opinion que le bolchevisme avait, en 1917, évité la venue du fascisme en Russie. Il devrait pourtant, de nos jours, être tout à fait clair – et en fait cela aurait dû l'être depuis longtemps – que tout ce que Lénine et Trotsky ont réussi à empêcher, c'est d'utiliser une idéologie non marxiste pour masquer une reconstruction fasciste de la Russie. En ne servant que les buts du capitalisme d'Etat, l'idéologie marxiste du bolchevisme s'est tout autant discréditée. Pour tout point de vue qui veut dépasser le système capitaliste d'exploitation, trotskisme et stalinisme ne sont que des reliques du passé.

Paul Mattick

SPARTACUS

Octobre-Novembre 1981
Série B – N. 113 - 25 F

cahiers mensuels

Directeur : René Lefèvre

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la librairie Alternatives 36, rue du Bourdonnais Paris 1er
Dépôt: Librairie Les Deux Mondes 10, rue Gay-Lussac Paris 5ème.